

Direction des Statistiques d'Entreprises

E 2014/05

**L'agriculture en 2013
Rapport sur les comptes**

Document de travail



Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Institut National de la Statistique et des Études Économiques

*Série des documents de travail
de la Direction des Statistiques d'Entreprises*

*Commission des comptes de l'agriculture de la Nation
Session du 1^{er} juillet 2014*

E 2014/05

L'agriculture en 2013

Rapport sur les comptes

*Le compte national de l'agriculture a été présenté
à la Commission des comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN), lors de la session du 1^{er} juillet 2014.
La rédaction du rapport a été assurée par Marie-Hélène Blonde, Claire Lesdos et Alexandre Bernaudeau de
l'Insee, Direction des Statistiques d'Entreprises (DSE), Division Industrie - Agriculture.*

L'AGRICULTURE EN 2013

Résumé :

En 2013, dans l'Union européenne à 28, la valeur de la production agricole est quasi stable, la hausse des volumes produits compensant la baisse des prix. Les situations sont très contrastées selon les productions et les pays. Comme la valeur des consommations intermédiaires augmente, le revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels diminue (- 1,3 % en moyenne), après une stagnation en 2012.

En France, toutefois, selon les données provisoires les plus récentes, après trois années de croissance, ce résultat est en forte baisse (-19,8 %) en raison de la chute des prix des grandes cultures. Depuis 2005, il fluctue fortement. Sur la période 2005-2013, sa progression globale est inférieure à la moyenne européenne et à l'Allemagne.

L'excédent extérieur français en produits agroalimentaires est globalement stable, autour de 11,5 milliards d'euros. Contrairement à 2012, il se réduit pour les produits transformés et augmente pour les produits agricoles bruts du fait de la progression des volumes de céréales exportés et du prix des pommes de terre.

Mots-clés : agriculture, revenus, comptes

AGRICULTURAL INCOME IN 2013

Abstract :

In 2013, in EU-28,, the value of agricultural production is almost unchanged, the increase in production volumes offset the lower prices. The situations are very contrasting by productions and countries. As the value of intermediate consumption increases, the agricultural factor income per labour unit in real terms decrease (- 1.3% on average), after stagnating in 2012.

In France, however, according to the latest provisional data, after three years of growth, this income is much lower (-19.8%) due to the fall in prices of crops. Since 2005, it fluctuates strongly. Over the period 2005-2013, the overall increase is below the European average and Germany.

The French surplus of foreign trade in food products is broadly stable at around 11.5 billion euros. Unlike 2012, it is reduced for transformed products and increases for raw agricultural products due to the increase of the exported volumes of cereal and the price of potatoes.

Key words : agriculture, income, accounts

LE COMPTE NATIONAL

Vue d'ensemble	5
Le contexte européen.....	9
Tableau de bord	13
Le compte national de l'agriculture	19
La production	19
Les consommations intermédiaires	24
La valeur ajoutée	27
Le revenu des facteurs de la branche agricole	29
Le revenu net de la branche agricole	29
L'investissement agricole	32
Le commerce extérieur agroalimentaire de la France.....	35
Annexes	
Chronologie de l'année 2013.....	45
La production agricole en 2013 : fiches par produits.....	49
Les comptes 2011, 2012 et 2013	59
Eléments du compte de capital, investissement agricole.....	75
Les échanges extérieurs agro-alimentaires	83
Les révisions des comptes	91
Liens internet	95

Les comptes de l'agriculture

Compte CCAN et compte européen

Le compte de l'agriculture, dit « compte spécifique », présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi selon les normes comptables européennes générales (Système européen des comptes ou SEC 2010) et selon la méthodologie spécifique des comptes de l'agriculture harmonisée au niveau européen.

Les comptes nationaux ont adopté un rythme de rebasement quinquennal. La base 2010 succède donc à la base 2005. Le compte spécifique de l'agriculture n'est pas impacté par les modifications conceptuelles qui ont touché le cadre central. En revanche le nom des agrégats a été modifié : les termes « revenu des facteurs de la branche agricole (RFBA) » et « revenu net de la branche agricole (RNBA) » remplacent respectivement « résultat agricole net » et « revenu net d'entreprise agricole ». Par ailleurs les agrégats du commerce extérieur comprennent désormais le négoce international. Les évaluations ont été revues et intègrent les révisions de la Statistique agricole annuelle (SAA) et du Réseau d'information comptable agricole (RICA) liées au recensement agricole de 2010 (voir p. 91). Le Tableau de bord présenté dans ce rapport et les séries longues correspondantes publiées sur Internet ont été modifiés en conséquence.

Le compte spécifique de l'agriculture s'écarte cependant du compte national sur les points suivants :

- les activités non agricoles non séparables des exploitations agricoles font partie du champ du compte spécifique mais pas du cadre central ;
- les établissements produisant des semences certifiées et les jardins familiaux ne font pas partie du compte spécifique, alors qu'ils sont couverts par le cadre central.

Par ailleurs, le compte spécifique de l'agriculture va au-delà du compte d'exploitation par branche des comptes nationaux. Il permet d'estimer les indicateurs de revenu spécifiques, tels que le revenu des facteurs de la branche agricole par unité de travail agricole ou le revenu net de la branche agricole par unité de travail agricole non salarié, en termes réels.

Le champ du compte spécifique est plus large que celui des comptes par catégorie d'exploitations et des comptes régionaux présentés à la CCAN par le Service de la statistique et de la prospective (SSP). Établis sur le champ des exploitations agricoles métropolitaines professionnelles, ceux-ci ne couvrent pas les exploitations des DOM et les exploitations non professionnelles, ni les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA).

*
* *

Ce rapport présente les comptes spécifiques définitif 2011, semi-définitif 2012 et provisoire 2013. Les séries longues 1959-2013 des comptes courants sont disponibles sur le site internet de l'Insee : www.insee.fr, dans la rubrique *Comptes nationaux / Comptes nationaux annuels / Comptes spécialisés / Agriculture*.

A noter que dans ce rapport les comparaisons internationales ne sont menées que sur les **comptes prévisionnels** 2013 des États membres, arrêtés en janvier 2014 et publiés par l'Office statistique des communautés européennes (Eurostat) sur son site en mai. Parfois incomplets, ces comptes sont susceptibles d'être fortement révisés ultérieurement.

L'agriculture européenne et française en 2013

Vue d'ensemble

○ D'après les **comptes prévisionnels européens**, le revenu des facteurs de la branche agricole par actif aurait baissé de 1,3 % en 2013 sur le champ de l'UE-28, après une quasi-stabilité (-0,2 %) en 2012, ces évolutions étant exprimées en termes réels, c'est-à-dire déflatées par l'indice de prix du PIB de chaque pays. En 2013, le volume de la production agricole européenne aurait augmenté de 2,0 % tandis que les prix se retournaient à la baisse (-1,8 %) : en valeur, la production au prix de base aurait progressé de 0,1 %. Les consommations intermédiaires auraient augmenté de 0,7 % et la valeur ajoutée brute baissé de 0,9 %. La réduction de la main-d'œuvre agricole aurait atteint -1,2 %. Le revenu des facteurs de la branche agricole par actif aurait progressé dans 12 des États membres sur 28.

○ En ce qui concerne **la France, le compte provisoire 2013** montre un retournement à la baisse (-19,8 %) du revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels après trois bonnes années.

La valeur de la production hors subventions sur les produits décroît de 4,2 % en 2013 sous l'effet conjugué d'une réduction des volumes produits (-0,9 %) et d'une baisse des prix (-3,3 %). En volume, la baisse des **productions végétales** (-1,1 %) recouvre des situations très diverses : contrairement à 2012, les conditions climatiques ont été plus favorables aux productions de fruits, vins et pommes de terre tandis que les récoltes de céréales baissent légèrement en moyenne et que les productions de colza et protéagineux chutent. Globalement, les prix fléchissent (-7,3 %). Les prix des céréales, oléagineux, protéagineux et pommes de terre diminuent fortement sous l'effet d'une offre abondante tandis que ceux des fruits et du vin se renchérissent. Mis à part les œufs, les **productions animales** restent orientées à la baisse en volume (-0,7 %). Les prix augmentent sensiblement pour le bétail et le lait, mais chutent pour les œufs. Globalement, la hausse atteint + 2,8 %.

La valeur des **consommations intermédiaires** de la branche agriculture augmente de 3,1 % en 2013 après + 6,2 % en 2012. Les prix des aliments pour animaux continuent de tirer le coût des consommations intermédiaires à la hausse (+ 2,3 %). Leur évolution en volume est faible, à l'exception de la consommation d'engrais qui augmente de 7,5 %.

Les **subventions** sur les produits et les subventions d'exploitation s'élèvent globalement à un peu plus de 9,1 milliards d'euros en 2013, en recul de 3,5 % par rapport à l'année précédente.

L'écart entre l'évolution de la valeur de la production et celle de l'ensemble des charges se répercute sur le revenu des facteurs de la branche agricole (RFBA) qui baisse fortement (-19,9 %) après trois années de croissance. Compte tenu de la baisse de l'emploi (-0,9 %) et de la hausse du prix du PIB (+ 0,8 %), le **RFBA par actif en termes réels recule fortement en 2013 (-19,8 %)**.

La rémunération des salariés, les fermages et le paiement des intérêts étant pris en compte, le revenu net de la branche agricole (RNBA) connaît une chute de 35,9 % en valeur nominale. En moyenne mobile sur trois ans, le RNBA conserve cependant un niveau élevé.

En 2013, y compris négoce international, l'excédent du **commerce extérieur** en produits agroalimentaires est de 11,7 milliards d'euros : 5 milliards pour les produits agricoles et 6,7 milliards pour les produits transformés. Il est quasiment stable depuis 2011 au plus haut niveau atteint depuis 1990. L'amélioration du solde des produits agricoles bruts est contrebalancée par la réduction de l'excédent en produits transformés. L'excédent continue d'augmenter avec les pays tiers et de diminuer avec l'Union Européenne.

Définitions

Le compte spécifique de la branche agriculture, présenté à la Commission des Comptes de l'Agriculture de la Nation (CCAN) est établi en conformité avec le SEC 2010 et selon la méthodologie harmonisée au niveau européen.

- La **branche agricole** est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture) ; élevage d'animaux ; activités de travaux agricoles à façon ; chasse et activités annexes. Outre les exploitations agricoles, les unités caractéristiques de la branche comprennent les groupements de producteurs (coopératives) produisant du vin et de l'huile d'olive et les unités spécialisées qui fournissent des machines, du matériel et du personnel pour l'exécution de travaux agricoles à façon.

- La **production** de la branche agriculture est valorisée au prix de base. Le **prix de base** est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qu'il perçoit, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

- Les subventions à la branche agriculture sont scindées **en subventions sur les produits et subventions d'exploitation** :

- les premières comprennent notamment les aides aux protéagineux, partiellement la prime à la vache allaitante. Elles entrent dans le calcul de la production au prix de base.

- les subventions d'exploitation comprennent le paiement unique, les aides agri-environnementales, les aides pour calamités agricoles. Elles figurent au compte d'exploitation.

- Les **consommations intermédiaires** de la branche agricole correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production. Elles comprennent, entre autres, les services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim), qui représentent les services bancaires non facturés imputés à la branche agriculture. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent indirectement en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

- La **consommation de capital fixe** mesure la dépréciation annuelle liée à l'usure et à l'obsolescence du capital, lequel est évalué à son coût de remplacement, et non au coût historique utilisé en comptabilité privée. De plus, les durées de vie des actifs sont des durées de vie économiques et non fiscales. La consommation de capital fixe est évaluée pour l'ensemble des biens de capital fixe de la branche agricole (plantations, matériels et bâtiments) à l'exception des animaux qui, eux, sont déclassés en fin de vie.

- Plusieurs indicateurs sont définis à partir des soldes comptables :

- le **revenu des facteurs de la branche agricole (RFBA)** correspond à la "valeur ajoutée nette au coût des facteurs" (valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - autres impôts sur la production dont impôts fonciers). Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (ou équivalents temps plein) : on obtient ainsi l'évolution du **revenu des facteurs de la branche agricole par actif (RFBA/UTA)**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.

- le **revenu net de la branche agricole (RNBA)** est égal à : revenu des facteurs de la branche agricole - salaires - cotisations sociales sur les salaires - intérêts versés - charges locatives nettes. Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel des non-salariés (ou équivalents temps plein) : on obtient l'évolution du **revenu net de la branche agricole par actif non salarié (RNBA/UTANS)**. Cet indicateur est aussi présenté en termes réels.

- Les évolutions **en termes réels** correspondent aux évolutions corrigées de l'inflation, mesurée ici par l'indice de prix du produit intérieur brut. Une évolution positive des indicateurs de revenu signifie que les indicateurs de revenu augmentent plus rapidement que l'inflation générale ; une évolution négative indique une évolution moins rapide que l'inflation générale.

Comptes de la branche agriculture

Compte de production

Emplois	Ressources
Consommations intermédiaires (y c. SIFIM) Valeur ajoutée brute	Production au prix de base¹
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Emplois	Ressources
Consommation de capital fixe Valeur ajoutée nette	Valeur ajoutée brute
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Compte d'exploitation

Emplois	Ressources
Autres impôts sur la production - Impôts fonciers - Autres	Valeur ajoutée nette Subventions d'exploitation (y c. bonifications d'intérêts)
Revenu des facteurs de la branche agricole (1)	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Emplois	Ressources
Rémunération des salariés - Salaires bruts - Cotisations sociales à la charge des employeurs	Revenu des facteurs de la branche agricole
Excédent net d'exploitation / Revenu mixte net	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Compte de revenu d'entreprise

Emplois	Ressources
Intérêts (y c. bonifications) hors SIFIM Charges locatives nettes (hors impôts fonciers sur les terres en fermage)	Excédent net d'exploitation / Revenu mixte net
Revenu net de la branche agricole (2)	
<i>Total emplois</i>	<i>Total ressources</i>

Evolution du nombre d'UTA ² totales	(3)
Evolution du nombre d'UTA ² non salariées	(4)
Evolution du prix du PIB	(5)

Indicateurs de revenu (évolution en %)

Revenu des facteurs de la branche agricole par actif	(1) (1) / (3)
Revenu net de la branche agricole par actif non salarié	(2) (2) / (4)

Indicateurs de revenu en termes réels³ (évolution en %)

Revenu des facteurs de la branche agricole par actif	(A) (1) / (3) / (5)
Revenu net de la branche agricole par actif non salarié	(B) (2) / (4) / (5)

1. Le prix de base correspond au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

3. Déflaté par l'indice de prix du PIB.

NB. La méthodologie est commune aux comptes français et européens. Pour les besoins des comparaisons internationales, Eurostat ne définit que des indicateurs de revenu en termes réels : le revenu des facteurs de la branche agricole par actif (indicateur A), le revenu net de la branche agricole par actif non salarié (indicateur B), le revenu net de la branche agricole (indicateur C).

Baisse du revenu des facteurs de la branche agricole réel par actif en 2013 dans l'UE-28¹

Le revenu des facteurs de la branche agricole par actif aurait diminué de 1,3 % en termes réels dans l'Union Européenne à 28 (UE-28) en 2013, après une baisse de 0,2 % en 2012, selon les estimations publiées par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Cette diminution résulterait d'une baisse du revenu des facteurs de la branche agricole (-2,5 %), accompagnée d'une réduction de la main-d'œuvre agricole (-1,2 %). Les estimations de l'UE-28 sont basées sur les données transmises par les autorités nationales des États membres et établies selon une méthodologie commune mais avec quelques exceptions².

Selon les mêmes estimations, le revenu des facteurs de la branche agricole par actif aurait augmenté entre 2005 et 2013 dans l'UE-28 de 28,7 %, tandis que la main-d'œuvre agricole diminuait de 20,8 %.

En 2013, la baisse du revenu des facteurs de la branche agricole dans l'UE-28 serait principalement due à une plus forte hausse, en termes réels, de la valeur des intrants (+0,7 %) que de celle de la production de la branche mesurée aux prix à la production (+0,2 %).

En 2013, le revenu des facteurs de la branche agricole par actif aurait augmenté dans douze États membres et baissé dans seize. Les plus fortes hausses seraient observées aux Pays-Bas (+ 11,5 %), en Espagne (+ 9,9 %), en Roumanie (+ 9,0 %) ainsi qu'en Italie (+ 7,9 %), et les baisses les plus marquées en Estonie (-17,6 %), en France (-15,7 %), en Croatie (-12,6 %) et en Allemagne (-11,3 %).

En 2013, la valeur de la production agricole aux prix de production aurait augmenté dans l'UE-28 de 0,2 %, l'augmentation de la production animale (+ 2,4 %) compensant la baisse de la production végétale (-1,7 %), en termes réels.

La diminution de la valeur de la production végétale résulterait de la baisse des prix (-5,2 %), partiellement atténuée par l'augmentation du volume de production (+ 3,8 %). Les volumes produits auraient baissé pour l'huile d'olive (-32,4 %), la betterave à sucre (-4,0 %) et les légumes frais (-0,5 %), mais auraient augmenté pour les pommes de terre (+ 1,2 %), les céréales (+ 8,1 %), les oléagineux (+ 13,3 %), les fruits (+ 7,6 %) et le vin (+ 9,4 %). Les prix auraient diminué pour les oléagineux (-21,9 %), les céréales (-17,9 %), la betterave à sucre (-4,0 %) ainsi que pour les plantes et les fleurs (-1,6 %) et augmenté pour les fruits (+ 3,1 %), le vin (+ 2,4 %), les pommes de terre (+ 23,6 %) et l'huile d'olive (+ 18,5 %).

L'augmentation de la valeur de la production animale proviendrait essentiellement de la hausse des prix (+ 2,4 %), le volume de la production restant globalement stable. Il aurait cependant baissé pour les ovins et les caprins (-1,7 %), les bovins (-1,6 %) et les porcins (-0,6 %), mais crû pour le lait (+ 0,6 %), la volaille (+ 1,4 %) et les oeufs (+ 3,3 %). Les prix des oeufs auraient baissé (-18,8 %) ainsi que ceux des ovins et caprins (-1,7 %). Inversement, on enregistrerait une hausse pour les prix des bovins (+ 0,5 %), porcins (+ 0,8 %), de la volaille (+ 2,3 %) et du lait (+ 9,5 %).

Dans l'UE-28, la valeur des intrants agricoles (consommation intermédiaire) aurait augmenté de 0,7 % en termes réels, principalement du fait des aliments pour animaux (+ 0,6 %), de l'entretien du matériel (+ 2,2 %) et des semences et plants (+ 3,7 %).

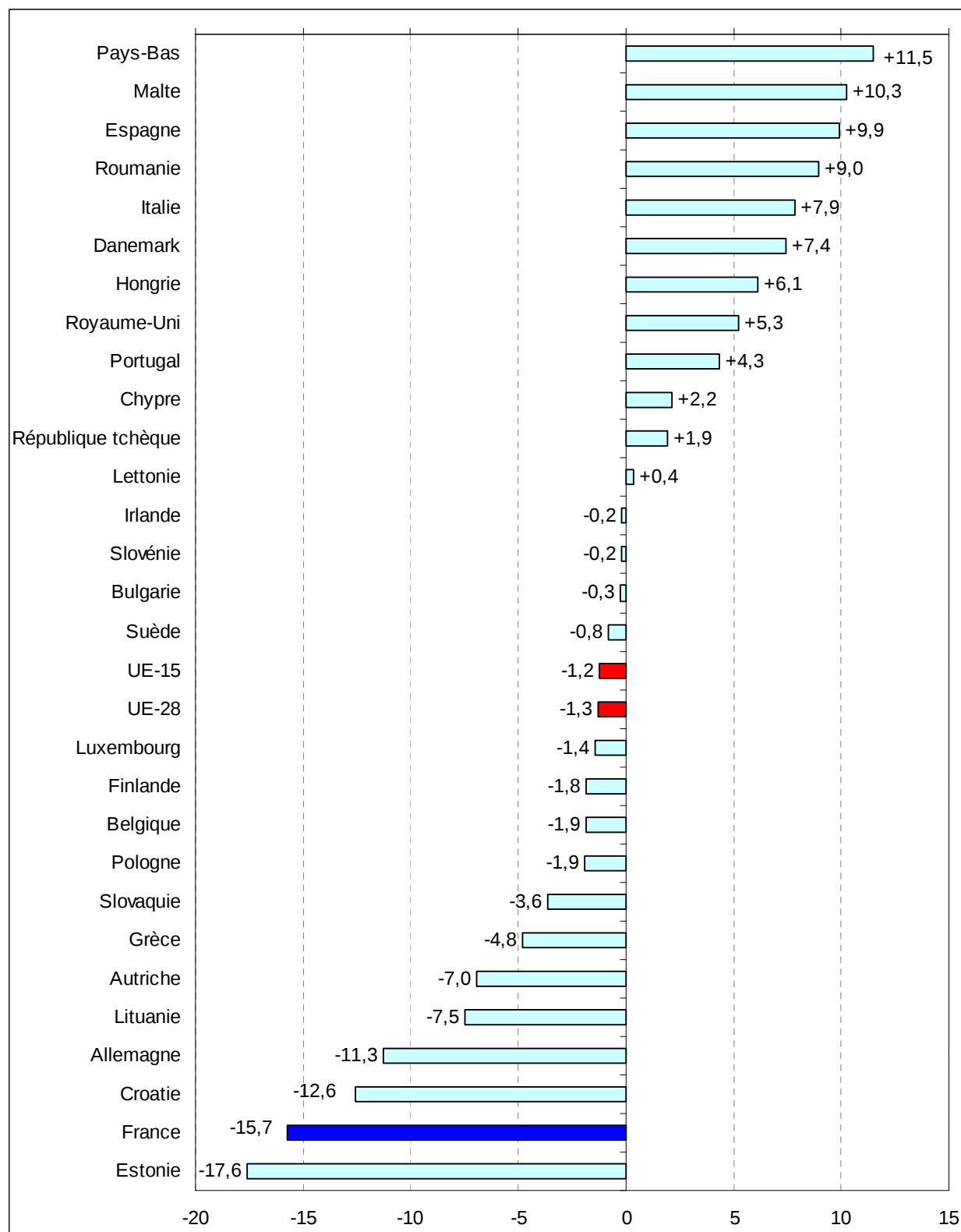
¹Ce chapitre a été rédigé à partir du communiqué d'Eurostat 193/2013, paru le 13 décembre 2013. Il a été mis à jour en utilisant les données prévisionnelles européennes communiquées à Eurostat en janvier 2014. La terminologie a été légèrement modifiée, des graphiques et des tableaux ont été ajoutés. Dans la suite du rapport, les données relatives à la France sont différentes, car elles intègrent des révisions arrêtées en mai 2014. En particulier, pour la France, la baisse du revenu des facteurs de la branche agricole présentée dans le graphique 1 a été estimée en mai 2014 à -19,8 % (au lieu de -15,7 % dans la base des données prévisionnelles d'Eurostat).

²En particulier les prix peuvent être estimés en campagne ou en année civile.

Graphique 1

Variation du revenu des facteurs de la branche agricole net par actif en 2013 en termes réels dans l'UE

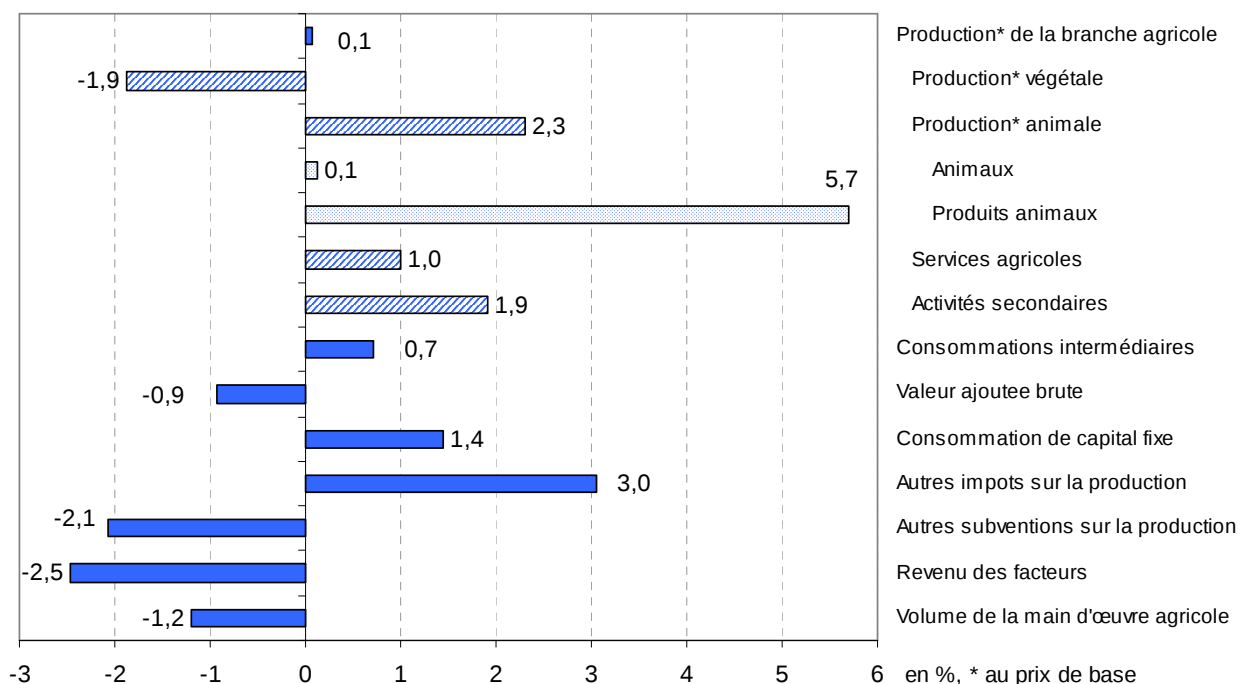
en %



Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2014)

* Pour la France, ce chiffre prévisionnel a été réévalué à -19,8 % au compte provisoire.

Graphique 2
Évolution 2013/2012 en termes réels des principales composantes
du revenu des facteurs de la branche agricole de l'UE



Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2014)

Tableau 1
Variation de la production en 2013/2012 dans l'UE

	en %	
	Volume (aux prix du producteur)	Prix du producteur (évolution en termes réels)
Production totale	+ 2,0	- 1,8
Céréales	+ 8,1	- 17,9
Oléagineux	+ 13,3	- 21,9
Betteraves sucrières	- 4,0	- 4,0
Légumes frais	- 0,5	- 0,0
Pommes de terre	+ 1,2	+ 23,6
Fruits	+ 7,6	+ 3,1
Vin	+ 9,4	+ 2,4
Huile d'olive	- 32,4	+ 18,5
Production végétale	+ 3,8	- 5,2
Bovins	- 1,6	+ 0,5
Porcins	- 0,6	+ 0,8
Ovins et caprins	- 1,7	- 1,7
Volailles	+ 1,4	+ 2,3
Lait	+ 0,6	+ 9,5
Œufs	+ 3,3	- 18,8
Production animale	0,0	+ 2,4
Services agricoles	+ 0,5	+ 0,5
Activités secondaires	+ 1,1	+ 0,8

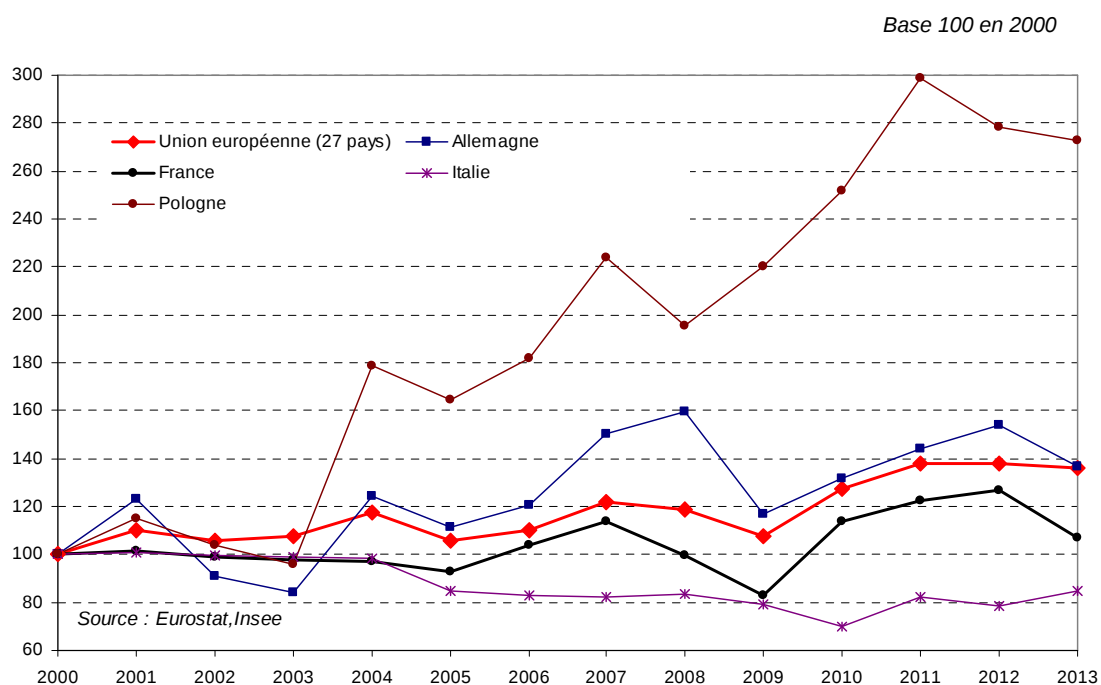
Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2014)

Tableau 2
Variation des consommations intermédiaires 2013/2012 (en termes réels) dans l'UE

	en %	
	Volume	Prix
Ensemble,	+ 1,3	- 0,6
dont :		
- énergie	+ 1,6	- 1,8
- engrais et amendements	+ 4,4	- 4,0
- produits phytosanitaires	+ 0,4	+ 0,2
- alimentation animale	+ 0,5	+ 0,0

Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2014)

Graphique 3
Variation du revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels dans l'UE depuis 2000



Source : Eurostat (Compte prévisionnel, janvier 2014)

TABLEAU DE BORD

L'AGRICULTURE DANS L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE

Le lecteur se reportera aux encadrés pour la définition précise des termes employés, en ce qui concerne le champ des différentes branches et les indicateurs retenus dans les tableaux. Le tableau de bord 2013 présente les niveaux 2011 (compte définitif) et des évolutions pour les années suivantes. Les tableaux de ce rapport proviennent des comptes nationaux en base 2010.

En 2013, selon les comptes provisoires de la nation, **la valeur ajoutée brute** de l'ensemble des entreprises françaises¹ reste stable **en volume**, après + 0,2 % en 2012. L'activité se stabilise en volume pour les services et le commerce, après une hausse continue les années précédentes sauf en 2009. Elle diminue dans l'industrie ; la baisse est plus accentuée pour les industries agroalimentaires (IAA), après quatre années consécutives de hausse. Elle continue à décroître pour l'agriculture, après une baisse importante en 2012 ; en effet, la production agricole diminue et les consommations intermédiaires continuent à croître, notamment pour les engrais. Après une progression en 2011, la production agricole décroît en 2012 et 2013, notamment pour les oléagineux et protéagineux, et moins fortement pour les produits animaux.

Le **prix de la production** est stable en 2013 pour l'ensemble des entreprises (+ 0,1 %), après une hausse de 1,7 % en 2012. Il est en légère progression pour les services et le commerce et il augmente sensiblement pour les IAA. En revanche, il diminue légèrement pour l'industrie manufacturière. Il baisse aussi pour l'agriculture : la chute des prix des céréales, oléagineux, pommes de terre et aussi des œufs n'est pas compensée par la hausse des prix des animaux, du lait et du vin.

Le **prix des consommations intermédiaires** est stable en 2013 pour l'ensemble des entreprises, après une hausse de 2,0 % en 2012. Il diminue dans l'industrie manufacturière. En revanche, il augmente sensiblement dans les IAA pour la quatrième année consécutive. Il poursuit sa progression pour les services, notamment dans l'hébergement et la restauration. Il en est de même pour l'agriculture : hormis pour les produits de l'énergie, les prix augmentent pour tous les postes, et en particulier pour l'alimentation animale.

L'**emploi** reste sur sa tendance à la baisse dans l'agriculture et l'industrie manufacturière. Pour les

IAA, les services et le commerce, il décroît légèrement après deux années de hausse. Globalement, pour l'ensemble des entreprises, après une stabilité en 2012, il diminue de 0,3 % en 2013.

En matière de **résultat**, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs est stable globalement pour l'ensemble des entreprises, après trois années consécutives de hausse. Elle reste stable pour l'industrie manufacturière, elle continue sa progression pour les IAA et le commerce. En revanche, elle diminue légèrement dans les services, et sensiblement pour l'agriculture, après une hausse très forte en 2010, puis modérée en 2011 et 2012.

En 2013, la valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif continue sa croissance pour les IAA et l'industrie manufacturière ainsi que pour le commerce. Elle se stabilise pour les services, mais elle décroît pour l'agriculture.

Globalement pour l'ensemble des entreprises, l'excédent brut d'exploitation (ou revenu mixte), qui se redressait légèrement après la crise de 2009, se stabilise en 2012 et décroît de 2 % en 2013. En effet, il diminue sensiblement pour les services et le commerce ; il en est de même pour l'agriculture en raison de la baisse des prix à la production. En revanche, il s'accroît pour l'industrie manufacturière et surtout pour les IAA.

Les **investissements** de l'ensemble des entreprises fléchissent en volume en 2013 (-0,9 %), après trois années de hausse. Leur niveau reste ainsi inférieur à celui de 2008. Ils se réduisent notamment en construction et en matériels de transport. Les entreprises limitent également leurs dépenses en services d'information-communication. En revanche, les investissements effectués par les agriculteurs s'accroissent encore en 2013, mais de façon plus modérée qu'en 2011 et 2012, en lien avec le redressement des revenus agricoles depuis 2010. Si l'investissement en bâtiments agricoles baisse fortement, les achats de matériels ont atteint en 2013 le plus haut niveau jamais observé.

¹ La valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie est restreinte ici à la valeur ajoutée des sociétés non financières et entreprises individuelles (SNF-EI). Voir encadrés p. 14 et 15 pour les choix méthodologiques.

Le solde du **commerce extérieur**, tout en restant négatif, s'améliore en 2013 (+ 9,8 milliards d'euros), comme en 2012. Il augmente sensiblement pour les matériels de transport, notamment pour les équipements aéronautiques. Comme les années précédentes, le solde reste positif pour les produits agroalimentaires : l'excédent des échanges en produits bruts s'accroît sensiblement du fait de la hausse des exportations de céréales, après une baisse en 2012, qui compense largement le recul de celles d'oléagineux, de gros bovins et de fruits. En revanche, l'excédent en produits transformés décroît en 2013, après une hausse en 2011 et 2012, en particulier pour les huiles, les produits laitiers et le sucre.

Les flux d'échanges extérieurs continuent à ralentir en 2013. Les exportations s'accroissent encore en valeur, mais à un rythme plus modéré (+ 1,8 % après + 2,6 % en 2012 et + 10,0 % en 2011). En volume, elles sont mieux orientées en lien avec l'accélération du commerce mondial. Elles tirent leur dynamisme des services et de l'agriculture. Parallèlement, les importations se stabilisent en

valeur ; toutefois, elles augmentent pour les services, notamment les transports et les services administratifs, et l'agriculture. En volume, elles se redressent après une baisse en 2012, répondant ainsi à la légère reprise de la demande intérieure.

La **demande intérieure** continue à s'accroître en volume pour l'ensemble des produits, comme pour les années précédentes hormis 2009. La hausse est toutefois modérée. En effet, la consommation des ménages se redresse légèrement en 2013 tandis que l'investissement de l'ensemble des agents se réduit après trois années de croissance. La consommation des ménages en biens d'équipement, généralement dynamique, ralentit à nouveau alors que, pour les biens manufacturés, la baisse est moins vive qu'en 2012 du fait d'un repli moins important des achats d'automobiles. La demande de services reste stable, avec un essor des dépenses en services de transport et en information-communication, mais un repli pour l'hébergement-restauration.

Lecture des tableaux et méthodologie

1 - Le champ retenu (les colonnes des tableaux)

Les tableaux de bord présentés ici résultent des travaux menés à l'automne 2002 au sein d'un groupe de réflexion de la CCAN puis, en 2003, par un groupe de travail du CNIS Agriculture. Ils visent à comparer les évolutions de l'agriculture avec celles des autres grandes activités, pour les années 2012 et 2013.

*Les activités y sont considérées en tant que **branches**.*

- La **branche agriculture** est ici celle des comptes de la CCAN.
- La **proximité économique des industries agroalimentaires** avec l'agriculture a conduit à les isoler de l'industrie. En conséquence, l'**industrie** est définie ici comme l'industrie manufacturière hors IAA. L'énergie ne fait pas partie de ce regroupement.
- Le **champ retenu pour les services** est restreint aux seules branches qui sont principalement constituées de sociétés non financières et entreprises individuelles (SNF-EI). Ils regroupent ainsi les services principalement marchands, hormis le commerce qui est isolé dans une autre rubrique. Ils comprennent donc l'hébergement et restauration, les transports, l'information et communication (y compris activités informatiques), les activités scientifiques et techniques et les autres services tels que les arts et spectacles. Ils ne comprennent pas l'administration, l'éducation-santé-action sociale, les activités financières et d'assurance et les activités immobilières (dans lesquelles se trouve la grande masse des loyers réels ou imputés aux propriétaires occupants).
- L'importance des entreprises individuelles dans le **commerce** constitue, pour les comparaisons avec l'agriculture, un intérêt particulier qui a conduit à isoler cette activité.

On n'a ainsi retenu que des branches dont l'évolution macro-économique est guidée par celle des SNF-EI.

Dans l'ensemble de l'économie, la prédominance des SNF-EI est moins manifeste, ce qui pose des problèmes de comparabilité avec l'agriculture. C'est pourquoi, les comparaisons avec l'ensemble de l'économie s'entendent ici en restreignant l'économie aux seules SNF-EI (mais toutes activités confondues y compris énergie et construction).

2 - Les indicateurs retenus (les lignes des tableaux)

- En ce qui concerne les indicateurs retenus, l'activité des branches est caractérisée de façon très classique par l'évolution de la **valeur ajoutée brute** (c'est-à-dire sans enlever la consommation de capital fixe), au prix de base, et considérée en volume.
- L'évolution des **prix** est calculée pour la production et pour les consommations intermédiaires.
- Pour **l'emploi**, on retient l'emploi total, salarié et non salarié, en équivalent temps plein. Dans les comptes de la CCAN, cette notion s'appelle unité de travail annuel (UTA).
- La **productivité** apparente du travail est retracée sur le graphique 3. Elle est définie ici à partir du ratio de l'indice du volume de la valeur ajoutée brute par l'indice de l'emploi total en équivalent temps plein, conformément à ce qui, pour l'agriculture, est calculé pour Eurostat à partir des comptes de la CCAN.
- Les premiers indicateurs de résultat, global et par actif, sont les **valeurs ajoutées au coût des facteurs**, rapportées ou non à l'emploi total en équivalent temps plein. Dans les comptes de la CCAN, cette notion s'appelle revenu des facteurs de la branche agricole (global ou par UTA). Elle est alors calculée nette des amortissements, ce qui est en soi préférable s'agissant de mesurer un résultat proche de la notion de revenu. Dans le tableau de bord, les indicateurs de résultat ont cependant dû être exprimés en **brut** puisque la valeur des consommations de capital fixe n'est pas disponible pour les autres branches d'activité.
- L'**excédent brut d'exploitation** complète ces indicateurs de résultats. Dans le cadre central, c'est le dernier agrégat disponible par branche
- L'**investissement** est caractérisé de façon très classique par la formation brute de capital fixe (FBCF) en volume, ce qui n'inclut pas les terrains.
- Le **commerce extérieur** est établi par produits et non par branches ; en conséquence, l'ensemble de l'économie représente l'ensemble des échanges, sans référence aux SNF-EI ; l'ensemble de la filière agroalimentaire est agrégé ; le solde extérieur constitue l'unique agrégat du tableau qui n'est pas calculé en évolution ; sa variation est présentée également en euros et non en pourcentage d'évolution ; ces deux agrégats, complétés par les évolutions (en pourcentage) des flux d'exportations et d'importations, sont présentés à prix courants et non en volume. Par ailleurs, la comparabilité entre les produits des différentes branches n'est pas parfaite puisque les importations des différents biens sont, dans les comptes nationaux, valorisées y compris assurance et transport (CAF) alors que celles des services, du commerce et de l'ensemble de l'économie sont valorisées en considérant que les produits sont globalement valorisés hors assurance et transport (FAB) puisqu'une correction CAF-FAB est effectuée globalement sur l'ensemble des produits. L'ensemble de l'économie intègre également une importante correction liée à la prise en compte du tourisme, tous produits confondus.
- Le tableau s'achève avec la **demande intérieure finale** en volume par produit, laquelle regroupe la consommation finale et la FBCF.

Tableau de bord : agrégats en valeur en 2011

En milliards d'euros ¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie hors IAA et énergie	Services	Commerce	Ensemble des SNF-EI ²
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute	29,1	41,3	167,2	525,1	191,9	1181,3
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein ¹	799,2	594,3	2063,0	7958,5	3371,5	17398,4
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs	36,3	39,4	159,5	513,6	184,0	1145,9
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif ¹	45,5	66,3	77,3	64,5	54,6	65,9
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte	29,0	18,0	49,9	171,6	58,0	441,3
Indicateur d'investissement						
FBCF	11,2					248,3
Indicateurs du commerce extérieur						
Exportations	58,3		339,0	89,4	3,6	572,6
Importations	46,3		367,5	95,8	5,3	625,3
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale	194,0		369,6	412,0	12,6	2095,6

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

1. Sauf emploi exprimé en milliers de personnes en équivalent temps plein, et valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif exprimée en milliers d'euros.

2. Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

Sources : Compte spécifique CCAN et comptes nationaux (Insee).

Graphique 1 : Évolution comparée de la valeur ajoutée brute de différentes branches en volume

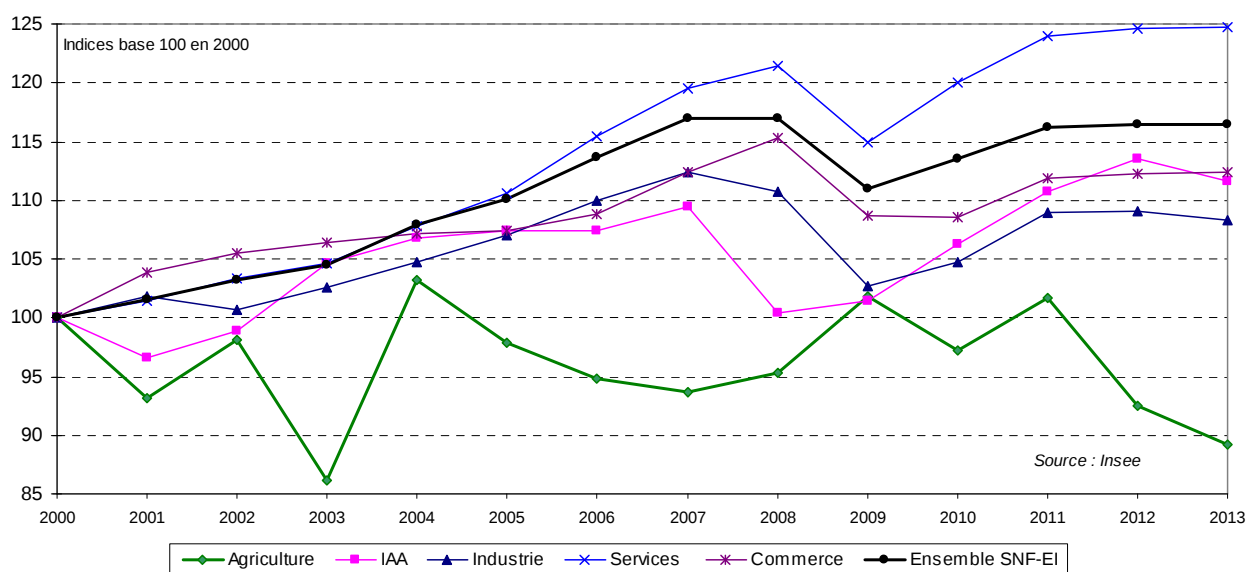


Tableau de bord : évolutions 2012

Variations par rapport à 2011¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie hors IAA et énergie	Services	Commerce	Ensemble des SNF-EI*
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute en volume (%)	-9,0 %	+2,5 %	+0,1 %	+0,5 %	+0,3 %	+0,2 %
Indicateurs de prix						
Prix de la production (%)	+6,6 %	+2,8 %	+0,7 %	+0,9 %	+1,7 %	+1,7 %
Prix des consommations intermédiaires (%)	+2,9 %	+3,0 %	+0,7 %	+1,8 %	+1,4 %	+2,0 %
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein (%)	-1,4 %	+0,2 %	-1,2 %	0,0 %	+0,4 %	0,0 %
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (%)	+1,7 %	+4,7 %	+0,2 %	+0,3 %	+2,1 %	+1,2 %
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif (%)	+3,0 %	+4,5 %	+1,4 %	+0,2 %	+1,6 %	+1,2 %
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte (%)	+1,1 %	+7,8 %	-3,4 %	-3,8 %	+3,0 %	-0,1 %
Indicateur d'investissement						
FBCF en volume (%)	+6,3 %					+0,1 %
Indicateurs du commerce extérieur						
Solde extérieur (en milliards d'euros)	+11,4 Md€		-12,8 Md€	-7,7 Md€	-1,6Md€	-41,1 Md€
Variation du solde (en milliards d'euros)	-0,6 Md€		+15,7Md€	-1,2 Md€	+0,2 Md€	+11,6Md€
Exportations (en %)	+1,2 %		+3,7 %	-1,0 %	-1,9 %	+2,6 %
Importations (en %)	+2,9%		-0,9 %	+0,4 %	-5,1 %	+0,5 %
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale en volume (%)	-0,2 %		-1,1 %	+1,3 %	-4,3 %	+0,2 %

Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

* Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

NB. Les indicateurs de résultat présentés dans ce tableau ne sont pas déflatés par un indicateur général d'évolution des prix (ils ne sont pas « en termes réels »).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee).

Graphique 2 : Évolution comparée de l'excédent brut d'exploitation de différentes branches

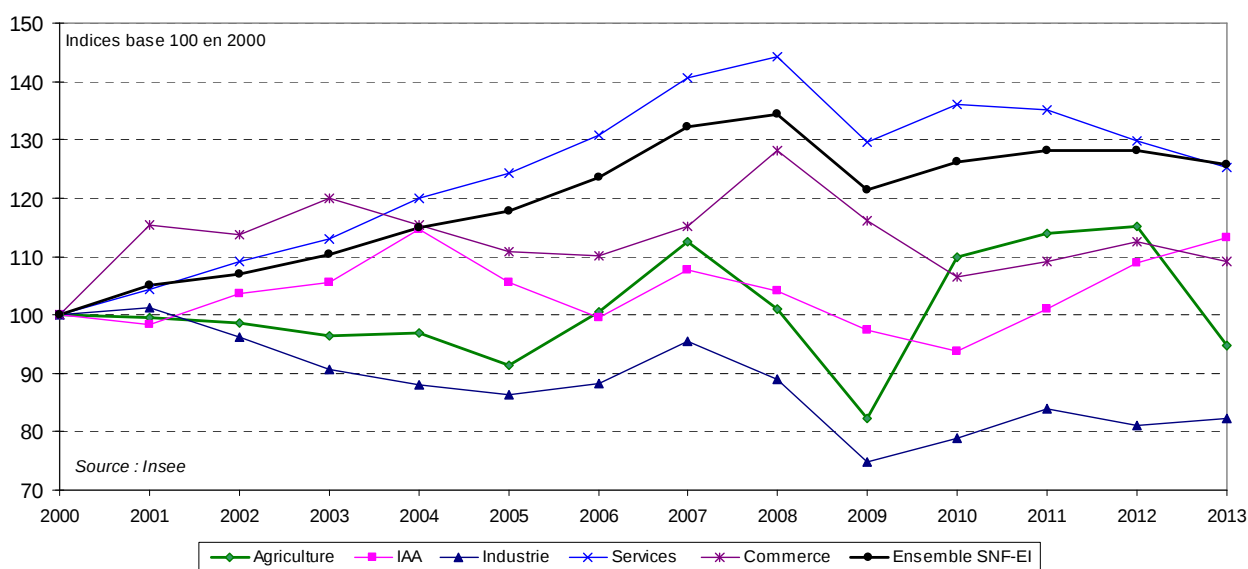


Tableau de bord : évolutions 2013

Variations par rapport à 2012¹

Indicateurs	Agriculture	IAA	Industrie hors IAA et énergie	Services	Commerce	Ensemble des SNF-EI*
Indicateur d'activité						
Valeur ajoutée brute en volume (%)	-3,6 %	-1,6 %	-0,6 %	+0,1 %	+0,1 %	0,0 %
Indicateurs de prix						
Prix de la production (%)	-3,1 %	+2,7 %	-0,3 %	+0,2 %	+0,5 %	+0,1 %
Prix des consommations intermédiaires (%)	+2,3 %	+2,2 %	-1,3 %	+0,4 %	-0,4 %	0,0 %
Indicateur de facteurs de production						
Emploi total en équivalent temps plein (%)	-0,9 %	-0,6 %	-1,6 %	-0,2 %	-0,5 %	-0,3 %
Indicateurs de résultat						
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs (%)	-13,5 %	+2,3 %	+0,1 %	-0,3 %	+1,4 %	0,0 %
Valeur ajoutée brute au coût des facteurs par actif (%)	-12,7 %	+3,0 %	+1,8 %	-0,1 %	+1,8 %	+0,3 %
Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte (%)	-17,7 %	+3,9 %	+1,3 %	-3,5 %	-2,8 %	-2,0 %
Indicateur d'investissement						
FBCF en volume (%)	+1,6 %					-0,9 %
Indicateurs du commerce extérieur						
Solde extérieur (en milliards d'euros)	+11,7 Md€		-7,5 Md€	-9,4 Md€	-0,8 Md€	-31,3 Md€
Variation du solde (en milliards d'euros)	+0,3 Md€		+5,3 Md€	-1,7 Md€	+ 0,8 Md€	+9,8 Md€
Exportations (en %)	+4,3 %		+0,9 %	+5,4 %	+ 22,8 %	+1,8 %
Importations (en %)	+4,7 %		-0,6 %	+6,7 %	0,0 %	+0,1 %
Indicateur de demande intérieure						
Demande intérieure finale en volume (%)	-0,1 %		-0,7 %	+0,5 %	-3,2 %	+0,4 %

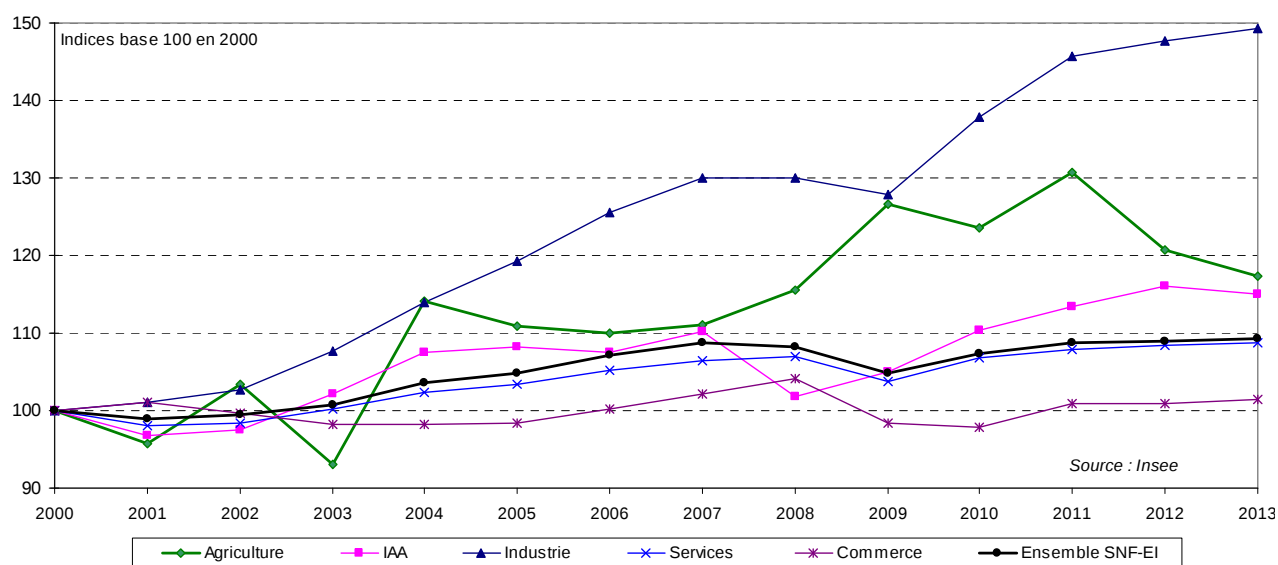
Lecture : on se reportera aux encadrés pour la signification précise des activités et des indicateurs figurant dans ce tableau.

* Sociétés et entreprises individuelles non financières (y compris énergie et construction).

NB. Les indicateurs de résultat présentés dans ce tableau ne sont pas déflatés par un indicateur général d'évolution des prix (ils ne sont pas « en termes réels »).

Sources : Compte national CCAN et comptes nationaux (Insee).

Graphique 3 : Évolution comparée de la productivité



LE COMPTE NATIONAL DE L'AGRICULTURE

Données provisoires arrêtées en mai 2014

Après trois années de hausse, la valeur de la production de la branche agriculture diminue en 2013. Les prix baissent et les volumes produits poursuivent leur repli. En revanche, les consommations intermédiaires continuent à augmenter, en volume et en prix.

Le revenu de la branche agriculture fléchit donc fortement en 2013. La décroissance globale résulte d'évolutions différenciées selon les activités.

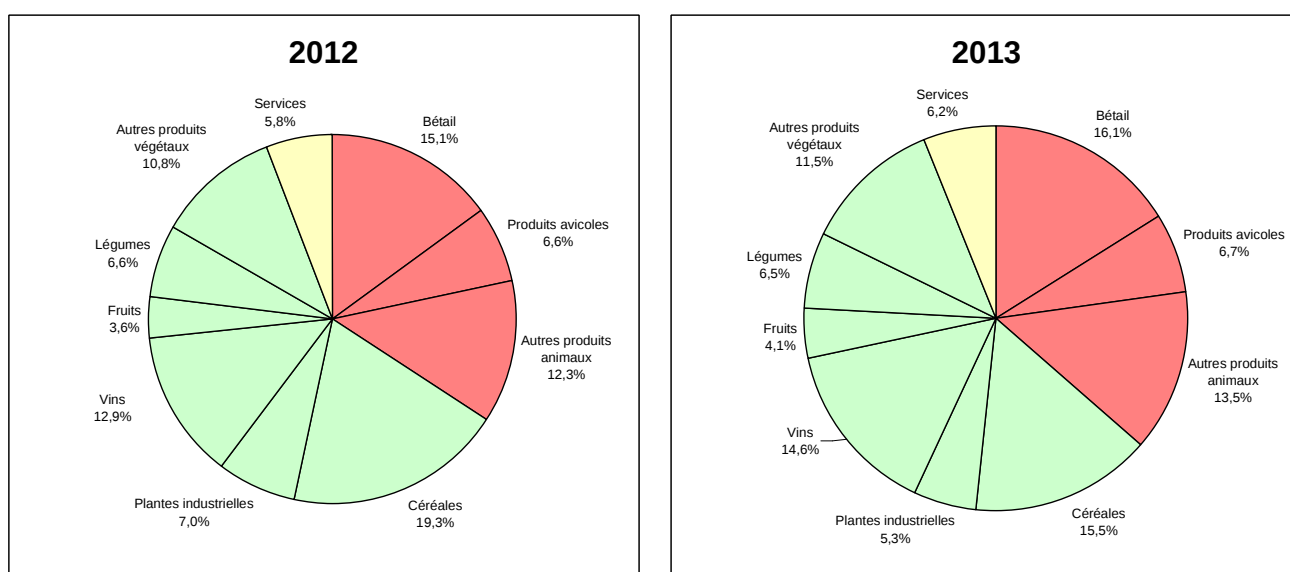
Toutefois, les investissements bénéficient toujours de l'embellie des revenus des dernières années.

La production

O La valeur de la production hors subventions sur les produits décroît de 4,2 % en 2013 en raison de la baisse sensible des prix (-3,3 %). Le volume de production diminue de 0,9 %. Atteignant un montant total de 72,9 milliards d'euros en 2013, elle est inférieure de 3,2 milliards à celle de 2012 (*graphique 2*). Ce fléchissement provient principalement des céréales.

Graphique 1

Part des différents produits dans la valeur de la production agricole (hors subventions) en 2012 et 2013

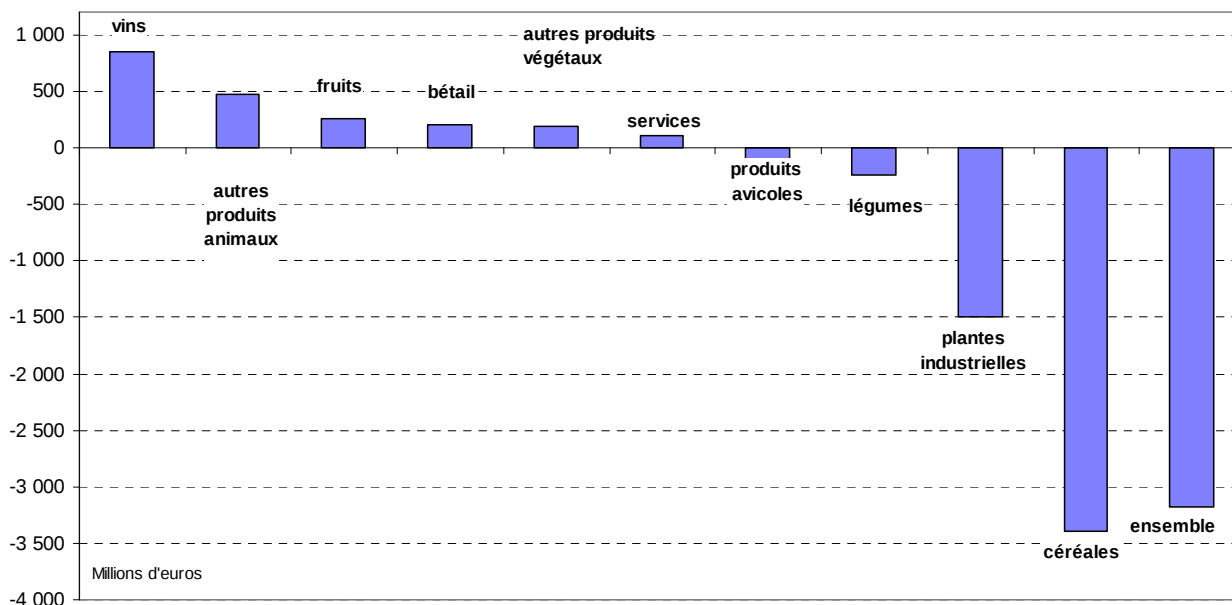


Source : Insee

Céréales : blé dur, blé tendre, maïs, orge, autres céréales
Plantes industrielles : oléagineux, protéagineux, tabac, betteraves, autres plantes industrielles
Légumes : légumes frais, pommes de terre
Fruits : fruits frais
Vins : vins d'appellation d'origine, autres vins
Autres produits végétaux : plantes fourragères, plantes et fleurs
Bétail : gros bovins, veaux, ovins-caprins, équidés, porcins
Produits avicoles : volailles, œufs
Autres produits animaux : lait et produits laitiers, autres produits de l'élevage
Services : activités principales de travaux agricoles, activités secondaires de services

Graphique 2

Variation de la valeur de la production agricole (hors subventions) entre 2012 et 2013



Source : Insee

○ **Le volume** de la production agricole diminue légèrement en 2013 (-0,9 %), après avoir déjà baissé en 2012. Les productions végétales comme les productions animales sont en repli.

Les productions végétales reculent de 1,1 % en volume. Les récoltes de céréales baissent légèrement : elles progressent pour le blé tendre en raison d'une hausse des surfaces, mais elles diminuent pour les autres céréales, notamment le blé dur. La production chute pour le colza et les protéagineux sous l'effet d'une baisse conjointe des surfaces et des rendements. En revanche, les récoltes de fruits et de pommes de terre se redressent en 2013, après une chute en 2012. La production de vins se redresse globalement : elle augmente pour les vins courants et le champagne, mais elle continue à se réduire pour les autres vins d'appellation.

Les productions animales décroissent de 0,7 % en volume. Le recul se produit pour toutes les catégories sauf pour les œufs. La production d'ovins poursuit sa baisse tendancielle. Celle de veaux se replie à nouveau en 2013, l'offre s'adaptant à une demande qui baisse en France comme à l'exportation. Les abattages de volailles diminuent, la progression pour les poulets ne compensant pas la perte pour les canards et surtout les dindes. La collecte laitière régresse. En revanche, la production d'œufs se redresse fortement.

○ Le **prix hors subventions** de la production agricole décroît en 2013 (-3,3 %), après trois années consécutives de hausse. En effet, les prix des productions végétales sont en forte baisse, après une hausse importante en 2012. En revanche, les prix des productions animales continuent à croître.

Le prix des productions végétales diminue de 7,3 %. Les cours des céréales, des oléagineux et des protéagineux chutent, après l'envolée de 2012, en raison de l'abondance des disponibilités, ainsi que ceux des pommes de terre. Les prix des betteraves diminuent fortement en lien avec la baisse des cours mondiaux du sucre. En revanche, les prix des fruits poursuivent leur progression. Les prix des vins continuent à s'apprécier dans un contexte de faiblesse des disponibilités, la récolte ayant été historiquement basse en 2012.

Le prix hors subventions des productions animales s'accroît de 2,8 % en 2013. Pour le bétail, les prix s'accroissent à nouveau sensiblement pour les gros bovins et les ovins, soutenus par la modestie de l'offre, mais plus modérément pour les porcins et les veaux. Le prix du lait se redresse sous l'effet du renchérissement des prix des produits laitiers industriels. En revanche, après une flambée en 2012, le prix des œufs chute dans un contexte de surproduction.

Les subventions sur les produits

En millions d'euros

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Subventions*						
sur les productions végétales	1 441,4	1 396,5	376,4	354,3	316,0	297,2
sur les productions animales	1 134,7	1 103,4	834,5	787,3	757,2	764,5
Total	2 576,1	2 499,9	1 210,9	1 141,6	1 073,2	1 061,7

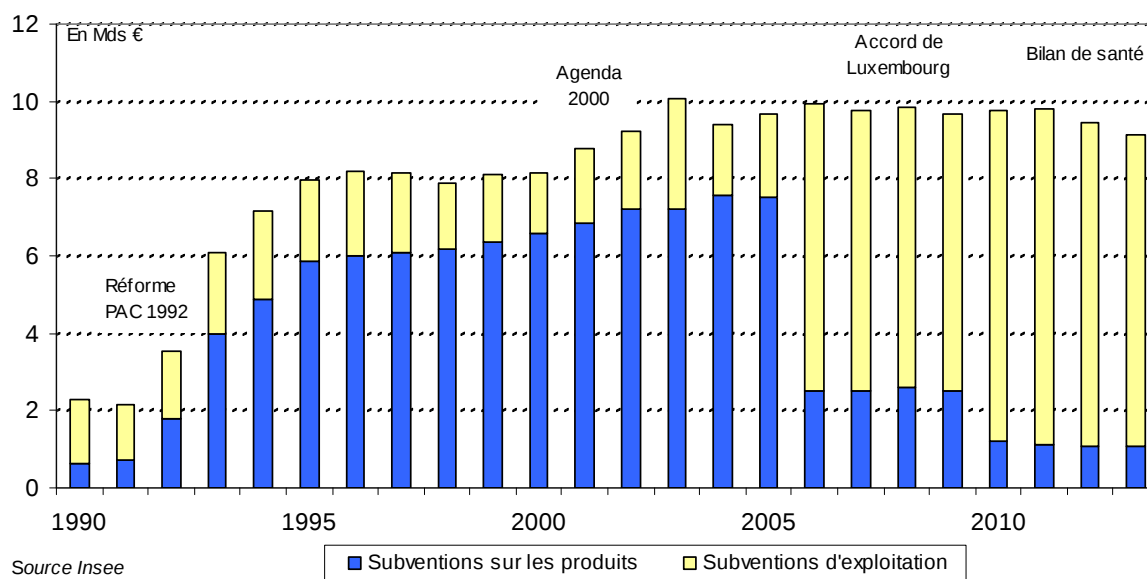
* Les subventions sur les produits sont présentées en montants dus au titre de la campagne.

Source : ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Offices agricoles

Depuis la mise en œuvre du **Bilan de santé de la PAC** en 2010, les subventions d'exploitation se sont largement substituées aux aides directes aux productions (voir page 28). Désormais, la subvention sur les produits la plus importante est la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) qui reste couplée à 75 %.

L'année 2013 s'inscrit dans ce contexte. Globalement, les subventions sur les produits baissent encore de 1,1 %, la réduction des subventions sur les productions végétales (-6 %) n'étant pas compensée par l'augmentation des aides aux gros bovins.

Graphique 3
Évolution des subventions à l'agriculture

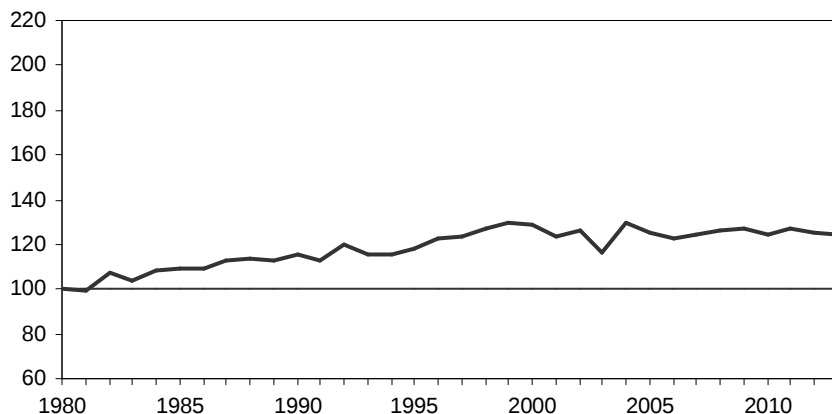


La production au prix de base

Dans les comptes, la production est valorisée au prix de base, c'est-à-dire y compris subventions sur les produits. En 2013, la production au prix de base baisse de 4,1 % en valeur.

Compte tenu du faible niveau atteint par les subventions sur les produits, cette évolution est désormais très proche de celle de la production hors subventions, avec des différences selon les productions.

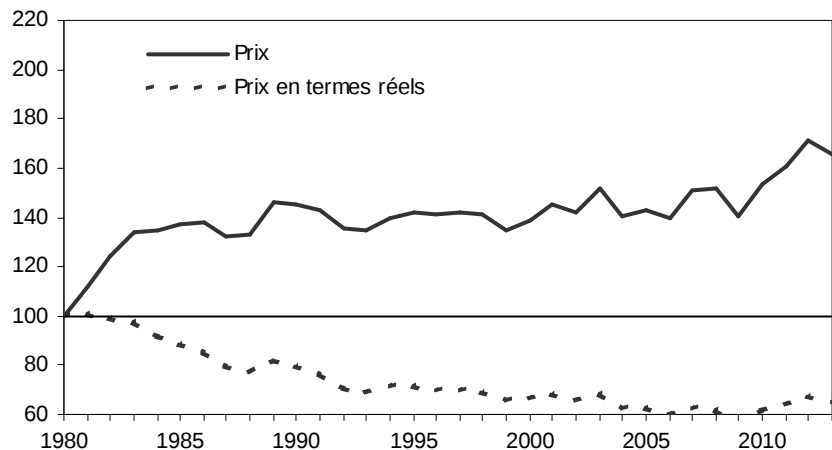
Graphique 4
Production agricole : évolution du volume



Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices de volume aux prix de l'année précédente.

Source : Insee

Graphique 5
Production agricole : évolution du prix de base



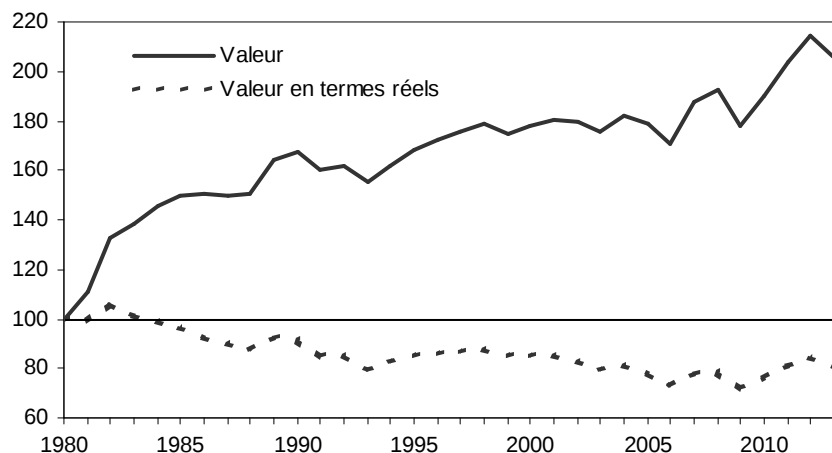
Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices de prix (prix de base, c'est-à-dire y compris subventions et hors impôts sur les produits)
 Les indices en termes réels sont déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement

En 2006 et 2010, la baisse du prix de base de la production intègre un effet purement comptable des réformes de la PAC : des subventions sur les produits, auparavant incluses dans la production au prix de base donc dans la valeur ajoutée, ont été remplacées par le paiement unique inscrit en subventions d'exploitation.

Source : Insee

Graphique 6
Production agricole : évolution de la valeur en termes réels



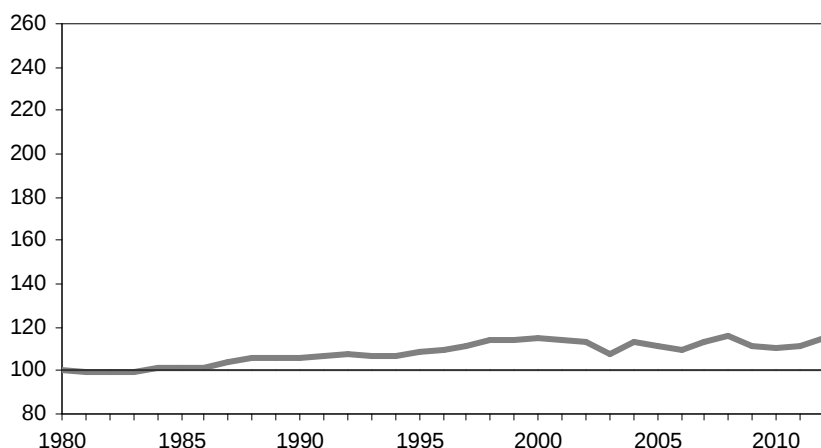
Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices de valeur de la production au prix de base (y compris subventions et hors impôts sur les produits)
 Les indices en termes réels sont déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement

En 2006 et 2010, la baisse de la valeur de la production au prix de base intègre un effet purement comptable de la réforme de la PAC.

Source : Insee

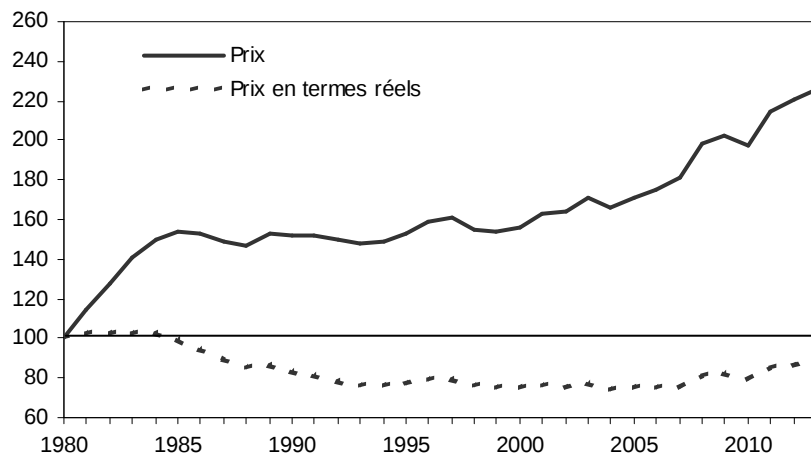
Graphique 7
Consommations intermédiaires : évolution du volume



Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices de volume, aux
 prix de l'année précédente.

Source : Insee

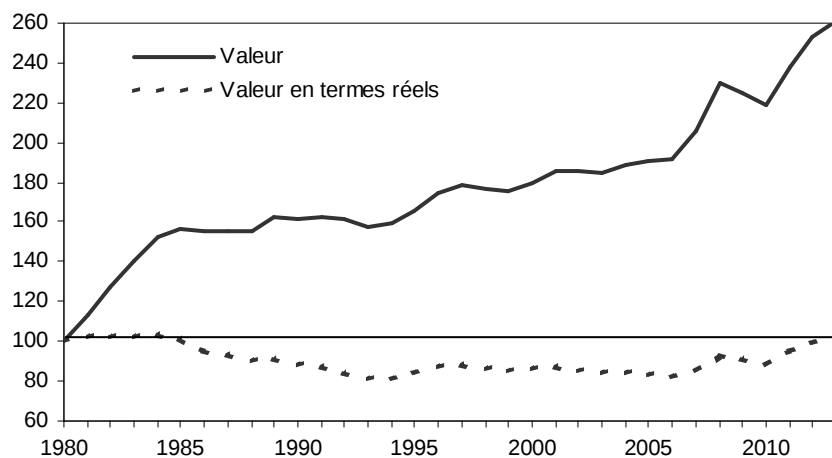
Graphique 8
Consommations intermédiaires : évolution du prix en termes réels



Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices de prix
 Les indices en termes réels sont
 déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Graphique 9
Consommations intermédiaires : évolution de la valeur en termes réels



Indice 100 en 1980
 Chaînage des indices de valeur
 Les indices en termes réels sont
 déflatés par l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Les consommations intermédiaires

En 2013, les consommations intermédiaires de la branche agriculture augmentent de 3,1 % en valeur sous l'effet d'une hausse du prix moyen et, dans une moindre mesure, du volume. La progression des dépenses se poursuit pour la troisième année consécutive, à un rythme cependant moins soutenu qu'en 2012 (+ 6,2 %) et 2011 (+ 9,2 %).

Les hausses des achats consacrés aux postes engrais et amendements et aliments pour animaux achetés hors branche agricole représentent la moitié de l'alourdissement global des charges.

Les dépenses en **aliments pour animaux** achetés en dehors de la branche agricole augmentent de 4 % en 2013, après des progressions plus soutenues de 15,2 % en 2011 et 6,3 % en 2012. Elles sont portées par une nette croissance des prix, les quantités consommées étant globalement en recul.

De janvier 2012 à janvier 2013, les prix des aliments composés ont nettement progressé en raison de l'envolée des cours des matières premières entrant dans leur composition (céréales, oléagineux). Malgré un mouvement de retrait amorcé en février 2013, le prix moyen de ces aliments sur l'ensemble de l'année 2013 est supérieur d'un peu plus de 5 %

à celui de l'année précédente. En particulier, les prix des aliments pour bovins et pour l'allaitement croissent respectivement de 7 % et 8 %, ceux des aliments pour porcins et volailles de 4 %.

En volume, la consommation d'aliments pour bovins progresse de 2 % et celle en aliments destinés à l'allaitement de près de 1 %. Elle est en revanche orientée à la baisse pour les autres catégories d'aliments. Le recul est de 1 % pour les aliments pour volailles, il est nettement plus marqué pour les aliments des porcins (-4 %).

Hors aliments composés, la facture en tourteaux de soja et colza diminue de 3 %. Les prix sont en progression de 5,5 %, mais la réduction des utilisations atteint -8 %.

La charge en **produits de protection des cultures** croît de 1,7 % après une progression plus sensible en 2012 (+ 7,4 %).

Les prix des herbicides et des insecticides sont en hausse respectivement de 1,6 % et 1 % tandis que celui des fongicides se replie de 1 %. La légère progression du volume global est essentiellement liée à un recours accru aux fongicides. La campagne a en effet été marquée par un printemps froid et humide et une pression des maladies assez élevée.

Tableau 3
Évolution des consommations intermédiaires en 2013

		En %		
		Volume	Prix	Valeur
Ensemble des consommations intermédiaires*	100,0 %	+ 0,8	+ 2,3	+ 3,1
Ensemble hors aliments intraconsommés	84,7 %	+ 0,7	+ 2,1	+ 2,8
dont : Aliments pour animaux **	18,9 %	- 1,3	+ 5,3	+ 4,0
Engrais et amendements	9,6 %	+ 7,5	+ 1,0	+ 8,6
Énergie et lubrifiants	9,7 %	+ 0,5	- 2,1	- 1,6
Produits de protection des cultures	6,3 %	+ 1,0	+ 0,7	+ 1,7

* Y compris services bancaires non facturés ou services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim).

** Aliments pour animaux achetés aux industries agroalimentaires (aliments composés, tourteaux, luzerne déshydratée, pulpes de betteraves...) ; ils ne comprennent pas les produits agricoles intraconsommés, tels que les fourrages.

Les pourcentages indiqués correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de l'ensemble des consommations intermédiaires en 2012.

Source : Insee

Après avoir augmenté de 15 % par an en moyenne entre 2009 et 2012, la facture « **énergie et lubrifiants** » diminue de 1,6 % en 2013, en raison du recul moyen des prix.

Sur l'année 2013, certains prix continuent d'augmenter : la hausse du prix de l'électricité atteint 6,5 % et celle du gaz naturel 1,2 %.

Mais ces augmentations sont plus que compensées par l'évolution des produits pétroliers. Le prix moyen du baril de pétrole brut « Brent » coté à Rotterdam recule notamment de 5 euros (-6 %) par rapport à 2012, entraînant une réduction de 4 % du prix moyen des produits pétroliers.

Le prix du gazole non routier, carburant qui représente un peu plus de la moitié de la facture, baisse de 4,6 %. L'évolution est comparable pour le prix du fioul domestique et du GPL utilisés comme combustible et encore plus marquée pour le fioul lourd (-8,3 %). Les reculs des prix de l'essence et du gazole sont respectivement de 2,6 % et 3,1 %.

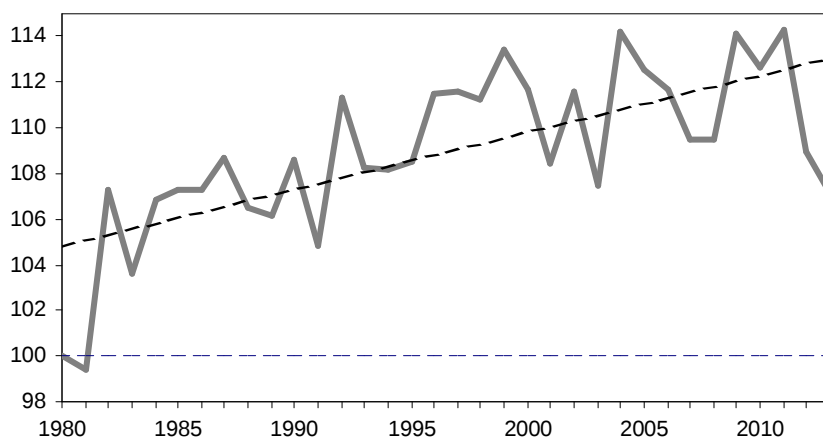
Seul le prix des lubrifiants est orienté à la hausse (+ 1,7 %).

Ces estimations tiennent compte de la reconduction du remboursement partiel des taxes sur le gazole non routier, le fioul lourd et le gaz naturel. Cette mesure ne s'applique plus pour le fioul domestique depuis 2012.

Les dépenses en **engrais et amendements** progressent de 8,6 %, avec une augmentation des volumes de 7,5 %. Le prix moyen des engrais ne croît que de 1 % et se stabilise à un niveau élevé. Les prix des différentes catégories d'engrais sont comparables à ceux de l'année précédente.

Les livraisons d'engrais simples azotés et potassiques sont en hausse, respectivement de 7 % et 9 %. La progression est nettement plus soutenue pour les engrais simples phosphatés (+ 28 %) et les engrais composés azote-phosphore et phosphore-potassium (+ 15 %).

Graphique 10
Évolution de la productivité des consommations intermédiaires

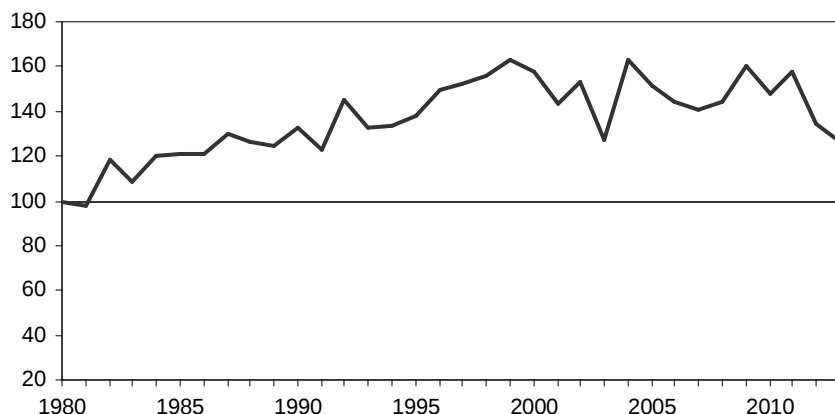


Indice 100 en 1980
La productivité des consommations intermédiaires est définie comme le rapport de l'indice de volume de la production sur l'indice de volume des consommations intermédiaires

Les aléas climatiques pèsent beaucoup sur les fluctuations annuelles de cet indicateur. Sur le long terme, on observe cependant une amélioration de la productivité.

Source : Insee

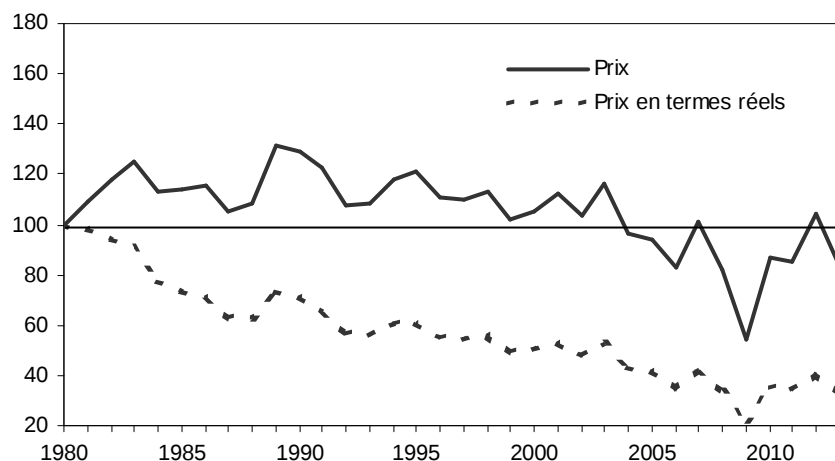
Graphique 11
Valeur ajoutée nette : évolution du volume



Indice 100 en 1980
Chaînage des indices de volume, au prix de l'année précédente.

Source : Insee

Graphique 12
Valeur ajoutée nette : évolution du prix



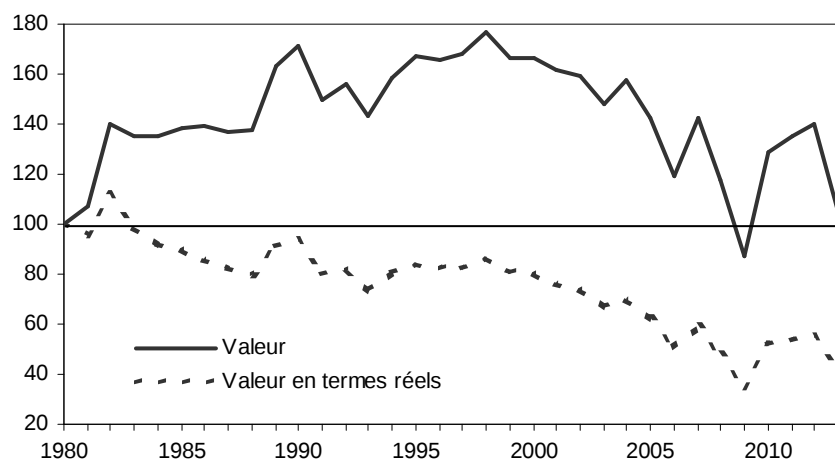
Indice 100 en 1980
Chaînage des indices de prix
Les indices en termes réels sont déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement

En 2006 et 2010, la chute du prix de la valeur ajoutée intègre un effet purement comptable des réformes de la PAC : des subventions sur les produits, auparavant incluses dans la production au prix de base donc dans la valeur ajoutée, ont été remplacées par le paiement unique inscrit en subventions d'exploitation.

Source : Insee

Graphique 13
Valeur ajoutée nette : évolution de la valeur en termes réels



Indice 100 en 1980
Chaînage des indices de valeur
Les indices en termes réels sont déflatés par l'indice de prix du PIB.

Avertissement

En 2006 et 2010, la chute de la valeur ajoutée en termes réels intègre un effet purement comptable de la réforme de la PAC.

Source : Insee

La valeur ajoutée

La **valeur ajoutée brute**, premier solde comptable, est égale à la production au prix de base diminuée des consommations intermédiaires. En 2013, elle diminue fortement en valeur (-15,3 %) après trois années de croissance. Cette évolution s'explique essentiellement par la baisse du prix de la production alors que ceux des intrants continuaient d'augmenter, générant une baisse sensible du prix de la valeur ajoutée (-12,2 %). Côté volumes, l'impact est aussi négatif, mais dans une moindre mesure. Cette évolution de la valeur ajoutée de la branche agriculture considérée globalement ne touche pas toutes les catégories d'exploitations de la même façon, céréaliers et viticulteurs se trouvant dans les situations extrêmes.

La **consommation de capital fixe** représente l'amortissement économique du capital de la branche, réévalué au prix de l'année étudiée. Elle porte sur l'ensemble des biens de capital fixe (plantations, matériels, bâtiments), à l'exception des animaux. En 2013, la consommation de capital fixe augmente de 1,8 %. Conséquence de la dépréciation des générations d'investissement passées, la hausse de la consommation de capital fixe en volume répercute la reprise des investissements depuis 2010. En prix, son augmentation découle de celle du prix des actifs fixes, notamment des machines agricoles et des bâtiments.

La **valeur ajoutée nette** se déduit de la valeur ajoutée brute au prix de base en enlevant la consommation de capital fixe. Du fait du poids et de l'évolution de cette dernière, la valeur ajoutée nette baisse davantage que la valeur ajoutée brute.

Tableau 2
La valeur ajoutée en 2013

Valeurs en millions d'euros - Évolution en %

	Valeur 2013	Évolution volume	Évolution prix	Évolution valeur
Production au prix de base	73 919,2	-1,0	-3,2	-4,1
Consommations intermédiaires	48 408,2	0,8	2,3	3,1
Valeur ajoutée brute	25 511,0	-3,6	-12,2	-15,3
Consommation de capital fixe	11 169,5	0,9	0,9	1,8
Valeur ajoutée nette	14 341,5	-6,2	-20,2	-25,1

Source : Insee

Les subventions et les impôts sur la production

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 8,1 milliards d'euros en 2013. En recul (-3,8 %) par rapport à 2012, elles constituent les principales aides directes à l'agriculture depuis la mise en place des mesures décidées lors du **bilan de santé** de la PAC qui a institué de nouvelles aides agro-environnementales en compensation de la baisse des subventions sur les produits (graphique 3 p 21). Le découplage des aides est désormais presque total pour les grandes cultures et s'étend progressivement à l'élevage, la prime à la vache allaitante étant découplée à hauteur de 25 % et compensée par des DPU-Herbe.

Les subventions d'exploitation sont financées à hauteur de plus de 90 % par l'Union européenne.

Depuis 2006, le paiement unique (6,8 milliards d'euros), qui s'est substitué en grande partie aux aides liées à la production, est la composante principale de ces subventions. En 2013, il diminue de 2,1 %.

Globalement, les aides agro-environnementales se stabilisent (+ 0,5 %) après une baisse de 16,5 % en 2012. La prime à l'herbe (PMHAE) baisse encore de 8,1 %, mais les autres paiements augmentent de 10,8 %.

En 2013, des aides attribuées au titre des calamités agricoles n'ont été que ponctuelles.

Les **autres impôts sur la production** augmentent de 2,1 % en 2013. Il s'agit des impôts sur la production autres que les impôts sur les produits, déjà pris en compte dans le calcul de la production au prix de base. Les impôts fonciers, qui en

représentent les deux tiers, augmentent de 1,1 % malgré des dégrèvements relevés de 14.8 %. Les autres impôts sont en hausse de 3,7 %. La plus grande partie est constituée par la TVA sur les consommations intermédiaires et l'investissement restant à la charge des agriculteurs.

Tableau 3
Subventions d'exploitation de la branche agriculture

En millions d'euros

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Paiement unique	5 714,7	5 695,6	5 741,0	5 770,0	6 922,0	6 892,2	6 923,8	6 781,6
Paiement supplémentaire	68,5	83,9	85,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnité compensatrice de handicap naturel	513,9	527,8	494,1	496,6	528,5	547,5	534,1	532,8
Prime herbagère agri-environnementale, PMSEE ¹	219,8	243,5	235,7	221,0	249,6	277,8	244,1	224,3
Autres aides agri-environnementales	385,3	200,3	155,5	171,9	226,0	404,6	249,0	275,8
Retrait pluri-annuel des terres	2,5	2,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aide au gel des terres (jachère non industrielle)	20,7	16,9	8,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indemnités au titre des calamités agricoles	178,3	56,6	130,7	69,0	117,5	297,9	122,5	34,3
Compensations pour retraits de fruits et légumes	2,1	2,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Aides aux producteurs de fruits et légumes	1,6	0,6	1,1	8,0	0,2	2,0	3,0	0,4
Aides aux viticulteurs	31,2	48,8	16,2	1,7	0,0	0,0	0,0	0,2
Aides aux éleveurs	44,4	10,6	110,1	221,8	211,1	51,2	50,5	47,2
Indemnités pour dégâts de gibier	22,5	22,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
Agriculteurs en difficulté	3,7	4,4	2,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0
Prises en charge d'intérêts	7,0	7,9	22,2	0,0	76,4	0,6	0,0	0,0
Autres subventions d'exploitation	31,7	36,9	62,1	48,0	90,3	111,8	107,9	97,2
Bonifications d'intérêts ²	177,1	225,1	163,2	98,3	79,5	46,5	108,9	29,9
Total métropole	7 425,0	7 185,2	7 249,3	7 128,5	8 521,2	8 652,1	8 363,8	8 043,7
Subventions dans les DOM	17,7	61,4	20,4	21,7	24,0	24,9	24,3	24,3
Total	7 442,7	7 246,6	7 269,7	7 150,2	8 545,2	8 677,1	8 388,0	8 067,9

1. La prime herbagère agri-environnementale (PHAE) remplace la prime de maintien des systèmes d'élevage extensif (PMSEE) en 2003.

2. Le traitement des Sifim oblige à travailler sur les intérêts bruts, et non nets des bonifications d'intérêt accordées par l'État et le Feoga. Les bonifications, destinées à compenser une partie des intérêts, sont donc portées dans les subventions d'exploitation pour équilibrer le compte de la branche. Voir le dossier sur les Sifim dans le rapport 2005.

Source : ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Offices agricoles

Le revenu des facteurs de la branche agricole

Le **revenu des facteurs de la branche agricole** se calcule à partir de la valeur ajoutée nette en ajoutant les subventions d'exploitation et en retranchant les autres impôts sur la production. Il rémunère les facteurs de production, travail et capital. Il est aussi appelé valeur ajoutée nette au coût des facteurs.

En 2013, l'élément déterminant de l'évolution du **revenu des facteurs** est le recul de 4,1 % de la valeur de la production agricole au quel s'ajoute l'augmentation des consommations intermédiaires (+ 3,1 %) et de la consommation de capital fixe (+ 1,8 %). Les autres éléments ont aussi un effet négatif, mais moindre. Au final, le **revenu des facteurs de la branche agricole** baisse fortement (-19,9 %) après trois années de croissance.

En termes réels, déflaté par l'indice de prix du PIB (+ 0,8 %), le **revenu des facteurs de la branche agricole** baisse de 20,5 % et se rapproche du bas niveau de 2009.

Compte tenu de la réduction de l'emploi agricole total (-0,9 % en nombre d'unités de travail annuel), le **revenu des facteurs** par actif recule un peu moins vite (-19,2 %).

En termes réels, le **revenu des facteurs de la branche agricole** par actif¹ baisse fortement (-19,8 %) en 2013 après + 1,2 % en 2012, + 4,6 % en 2011 et + 41,2 % en 2010. Il retrouve un niveau comparable à 2008 ou au début des années 2000.

Compte tenu de l'acquis des années antérieures, il recule en tendance (mm3) en conservant un haut niveau.

Ces résultats globaux résultent cependant d'évolutions différenciées selon le type d'exploitation.

Le revenu net de la branche agricole

La **rémunération des salariés** progresse en 2013 de 2,8 %. L'augmentation des salaires versés par les unités agricoles résulte de l'augmentation du taux de salaire de 1,3 % et de celle du nombre d'UTA salariées de 1,5 %.

Les **charges locatives** nettes augmentent de 3,9 % en 2013 après + 5,4 % en 2012. Le montant des charges locatives brutes dépend de la superficie agricole en fermage et du coût du fermage à l'hectare. La part des surfaces en fermage progresse au rythme de 1 % par an sur le long terme. La forte augmentation du revenu agricole récent, sur lequel les fermages sont indexés, a eu des répercussions à la hausse sur les charges locatives des exploitants. Les charges locatives qui entrent dans le compte de revenu sont nettes des impôts fonciers que les propriétaires terriens répercutent sur les fermiers ; ces impôts fonciers sont déjà comptabilisés au compte d'exploitation de la branche agricole.

Les **intérêts** dus par les unités agricoles fléchissent en 2013 (-1,8 %). L'évolution des intérêts versés résulte de l'évolution combinée des encours et des

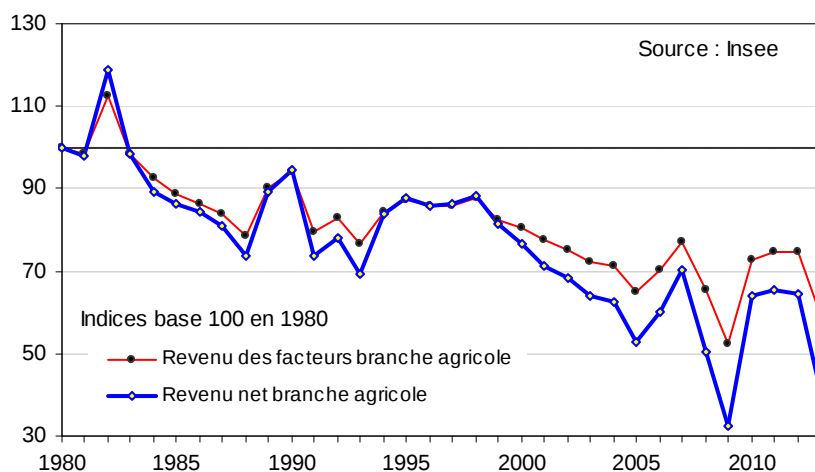
taux d'intérêt. L'encours des prêts à l'agriculture augmente toujours depuis 2007 du fait des prêts d'investissement (équipement et foncier), mais plus lentement depuis 2010. Sur l'année 2012, il a progressé de 2,5 % tiré par les prêts non bonifiés d'investissement (+ 2,8 %) et les prêts à court terme (+ 7,3 %). En revanche, les taux d'intérêt apparents, définis par le rapport des intérêts aux encours, ont baissé en 2013, à l'exception du taux des prêts non bonifiés d'investissement. Au final, le taux d'intérêt apparent global se situe à 3,60 % en 2013 après deux années autour de 3,82 % et 4,14 % en 2010.

Le taux d'intérêt de référence diminue à nouveau (1,68 % en 2013 après 2,125 % en 2012) alors qu'il atteignait 4,9 % en 2008. Les marges des établissements bancaires augmentent donc. Les **intérêts hors Sifim**² qui figurent dans la séquence des comptes correspondent aux intérêts bruts (avant déduction des bonifications d'intérêt dont l'agriculture est le bénéficiaire final) hors rémunération des services financiers qui sont comptabilisés en consommations intermédiaires. Hors Sifim, les intérêts diminuent de 12,1 % en 2013.

¹ C'est cet indicateur (dit Indicateur A) qu'Eurostat utilise pour comparer les revenus agricoles des pays de l'UE.

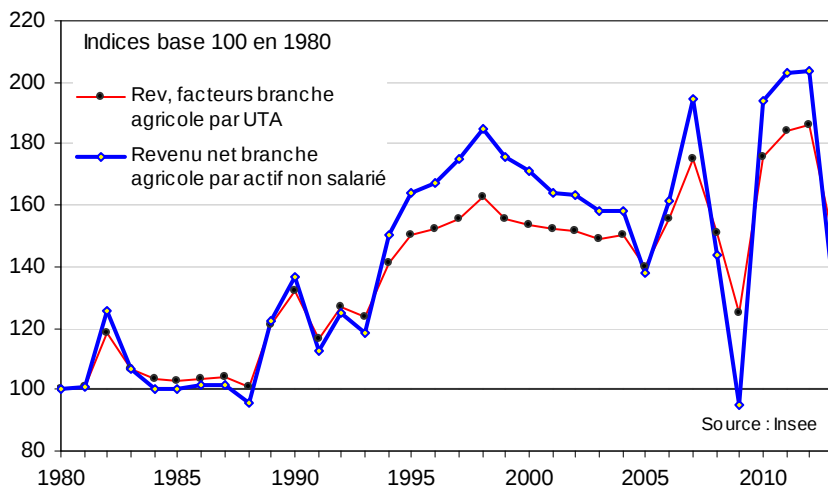
² Sifim : Services d'intermédiation financière indirectement mesurés

Graphique 14
Indicateurs de revenu en termes réels



Indice 100 en 1980
Chaînage des indices de valeur,
déflatés par l'indice de prix du PIB.

Graphique 15
Indicateurs de revenu par actif en termes réels



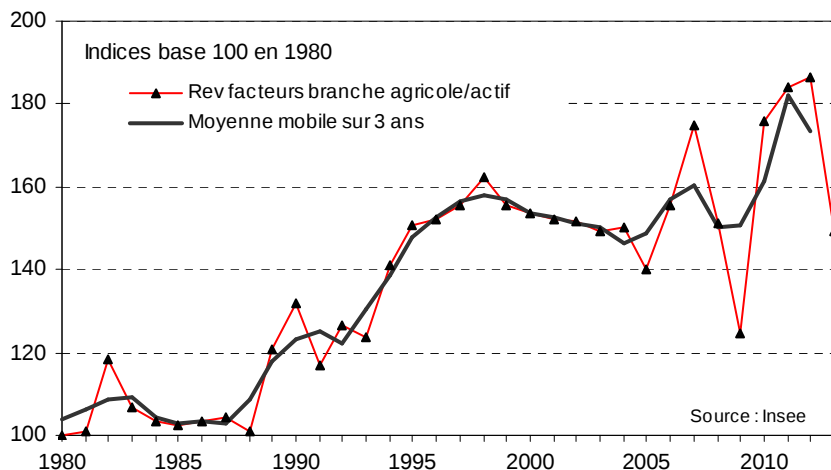
Indice 100 en 1980

Chaînage des indices de valeur,
déflatés par l'indice de prix du PIB.

UTA : unité de travail annuel
(équivalent temps plein de
l'agriculture).

UTANS : UTA non salariée

Graphique 16
Revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels



Indice 100 en 1980

Chaînage des indices de valeur,
déflatés par l'indice de prix du PIB.

Moyenne mobile sur 3 ans

Le **revenu net de la branche agricole**, solde du compte de revenu, se déduit du revenu des facteurs en retranchant la rémunération des salariés, les intérêts et les charges locatives nettes.

Le revenu net de la branche agricole (RNBA) baisse fortement en 2013 (-35,9 %). Ce recul comparable à celui de 2009 vient après trois années de croissance, avec notamment un record en 2010 (+ 101,3 %). Le RNBA 2013 reste de ce fait supérieur de 32,3 % à celui de 2009.

Comme le volume de l'emploi non salarié diminue tendanciellement (-2,2 %), le revenu net de la branche agricole par actif non salarié baisse un peu moins (-34,5 %). Son pouvoir d'achat (le RNBA par actif non salarié déflaté par l'indice de prix du PIB) chute de 35,0 % en 2013.

Orienté à la baisse de 1999 à 2005, cet indicateur de revenu connaît depuis de très fortes variations, à la hausse comme à la baisse, liées principalement à la volatilité des prix des produits agricoles et des intrants. En 2013, il retrouve le niveau de 2005, mais avec des disparités selon les types d'exploitation (*graphique 15*).

Tableau 4
Indicateurs de revenu de la branche agriculture en termes réels

Evolution en %

	Prix du PIB ¹	UTA ²	UTA non salariées ²	Indicateurs de revenu en termes réels ¹			
				Revenu des facteurs (RFBA)	RFBA par actif	Revenu net branche agricole (RNBA)	RNBA par actif non salarié
1990	+ 2,7	-4,2	-5,1	+ 4,4	+ 9,0	+ 5,9	+ 11,6
1991	+ 2,6	-4,4	-5,0	-15,4	-11,5	-21,9	-17,8
1992	+ 2,0	-4,3	-5,1	+ 3,7	+ 8,4	+ 5,4	+ 11,1
1993	+ 1,6	-5,3	-6,5	-7,3	-2,1	-11,2	-5,0
1994	+ 0,9	-3,5	-4,5	+ 10,0	+ 14,0	+ 21,3	+ 27,0
1995	+ 1,1	-3,0	-4,1	+ 3,4	+ 6,6	+ 4,8	+ 9,3
1996	+ 1,4	-2,6	-3,9	-1,6	+ 1,0	-2,3	+ 1,6
1997	+ 0,9	-2,5	-4,1	-0,1	+ 2,5	+ 0,3	+ 4,6
1998	+ 1,0	-1,8	-3,3	+ 2,4	+ 4,3	+ 2,4	+ 5,9
1999	+ 0,2	-1,7	-3,1	-5,9	-4,3	-7,9	-5,0
2000	+ 1,5	-1,4	-3,1	-2,7	-1,3	-5,8	-2,8
2001	+ 2,0	-2,6	-3,2	-3,4	-0,9	-7,0	-3,9
2002	+ 2,1	-2,5	-3,1	-2,9	-0,4	-3,6	-0,5
2003	+ 1,9	-2,4	-3,1	-4,0	-1,6	-6,4	-3,4
2004	+ 1,6	-2,4	-3,1	-1,7	+ 0,7	-3,0	+ 0,1
2005	+ 1,9	-2,4	-3,1	-8,9	+ -6,6	-15,3	-12,6
2006	+ 2,2	-2,4	-2,9	+ 8,3	+ 10,9	13,4	+ 16,8
2007	+ 2,6	-2,1	-2,6	+ 10,2	+ 12,5	17,2	+ 20,3
2008	+ 2,4	-2,3	-3,0	-15,6	-13,6	-28,2	-26,0
2009	+ 0,1	-2,4	-2,8	-19,5	-17,5	-36,2	-34,3
2010	+ 1,1	-2,2	-2,8	+ 38,1	+ 41,2	99,1	+ 104,9
2011	+ 0,9	-1,2	-2,5	+ 3,3	+ 4,6	2,2	+ 4,9
2012	+ 1,2	-1,4	-2,0	-0,2	+ 1,2	-1,8	+ 0,2
2013	+ 0,8	-0,9	-2,2	-20,5	-19,8	-36,4	-35,0

1. Les évolutions présentées en termes réels sont déflatées par l'indice de prix du PIB base 2010.

2. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps plein de l'agriculture).

Source : Insee

L'investissement agricole

La formation brute de capital fixe de la branche agriculture (FBCF) comprend d'une part l'investissement en produits de la branche agricole elle-même, c'est-à-dire les animaux reproducteurs et de trait ainsi que les plantations, et d'autre part les dépenses d'investissement en biens non agricoles, essentiellement le matériel et les bâtiments.

Après deux années de baisse en 2009 et 2010, l'investissement a redémarré vivement en 2011 et 2012. Il progresse plus lentement en 2013, augmentant de 1,5 % en volume et de 2,6 % en valeur, cette évolution moyenne résultant d'évolutions très contrastées selon la nature des biens.

L'investissement agricole présente des cycles d'environ huit années au cours desquelles, partant d'un point haut, l'investissement baisse puis remonte. Le cycle 2000-2008 se différencie des précédents (1982-1990 et 1991-1999) par un creux moins profond. Le cycle en cours a commencé au contraire par une baisse comparable mais, bénéficiant de la forte remontée des revenus en 2010, il est reparti plus vite à la hausse. (graphique 17).

En 2013, la formation brute de capital fixe en produits agricoles augmente de 18,9 % en volume, plantations et bétail connaissant des évolutions divergentes (tableau 5).

La FBCF animale augmente fortement (+ 93 % en volume) amplifiant le redémarrage de 2012. Elle double notamment pour les bovins qui enregistrent une augmentation sensible des effectifs de vaches laitières et de génisses.

En revanche, la FBCF en plantations recule de 18,4 % en volume, son prix restant quasiment stable. Les plantations de vignes baissent de 22 % après trois années de forte expansion. Ce mouvement touche tous les vignobles à l'exception du Cognac. Pour les vergers, la réduction de la FBCF reste tendancielle et de faible ampleur.

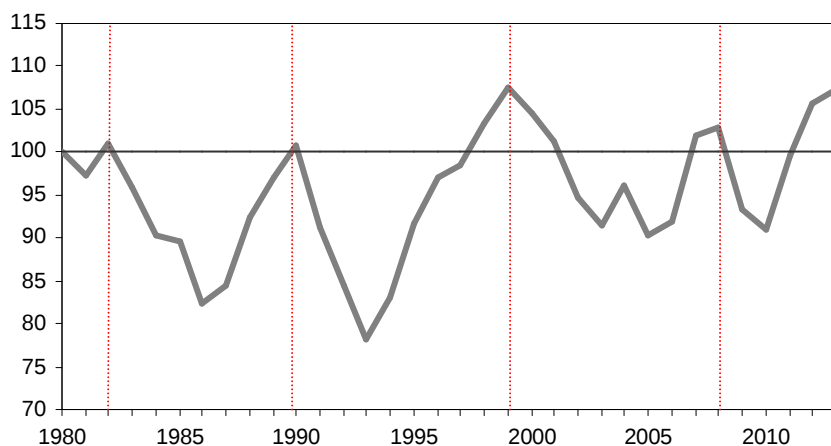
Si l'investissement en bâtiments agricoles baisse fortement, le marché des agroéquipements a atteint en 2013 le plus haut niveau jamais observé. Sur l'année, les immatriculations de tracteurs ont encore augmenté de 10,6 %, après + 13,6 % en 2012 et + 23,6 % en 2011, la plus forte croissance concernant toujours les tracteurs les plus puissants. Le marché des moissonneuses-batteuses connaît une forte hausse (+ 32,3 %) comme celui des pulvérisateurs automoteurs et des machines à vendanger. Dans le secteur de l'élevage, les robots de traite continuent leur progression. Au total, la formation brute de capital fixe hors biens agricoles augmente de 0,9 % en valeur, fléchissant légèrement en volume.

Tableau 5
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture

	Montant 2013 (en millions d'euros)	Évolution 2013/2012 (en %)	
		En valeur	En volume
FBCF en biens agricoles	1 240	20,7	18,9
Bétail	679	97,8	93,1
Plantations	561	-18,0	-18,4
FBCF en biens non agricoles	11 327	0,9	-0,1
dont : Matériel	8 533	3,7	2,4
Bâtiments	2 340	-8,2	-8,1
FBCF totale	12 567	2,6	1,5

Source : Insee

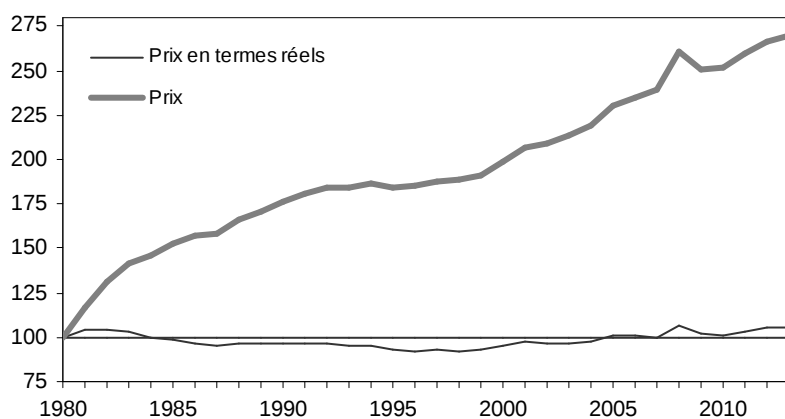
Graphique 17
FBCF de la branche agriculture : volume



Indice 100 en 1980
Chaînage des indices de volume
de la FBCF

Source : Insee

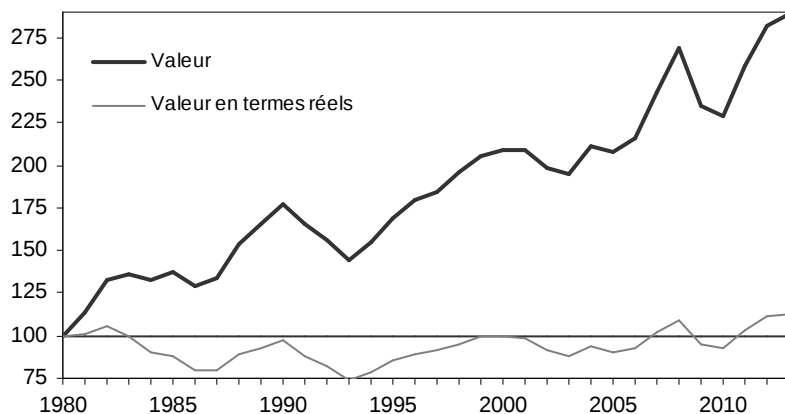
Graphique 18
FBCF de la branche agriculture : prix



Indice 100 en 1980
Chaînage des indices d'évolution.
Les évolutions de prix en termes réels
sont obtenues en déflatant les évolutions
du prix de la FBCF par l'indice de prix du
PIB.

Source : Insee

Graphique 19
FBCF de la branche agriculture : valeur



Indice 100 en 1980
Chaînage des indices d'évolution.
Les évolutions de valeur en termes réels
sont obtenues en déflatant les évolutions
de valeur de la FBCF par l'indice de prix
du PIB.

Source : Insee

Tableau 6
Les comptes de la branche agricole de 2006 à 2013 en résumé

En millions d'euros

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
(+) Production au prix de base	61 414,3	67 363,5	69 226,5	64 024,7	68 393,9	73 344,4	77 103,4	73 919,2
(-) Consommations intermédiaires	35 560,7	38 139,6	42 596,2	41 780,8	40 531,6	44 241,4	46 967,3	48 408,2
<i>dont : Sifim</i>	669,7	531,5	313,6	881,8	1 043,6	788,8	809,3	954,4
(=) Valeur ajoutée brute	25 853,6	29 223,9	26 630,3	22 243,9	27 862,3	29 103,0	30 136,1	25 511,0
(-) Consommation de capital fixe	9 508,9	9 718,2	10 521,1	10 263,4	10 270,0	10 623,2	10 976,0	11 169,5
(=) Valeur ajoutée nette	16 344,7	19 505,7	16 109,2	11 980,5	17 592,3	18 479,8	19 160,1	14 341,5
(+) Subventions d'exploitation	7 442,7	7 246,6	7 269,7	7 150,2	8 545,2	8 677,2	8 388,0	8 067,9
<i>dont : bonifications d'intérêts</i>	177,1	225,1	163,2	98,3	79,5	46,5	108,9	29,9
(-) Autres impôts sur la production	1 320,9	1 357,7	1 439,4	1 453,4	1 468,1	1 432,8	1 574,2	1 607,1
<i>Impôts fonciers</i>	832,5	861,5	897,7	926,9	948,1	875,4	985,5	996,7
<i>Autres impôts sur la production</i>	488,4	496,2	541,7	526,5	520,0	557,4	588,7	610,4
(=) Revenu des facteurs BA	22 466,5	25 394,6	21 939,5	17 677,3	24 669,4	25 724,2	25 973,9	20 802,3
(-) Rémunération des salariés	6 417,6	6 498,9	6 746,1	6 986,5	6 957,6	7 331,5	7 621,6	7 834,3
<i>Salaires</i>	5 129,1	5 250,9	5 478,3	5 657,7	5 722,1	6 034,2	6 236,2	6 410,2
<i>Cotisations sociales</i>	1 288,4	1 248,0	1 267,8	1 328,8	1 235,5	1 297,3	1 385,4	1 424,1
(=) Revenu mixte net (=ENE)	16 049,0	18 895,7	15 193,5	10 690,8	17 711,8	18 392,7	18 352,3	12 968,0
(-) Intérêts	1 259,3	1 470,3	1 710,5	1 174,4	925,8	1 076,9	1 003,5	882,1
<i>(rappel : intérêts dus)</i>	1 751,9	1 780,3	1 860,8	1 957,8	1 889,9	1 822,3	1 849,0	1 815,1
(-) Charges locatives nettes	2 034,1	2 079,8	2 199,9	2 295,4	2 247,7	2 314,1	2 439,2	2 534,7
(=) Revenu net de la branche agricole	12 755,5	15 345,6	11 283,0	7 221,0	14 538,2	15 001,7	14 909,6	9 551,2

Source : Insee

LE COMMERCE EXTÉRIEUR AGROALIMENTAIRE

En 2013, le solde du commerce extérieur¹ agroalimentaire est de 10,7 milliards d'euros. Il est stable (-59 millions) par rapport à l'année précédente.

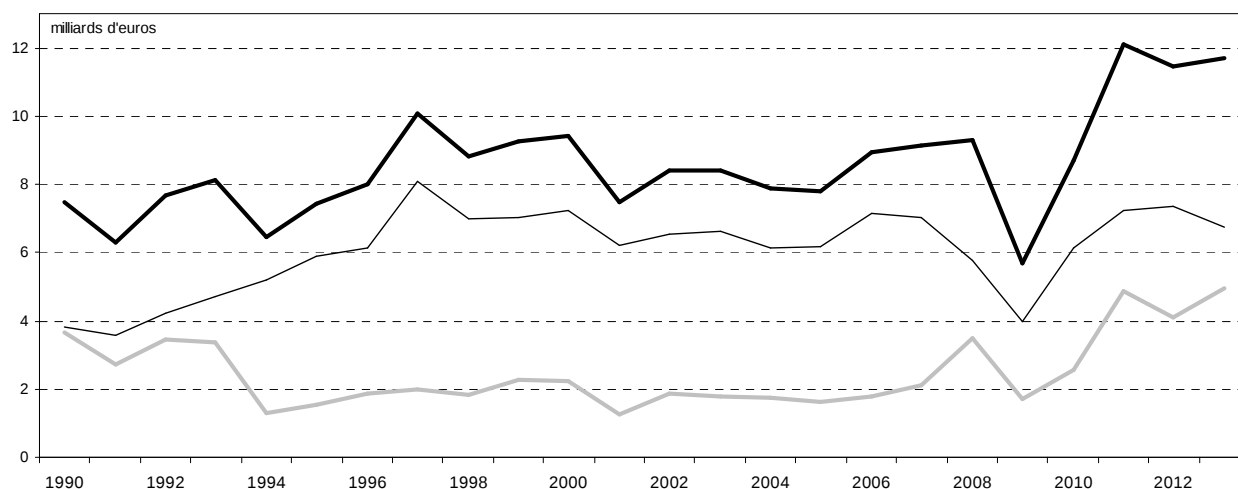
L'excédent en produits bruts issus de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche, en hausse de 610 millions, s'élève à 4,3 milliards d'euros. Cette amélioration est surtout imputable à la réduction de 511 millions (- 45 %) du déficit avec les pays tiers. Dans le même temps, l'excédent avec les pays de l'Union Européenne augmente de 99 millions (+ 2 %).

Les exportations en produits bruts croissent de 9,1 % à 16,6 milliards. Elles sont essentiellement portées par la progression des volumes de 7,3 %, celle des prix n'étant que de 1,6 %. En hausse également mais à un rythme moindre de 6,7 %, les importations atteignent 12,3 milliards. Les volumes progressent de 7,5 % tandis que les prix régressent de 0,8 %.

Contrairement à celle des produits bruts, la situation de la balance commerciale des produits transformés se dégrade en 2013, l'excédent se réduisant de 669 millions pour s'établir à 6,4 milliards. Cela s'explique par l'effondrement de 93,3 % (- 712 millions) de l'excédent avec les pays de l'Union Européenne. Le solde avec les pays tiers reste stable à 6,4 milliards.

En hausse de 1,9 %, les exportations en produits transformés atteignent 44 milliards. Les quantités livrées sont en léger recul (- 0,6 %) et les prix de vente croissent de 2,5 %. La progression des achats est plus soutenue (+ 4,1 %), en raison d'une hausse de 2,7 % des échanges en volume et d'une croissance de 1,4 % des prix. Ils s'élèvent à 37,6 milliards en 2013.

Graphique 1
Solde¹ du commerce extérieur agroalimentaire



1. Solde CAF - FAB
Source : Comptes Nationaux, Insee

— Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche — Produits des IAA — Ensemble

¹ Les valeurs (niveaux et évolutions) figurant dans le commentaire ne prennent pas en compte le négoce international qui figure dans le graphique 1 et certains tableaux. Comptabilisé dans les échanges extérieurs par la base 2010 des comptes nationaux (voir p.91), le négoce international n'est pas connu par produit à un niveau détaillé. Sur l'ensemble des produits agroalimentaires, il s'élève à 970 millions d'euros.

Les exportations de blé tendre et d'orge tirent l'excédent en produits bruts à la hausse

L'excédent en *blé tendre* croît de 735 millions, porté par le rebond des exportations (+ 21 % après -22 % en 2012). Cette hausse s'explique intégralement par la progression des volumes livrés, le prix de vente moyen restant stable.

Les exportations vers l'Union Européenne croissent de 160 millions et atteignent 1,8 milliard. La progression des volumes est de 4,1 % et celles des prix de 5,4 %. Cette hausse des ventes se fait avec le Royaume-Uni, l'Espagne et les Pays-Bas. Les achats des autres principaux importateurs sont comparables à ceux de l'année 2012.

Vers les pays tiers, les exportations atteignent 2,5 milliards d'euros, en progression de 580 millions. Les volumes livrés bondissent de 34,7 % et le prix de vente moyen diminue de 2,8 %. Après un net recul en 2012, la demande des pays d'Afrique du Nord repart. Les importations de l'Algérie sont en hausse de 308 millions et atteignent un milliard d'euros. Celles de la Tunisie bondissent de 65,5 millions pour atteindre 79,5 millions et celles du Maroc sont de 275 millions, en hausse de 27 millions. Seules les ventes vers l'Égypte se replient fortement (-45 %) et chutent à 110 millions. L'excédent en blé tendre bénéficie également d'exportations en hausse vers le Proche et Moyen-Orient (Syrie, Yémen et Arabie Saoudite).

Les quantités de *blé dur* écoulées sont également orientées à la hausse (+ 12 %), mais avec un prix de vente moyen en recul de 10,3 %. L'excédent se maintient à son niveau de 2012.

Les ventes vers l'Union Européenne sont de 298 millions d'euros, en hausse de 48 millions. Les livraisons bondissent de 32,8 % en volume et les prix régressent de 10,2 %. L'Italie est de loin le premier acheteur de blé dur français en 2013 avec une facture s'élevant à 118 millions, en hausse de 41 millions.

Les exportations vers les pays tiers sont de 145 millions d'euros, en baisse de 46 millions en raison d'un recul des volumes de 15,2 % et des prix de 10,5 %. Les achats de l'Algérie sont de 62 millions, en repli de 28 millions. Ils s'étaient déjà contractés de 75 % (-280 millions) entre 2011 et 2012. Ceux du Maroc sont quasi nuls alors qu'ils s'élevaient à 47 millions en 2012.

Après le blé tendre, l'orge est le deuxième poste contributeur à l'amélioration de la balance commerciale en produits bruts avec un excédent en hausse de 399 millions. La progression très soutenue des exportations (+ 384 millions) s'explique par l'envolée de 39,4 % des quantités écoulées, les prix étant en baisse de 2 %.

Avec une facture de 957 millions, en hausse de 167 millions, l'Union Européenne représente deux tiers des ventes. Les volumes livrés progressent de 23,2 % et les prix sont en repli de 1,6 %. Les achats de la Belgique, premier importateur d'orge française, augmentent de 76 millions et atteignent 340 millions. L'évolution des exportations est également orientée à la hausse vers les autres principales destinations.

Les ventes aux pays tiers s'accroissent de 217 millions pour atteindre 475 millions. Les volumes livrés s'envolent de 89,1 % avec des prix en diminution de 2,7 %. La progression des ventes aux quatre premiers clients hors Union Européenne est particulièrement soutenue. Les achats de l'Arabie Saoudite augmentent de 65 millions à 173 millions. Alors qu'ils étaient nuls en 2012, ceux de la Syrie atteignent 49 millions. D'un niveau comparable, ceux de la Tunisie sont en hausse de 30 millions. Enfin, la Turquie voit sa facture croître de 28 millions à 35 millions.

Nettement moins soutenue que celles d'orge et de blé tendre, la progression des ventes de *maïs* est de 6,9 % (+ 131 millions). Les quantités exportées sont en hausse de 3,9 % et les prix de 2,9 %.

Les ventes aux pays de l'Union Européenne sont de 1,8 milliard, elles sont stables en volume et leur prix croît de 3,1 % par rapport à 2012. Les importations de l'Espagne, premier importateur de maïs français, sont en repli de 114 millions à 358 millions. Cette baisse est compensée par des hausses d'environ 40 millions vers l'Allemagne, la Belgique, le Royaume-Uni et l'Italie.

Les exportations vers les pays tiers s'améliorent de 74 millions pour atteindre 223 millions. Les volumes livrés bondissent de 47 % et le prix de vente moyen augmente de 1,8 %. La première destination du maïs français est de loin la Corée du Sud avec des ventes s'élevant à 71 millions, en hausse de 41 millions.

L'excédent en pommes de terre bénéficie de l'envolée des prix

Après s'être nettement dégradé en 2012 (-107 millions), l'excédent en pommes de terre croît de 133 millions d'euros à 449 millions.

Les ventes bondissent de 43,2 %, tirées par la croissance de 54,6 % des prix, les volumes livrés reculant de 7,4 %. Près des trois quarts des exportations se font vers l'Espagne, l'Italie, la Belgique, le Royaume-Uni et l'Allemagne. La hausse des ventes vers l'ensemble de ces pays est de 136 millions en 2013. Les importations françaises de pommes de terre s'alourdissent quant à elles de 43 millions, conséquence d'une progression de 30,1 % des prix d'achat et de 13,2 % des quantités importées.

Réduction sensible des importations de café, de cacao et de caoutchouc

Le déficit du poste « café, thé, cacao, épices » est allégé de 222 millions à - 788 millions, sous l'effet d'une contraction des achats de 20,3 %. Les quantités importées sont en baisse de 19,7 %.

La réduction des importations en *fèves de cacao* est de 40 millions. Le premier fournisseur de la France reste le Ghana, avec une facture de 120 millions d'euros, en diminution de 51,5 millions. Les achats de *café* reculent de 202 millions et s'élèvent à 473 millions. Les importations depuis le Brésil sont en repli de 57 millions à 104 millions.

Le solde des échanges du poste « autres plantes industrielles » s'améliore également, du fait de la réduction du déficit en *caoutchouc brut naturel*. Ce déficit se réduit de 32,1 % (-126 millions) et s'élève à 267 millions. Les importations diminuent de 117 millions d'euros à 364 millions, en raison d'une forte baisse de prix.

Le solde en oléagineux devient déficitaire en raison de l'envolée des importations

La situation du commerce extérieur français en oléagineux se dégrade fortement, passant d'un excédent de 336 millions en 2012 à un déficit de 111 millions en 2013.

Tableau 1

Les échanges extérieurs de produits agroalimentaires dans l'ensemble des échanges

Valeurs en milliards d'euros

		Valeur	Évolution 2013 / 2012			Valeur
		2012	Valeur	Volume	Prix	2013
Produits agricoles	Exportations (FAB)	15,6	10,5%	9,1%	1,3%	17,2
	En % des échanges de biens	3,5%				3,9%
	Importations (CAF)	11,5	6,7%	7,5%	-0,8%	12,3
	En % des échanges de biens	2,3%				2,5%
	Solde	4,1				5,0
Produits des industries agroalimentaires	Exportations (FAB)	43,4	2,0%	-0,5%	2,5%	44,3
	En % des échanges de biens	9,8%				10,0%
	Importations (CAF)	36,1	4,1%	2,7%	1,4%	37,6
	En % des échanges de biens	7,3%				7,8%
	Solde	7,4				6,7
Ensemble des produits agroalimentaires	Exportations (FAB)	59,0	4,3%	2,1%	2,1%	61,5
	En % des échanges de biens	13,4%				13,9%
	Importations (CAF)	47,6	4,7%	3,9%	0,9%	49,8
	En % des échanges de biens	9,7%				10,3%
	Solde	11,4				11,7
Ensemble des biens	Exportations (FAB)	441,0	0,7%	1,3%	-0,6%	444,1
	En % des échanges de biens	100,0%				100,0%
	Importations (CAF)	491,5	-1,4%	0,4%	-1,8%	484,7
	En % des échanges de biens	100,0%				100,0%
	Solde	-50,5				-40,6
Ensemble des biens et services	Exportations (FAB)	587,3	1,8%	2,2%	-0,4%	597,8
	Importations (CAF)	628,5	0,1%	1,7%	-1,6%	629,1
	Solde	-41,1				-31,3

Source : comptes nationaux, Insee

En base 2010, les échanges extérieurs enregistrés dans les comptes incluent le négoce international.

Les exportations sont en baisse de 99 millions d'euros (- 8,9 %) en raison de la contraction des volumes de 7,2 % et des prix de 1,8 %. Les ventes de graines de colza sont en repli de 139 millions à 589 millions. L'Allemagne et la Belgique, qui absorbent 80 % des exportations, ont sensiblement réduit leurs achats. Les ventes de graines de tournesol sont quant à elles en hausse de 31 millions (+ 10 %), portées par une hausse de prix de 15,6 %.

De leur côté, les importations sont en hausse de 348 millions (+ 45 %). Les quantités importées se sont envolées de 57,9 %, avec un prix d'achat moyen en recul de 8,2 %. Les volumes importés de graines de colza, dont près des trois quarts proviennent d'Ukraine et d'Australie, ont bondi de 133 %, entraînant un doublement de la facture qui se chiffre à 501 millions. L'évolution est similaire pour les achats de graines de tournesol, qui s'élèvent à 238 millions. Les quantités importées, essentiellement depuis la Bulgarie et la Roumanie, ont triplé. La hausse de la facture en oléagineux est cependant atténuée par la baisse de 25 % des achats de fèves de soja du fait du recul des volumes (- 18,5 %) et des prix (- 7,4 %).

La dégradation des déficits en fruits et en légumes frais se poursuit

Le déficit en *fruits* est de 2 milliards ; il se creuse de 367 millions d'euros (+ 21,2 %) après s'être déjà accru de 236 millions entre 2011 et 2012.

Les exportations sont en baisse de 40 millions (- 2,8 %) suite au recul des volumes expédiés de 5,6 %. En particulier, les ventes de pommes régressent de 13,3 % en volume et de 8,6 % en valeur (- 46,3 millions).

Les achats croissent de 327 millions pour atteindre 3,4 milliards. La facture en agrumes augmente de 48 millions à 880 millions d'euros en raison d'une hausse des prix de 6,6 %. Celle en fruits à pépins et à noyau croît de 134 millions à 608 millions. Les achats de pommes, de nectarines et de pêches sont tirés à la hausse par les volumes et les prix. Les achats de fruits tropicaux progressent de 77 millions à 794 millions soutenus par l'augmentation des volumes de 10,3 %. La facture en bananes s'alourdit de 49 millions à 411 millions.

Le déficit en *légumes frais* se dégrade de 67 millions (+ 7,8 %), après s'être creusé de 133 millions entre 2011 et 2012. Les exportations augmentent de 10,8 % (+ 113 millions), du fait essentiellement de la hausse des échanges en volume. Cette progression soutenue est toutefois compensée par la croissance des achats de 180 millions, sous l'effet d'une augmentation des prix de 6,6 % et des volumes de 2,7 %.

Recul des exportations de gros bovins

L'excédent en animaux vifs diminue de 109 millions pour s'établir à 1,6 milliard, en raison de la baisse des exportations de gros bovins. Ces dernières sont en baisse de 167 millions du fait de la contraction des volumes (- 10,6 %) et dans une moindre mesure, des prix (- 2,9 %). 81 % des ventes se font vers l'Italie (828 millions), elles sont en baisse de 66 millions entre 2012 et 2013. Dans le même temps, les exportations vers la Turquie, qui étaient de 139 millions en 2012, sont nulles en 2013 en raison de la fermeture de ce marché.

Pour les produits transformés, les soldes des principaux postes déficitaires se dégradent

Après s'être fortement creusé entre 2011 et 2012, le déficit en *produits transformés à base de viandes* se détériore de 141 millions d'euros en 2013 et atteint 972 millions.

Les importations augmentent de 167 millions (+ 2,9 %), en raison principalement de la progression des volumes. Les achats de viande de porc, dont les trois quarts proviennent d'Espagne, sont en hausse de 42 millions et s'élèvent à 942 millions. Le montant de la facture en viande bovine est stable à 1,4 milliard et celui de la facture en viande de volailles progresse de 3,2 % à un milliard. Les Pays-Bas sont le premier fournisseur de la France pour ces deux produits.

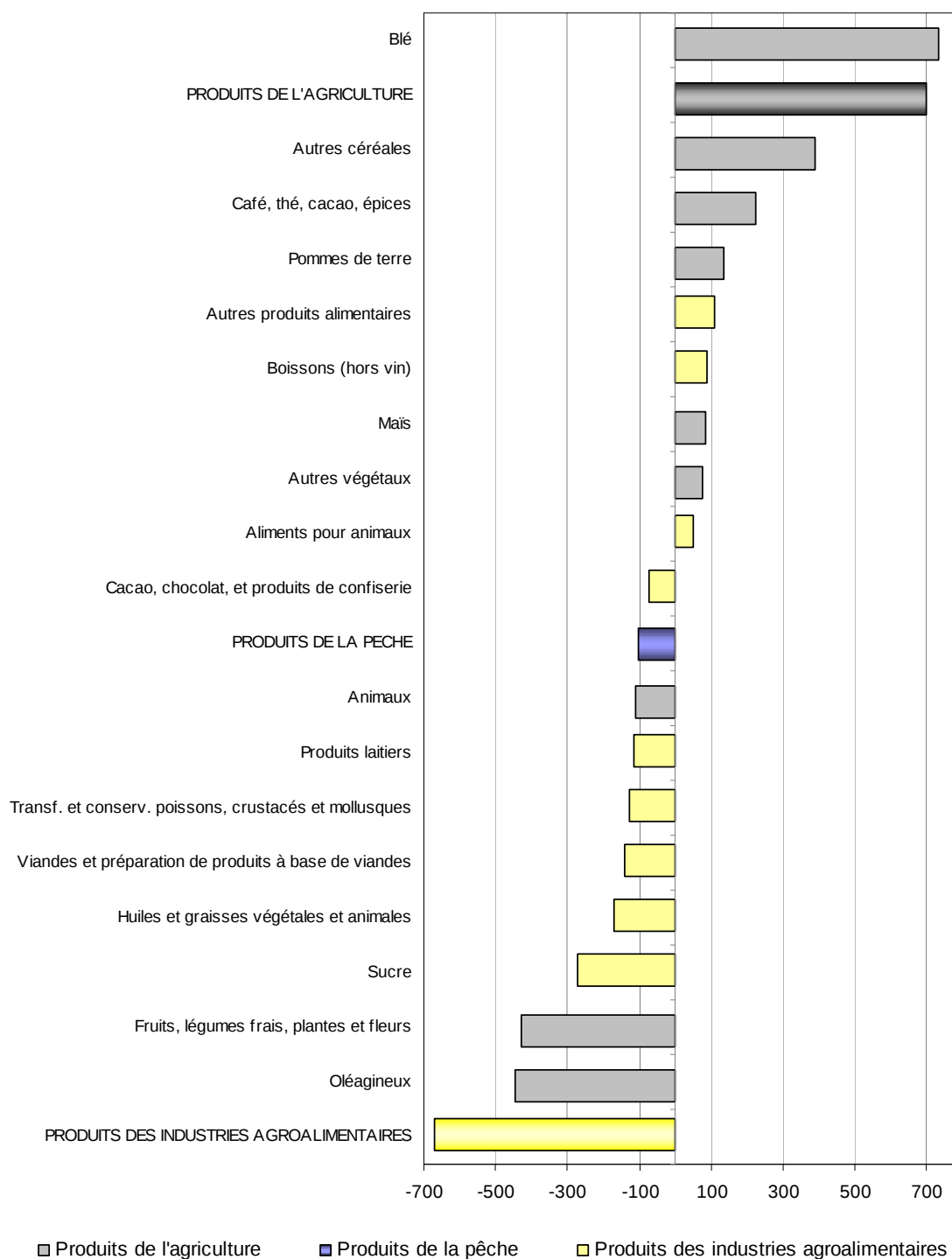
Les exportations sont de 4,9 milliards, en légère progression (+ 0,5 %) par rapport à 2012. Les ventes de viande bovine diminuent de 88 millions et atteignent 976 millions. L'Italie et la Grèce, qui absorbent deux tiers des exportations, ont sensiblement réduit leurs achats. Les ventes de viande de porc sont de 939 millions, stables par rapport à 2012 et celles de viande de volailles sont en hausse (+ 2,8 %) et atteignent 1,2 milliard.

Le déficit en *produits transformés à base de poissons, crustacés et mollusques* se détériore de 129 millions d'euros et se chiffre à 2,8 milliards. Les importations progressent de 148 millions (+ 4,3 %), portées par la hausse des prix de 4 %. Les principales hausses d'achats portent sur les conserves et préparations à base de poissons, les filets de poissons et les crustacés congelés ou surgelés.

Le déficit en *huiles et graisses* se creuse de 169 millions. Les exportations reculent de 158 millions du fait d'une réduction des volumes de 7,5 % et des prix de 4,1 %. Cela résulte d'un net repli des ventes d'huiles brutes de tournesol, de colza et de soja, imputable à la réduction sensible des quantités expédiées et dans une moindre mesure à la baisse des prix.

Graphique 2
Principales améliorations et détériorations du solde agroalimentaire par produits
en 2013 par rapport à 2012

En millions d'euros



Source : comptes nationaux, Insee

De leur côté, les importations sont stables avec des évolutions variables selon les produits. Elles sont en hausse pour les tourteaux, l'huile d'olive brute et l'huile de colza raffinée. Elles diminuent pour l'huile de soja brute et pour l'huile de tournesol brute.

Réduction des excédents en produits laitiers et en sucre

L'excédent en *produits laitiers* se contracte de 114 millions, la hausse des importations étant nettement plus soutenue que celle des exportations.

Les ventes augmentent de 4,4 %, portées par des prix en hausse de 7,1 %. Les exportations de fromage représentent près de la moitié du total des ventes de produits laitiers. Elles sont en hausse de 128 millions et atteignent 3 milliards. Portées par de fortes augmentations de prix, les ventes de lactosérum et de lait en poudre entier croissent respectivement de 15 % à 475 millions et de 19 % à 208 millions.

Les importations progressent à un rythme de 13,1 %. Les volumes croissent de 3,2 % et les prix de 9,6 %. Les postes contribuant le plus à la hausse sont le beurre et les pâtes à tartiner laitières, les fromages, le lait et la crème.

L'excédent en *sucre* se réduit de 271 millions et atteint 887 millions. Les ventes reculent de 16,1 % (-243 millions) sous l'effet du repli des volumes (-14,8 %) et des prix (-1,6 %). L'Italie, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne, et la Belgique concentrent les trois quarts des exportations. La baisse globale vers ces destinations est de 134 millions.

Les excédents en vins et alcools sont stables

L'excédent en boissons se maintient à son niveau de l'année 2012. Les exportations sont comparables à celles de l'année précédente, ne progressant que de 0,8 %. Les prix sont en hausse de 3,6 % et les volumes diminuent de 2,7 %. L'intégralité de la hausse s'explique par la progression soutenue des quantités expédiées de boissons non alcoolisées (+ 7,2 %) et de malt (+ 11,6 %).

Les exportations en spiritueux (3,7 milliards) et vins tranquilles (5,4 milliards) sont égales à celles de l'année précédente. Les quantités expédiées de ces deux produits sont en repli de 4 % et les prix augmentent d'un niveau comparable. Les volumes sont tirés à la baisse par la diminution de la demande chinoise en vins et cognac. Parmi les principaux clients asiatiques, la Chine est le seul

dont la facture se réduit sensiblement, celles des autres restant à des niveaux proches de ceux de 2012. Les ventes vers l'Amérique du Nord sont également stables en valeur et celles vers l'Europe en légère hausse. Égales elles aussi à celles de 2012, les exportations de champagne s'élèvent à 2,2 milliards, le recul de 8 % des quantités livrées étant compensé par la hausse des prix.

L'augmentation des importations en boissons est de 57 millions. La hausse des volumes est de 5,4 % et les prix diminuent de 3,4 %. Cette progression résulte d'une hausse des achats en spiritueux, notamment des eaux-de-vie de vins depuis l'Afrique du Sud et l'Espagne et du whisky depuis les États-Unis.

L'excédent avec les pays tiers dépasse celui avec les pays de l'Union Européenne

En 2013, l'excédent avec les pays de l'Union Européenne est en baisse de 613 millions à 5 milliards d'euros, sous l'effet de l'effondrement de l'excédent en produits transformés (-712 millions à 51 millions). Les achats de produits transformés sont en hausse de 1,2 milliard à 28,1 milliards tandis que les exportations n'augmentent que de 452 millions. La facture avec la Belgique est celle qui augmente le plus, notamment pour les produits laitiers, la viande bovine, les pommes de terre transformées ou le jus d'orange. Les hausses d'importations sont également soutenues avec l'Espagne (notamment pour la viande porcine), les Pays-Bas (produits laitiers, huiles de palme et de colza, tourteaux) et l'Allemagne (produits laitiers). Ces pays sont les quatre premiers fournisseurs de la France en produits transformés, un peu plus des deux tiers des importations provenant de ceux-ci.

De son côté, l'excédent avec les pays tiers croît de 554 millions à 5,8 milliards. Il bénéficie de la réduction de 511 millions du déficit en produits agricoles bruts. Portées par les ventes de céréales, les exportations de produits bruts aux pays tiers progressent de 20,8 %. Les importations sont également orientées à la hausse, mais à un rythme moindre de 6,6 %. Elles sont soutenues par les achats d'oléagineux (graines de colza), de fruits (pommes, bananes) et de légumes.

Tableau 2

Les échanges extérieurs de produits agroalimentaires dans l'ensemble des échanges

Valeurs en millions d'euros

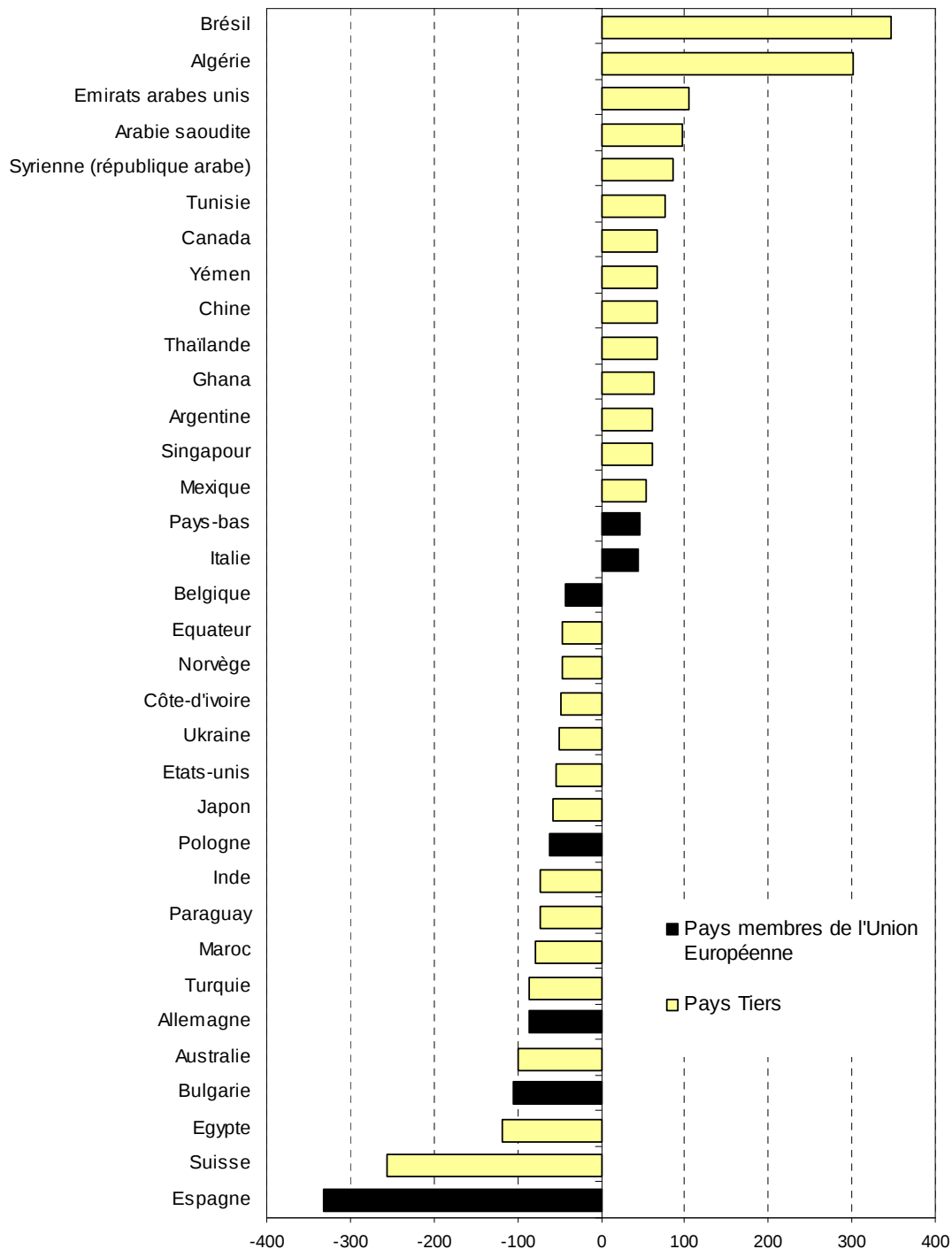
	2012			2013			écart
	Exportations	Importations	Solde	Exportations	Importations	Solde	2013 - 2012
Union Européenne							
Produits agricoles bruts	11 049	6 230	4 819	11 568	6 650	4 918	99
Produits transformés	27 753	26 990	763	28 205	28 154	51	-712
Ensemble	38 802	33 220	5 582	39 773	34 804	4 969	-613
Pays Tiers							
Produits agricoles bruts	4 143	5 279	-1 136	5 003	5 628	-625	511
Produits transformés	15 430	9 084	6 346	15 797	9 408	6 389	43
Ensemble	19 573	14 363	5 210	20 800	15 036	5 764	554
Monde							
Produits agricoles bruts	15 192	11 509	3 683	16 571	12 278	4 293	610
Produits transformés	43 183	36 074	7 109	44 002	37 562	6 440	-669
Ensemble	58 375	47 583	10 792	60 573	49 840	10 733	-59
Ensemble y compris négoce international	59 030	47 583	11 447	61 543	49 840	11 703	256

Sources : Douanes, Insee comptes nationaux

Mise à part la dernière ligne, ce tableau ne comptabilise pas le négoce international.

Graphique 3 :
Principales améliorations et détériorations du solde agroalimentaire par pays
en 2013 par rapport à 2012

En millions d'euros



Source : Douanes

Annexes

CHRONOLOGIE DE L'ANNÉE 2013

Monde

Janvier

- 1 : Le Sénat américain et la Chambre des représentants décident de prolonger d'un an le Farm Bill actuel.
- 3 : Le nouveau règlement européen sur la qualité des produits agricoles entre en vigueur.
- 17 : La Commission européenne décide de baisser les restitutions à l'exportation de volailles de 50 %.
- 29 : La Commission européenne publie un règlement imposant l'enregistrement de toute importation de biodiesel en provenance d'Argentine et d'Indonésie. Ceci constitue une première étape vers la mise en place de droits antidumping sur la production de ces deux pays.
- 31 : La Commission européenne lance un plan d'action pour le commerce de détail dans le but d'améliorer les relations fournisseurs-distributeurs et publie un livre vert sur les pratiques déloyales au sein de la chaîne de commercialisation alimentaire et non-alimentaire.

Février

- 5 : Le Parlement européen approuve formellement l'octroi de 40 millions d'euros en 2013 aux producteurs de bananes des régions ultrapériphériques de l'Union européenne pour les aider à faire face à la concurrence, sur le marché communautaire, des pays latino-américains qui ont bénéficié de réductions tarifaires sur ce marché.
- 6 : La Commission européenne ajoute le « Gruyère » français au registre communautaire des indications géographiques protégées (IGP), le fromage homonyme suisse étant déjà protégé en tant qu'appellation d'origine contrôlée sur le marché de l'UE en vertu d'un accord conclu en 2011 entre Berne et Bruxelles.
- 13 : Suite à la découverte, dans plusieurs pays européens, de viande de cheval dans des plats préparés censés contenir du bœuf, la Commission européenne va cofinancer à 50 % un plan de contrôles intensifs des plats préparés à base de bœuf.
- 17 : Le Président des États-Unis et les dirigeants européens donnent solennellement le coup d'envoi, en marge du sommet du G8 en Irlande du nord, aux négociations d'un « Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement ».
- 18 : Le Conseil de l'Union européenne adopte un règlement instituant de nouveau un droit antidumping définitif sur les importations de certains agrumes préparés ou conservés (mandarines, etc.) originaires de Chine.
- 25 : La Commission européenne lève son interdiction d'utilisation de l'acide lactique pour décontaminer les carcasses d'animaux, ce qui va ouvrir le marché européen à la viande américaine traitée de cette façon (principalement du bœuf). Elle autorise également les importations de porcs vivants en provenance des États-Unis.

Mars

- 1 : L'accord commercial conclu en 2012 entre l'Union européenne et le Pérou entre en vigueur.
- 25 : L'Union européenne et le Japon décident d'entamer des négociations pour un accord de libre échange.

Avril

- 3 : Le département américain de l'agriculture annonce la mise en œuvre d'un nouveau système de certification des œufs transformés et des ovoproduits destinés à l'exportation.

La Commission européenne publie deux règlements visant à renforcer la procédure d'autorisation des produits phytosanitaires.

- 22 : Le Conseil de l'Union européenne adopte le texte établissant les règles comptables de prise en compte des émissions de gaz à effet de serre des secteur agricole et forestier.

Juin

- 26 : Le Parlement européen, la Commission et le Conseil parviennent à un accord politique sur la réforme de la politique agricole commune pour la période 2014-2020.

Juillet

- 1 : La Croatie devient le 28^{ème} État membre de l'Union européenne.
La Chine ouvre une enquête antidumping sur les vins européens. Cette enquête porte sur les subventions au secteur vinicole européen et leur impact sur la production chinoise.
- 4 : L'Inde met en place un programme d'aide alimentaire destiné aux plus pauvres, afin de lutter contre la malnutrition.
- 11 : La Commission de l'environnement du Parlement européen adopte le rapport de Corinne Lepage sur la prise en compte du changement indirect d'affectation des sols dans le bilan des émissions de gaz à effet de serre des biocarburants.
- 16 : Les États membres s'accordent pour restreindre l'utilisation au sein de l'Union européenne d'une quatrième molécule phytosanitaire – après trois néonicotinoïdes – afin de protéger les populations d'abeilles. Les semences traitées avec du fipronil, un insecticide commercialisé par Basf, vont être interdites (sauf pour les productions sous serre et certaines cultures comme les oignons, les poireaux et les brocolis) pour une durée de deux ans. La France et l'Italie avaient déjà suspendu l'autorisation de ce produit.
- 17 : Le semencier américain Monsanto décide de retirer ses demandes de mise en culture de nouvelles variétés génétiquement modifiées en Europe, en raison de l'absence de perspectives commerciales. Il souhaite investir sur le développement de cultures conventionnelles pour le marché européen. La demande de renouvellement de l'autorisation du MON810 est toutefois maintenue.
- 18 : La Commission européenne adopte la mise à zéro des restitutions à l'exportation de la viande de volaille congelée européenne.
La Commission européenne débloque 99,3 millions d'euros pour cofinancer avec les États membres des mesures de soutien aux apiculteurs sur la période 2014-2016.

Novembre

- 1 : Le département américain de l'agriculture décide de mettre la législation des États-Unis en conformité avec les normes de l'Organisation mondiale de la santé animale. Ainsi l'Union européenne pourra à nouveau exporter de la viande bovine sur le marché américain qui lui était fermé depuis janvier 1998 en raison de la crise de la vache folle.
- 19 : Le Parlement européen adopte le cadre financier de l'Union européenne pour 2014-2020.
- 20 : Le Parlement européen adopte l'ensemble des règlements de la réforme de la Pac.
- 21 : La chancelière Angela Merkel déclare que l'Allemagne va se doter d'un salaire minimum généralisé.
- 26 : La Commission européenne adopte de nouvelles règles d'étiquetage applicables fin 2014 à l'huile d'olive.

Décembre

- 2 : Après l'approbation par le Parlement européen le 19 novembre, le Conseil de l'Union européenne adopte définitivement le cadre financier de l'Union européenne pour 2014-2020, qui réserve 38 % des plafonds de dépenses à la Pac.

- 5 : Les États membres adoptent les nouvelles règles d'étiquetage de l'origine des viandes fraîches de porc, mouton, chèvre et volaille. Jusqu'à présent imposée uniquement à la viande de bœuf, cette traçabilité entrera en vigueur le 1^{er} avril 2015.
Le Conseil de l'Union européenne adopte le programme 2014-2020 d'action européen LIFE pour l'environnement.
- 10 : Le Parlement européen approuve l'ouverture totale du marché de l'Union européenne aux vins originaires de la Moldavie à partir du 1^{er} janvier 2014 pour compenser l'embargo russe sur l'importation de ces produits.
- 13 : La Cour de justice de l'Union européenne annule l'autorisation de mise en culture de la pomme de terre génétiquement modifiée Amflora.
- 16 : Les ministres de l'agriculture de l'Union européenne adoptent, après trois années de négociations, les règlements sur la réforme de la Pac et sur les mesures transitoires pour 2014.
- 18 : La Commission européenne propose une révision de la législation sur la qualité de l'air dans l'Union européenne. Cette révision prévoit une réduction de 30 % des émissions d'ammoniac (dont 90 % proviennent de l'agriculture et notamment de l'élevage) d'ici 2025 par rapport au niveau de 2005.

France

Janvier

- 14 : Guillaume Garot, ministre de l'Agroalimentaire, et Nicole Bricq, ministre du Commerce extérieur, instaurent le « comité Asie » pour accroître l'export agroalimentaire dans cette région du monde. Ce comité rassemble des grandes entreprises et PME de l'agroalimentaire et des partenaires institutionnels.
- 30 : Contre l'avis du gouvernement, le Sénat adopte par 208 voix contre 131 une loi créant des « zones de protection renforcée contre le loup ».

Février

- 1 : Un groupe de travail est formé pour établir une stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens.
- 5 : La découverte de viande chevaline dans des lasagnes étiquetées « viande bovine » est signalée aux autorités françaises.
- 8 : Le ministre de l'Agriculture annonce un plan pour favoriser l'installation de jeunes apiculteurs.
- 14 : La Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes donne les premiers éléments de l'enquête sur la présence de viande de cheval dans des plats préparés à base de bœuf.
Le Parlement adopte le projet de loi instaurant le contrat de génération. Ce contrat vise à favoriser l'embauche des jeunes en CDI et le maintien des seniors dans l'emploi.
- 28 : L'enseigne de distribution Système U se dit prête à accepter une augmentation du prix du lait payé au producteur.

Mars

- 26 : Le ministère de l'Agriculture lance une enquête visant à faire l'inventaire du verger français ainsi qu'une enquête complémentaire sur les pratiques phytosanitaires des arboriculteurs.

Avril

- 3 : Le Parlement adopte la proposition de loi sur l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et sur la protection des lanceurs d'alerte.

- 10 : La FNSEA et l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture signent une convention de partenariat relative à l'accompagnement des agriculteurs en difficulté ou en reconversion professionnelle.
- 16 : L'Assemblée nationale adopte une résolution européenne sur l'interdiction de trois insecticides néonicotinoïdes soupçonnés d'être responsables de la mortalité des abeilles.
- 25 : Le ministre de l'Agriculture signe un programme de coopération sanitaire avec la Chine afin de réduire les barrières sanitaires au commerce entre les deux pays.

Mai

- 15 : Le Sénat adopte une résolution pour accélérer la mise en place d'une réglementation européenne sur l'étiquetage des aliments, notamment sur l'origine des produits.

Juillet

- 1 : Un arrêté rend obligatoire une visite sanitaire tous les deux ans dans les élevages de plus de 250 volailles.
- 19 : Un arrêté allège le dispositif de surveillance de l'encéphalopathie spongiforme bovine à l'abattoir : le test de dépistage devient obligatoire sur certains bovins âgés de plus de 48 mois au lieu des 24 mois jusqu'ici en vigueur.
Un nouveau vol de drone s'est effectué dans le vignoble de Buzet. La coopérative des Vignerons de Buzet mène une expérimentation sur de nouveaux outils de télédétection appliqués à la vigne afin de permettre une vendange sélective en fonction de la maturité des raisins.
- 24 : Le Sénat adopte un amendement en faveur des producteurs pour que la négociation commerciale avec les distributeurs puisse être rouverte en période de forte volatilité des cours des matières premières.

Août

- 1 : Le Conseil d'État annule l'interdiction de cultiver sur le territoire français le maïs transgénique MON810.

Octobre

- 25 : Le ministre de l'Écologie et le ministre de l'Agriculture signent deux arrêtés renforçant la lutte contre la pollution par les nitrates.

Novembre

- 19 : Le Sénat adopte la proposition de loi visant à interdire l'usage des pesticides dans les zones non agricoles.
- 22 : Le ministre de l'Agriculture fait valider par la Commission européenne un plan de soutien de la filière avicole grand export basé sur trois mesures (aides du premier pilier de la Pac, promotion et fonds structurels).

Décembre

- 13 : Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault signe à Rennes le Pacte d'avenir pour la Bretagne avec près de 2 milliards d'euros d'aides ou de prêts, nouveaux ou déjà approuvés.
- 18 : L'Assemblée nationale adopte définitivement la loi sur la réforme des retraites.

LA PRODUCTION AGRICOLE EN 2013

FICHES PAR PRODUITS

Les céréales

Les plantes industrielles

Les fruits et légumes

Les vins

Le bétail

Les produits avicoles

Les autres produits animaux

Dans les comptes nationaux, la production est valorisée au prix de base. Le prix de base est égal au prix de marché auquel vend le producteur, plus les subventions sur les produits qui lui sont attribuées, moins les impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse. Les subventions et impôts correspondent aux montants dus au titre de l'année et peuvent être différents des montants effectivement versés dans l'année.

Dans les fiches suivantes relatives aux produits agricoles, un tableau récapitulatif présente l'évolution de la production hors subventions, l'évolution des subventions et celle de la production au prix de base. Dans l'analyse qui suit, l'évolution de la production hors subventions est déclinée en distinguant les variations de volume et de prix.

1. Les céréales

Évolution 2013/2012 de la production

En %

	Volume	Prix	Valeur
Ensemble	- 0,9	- 22,4	- 23,1
dont : blé tendre (53,3 %)*	+ 3,8	- 21,5	- 18,5
maïs (23,0 %)*	- 0,8	- 26,3	- 26,9
orge (15,2 %)*	- 9,0	- 21,5	- 28,6

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de céréales de 2012. Les subventions ont presque totalement disparu dès 2010.

La **valeur** de la production de céréales chute en 2013 (-23,1 %), après une hausse de 22 % en 2012. En effet, les prix reculent fortement après la flambée de 2012.

Le **volume** de l'ensemble des céréales est en légère baisse en 2013 par rapport à 2012, la hausse des surfaces compensant presque le repli des rendements. Il reste comparable au niveau moyen des cinq dernières années. Pour le blé tendre, la production s'accroît de 3,8 % sous l'effet d'une légère hausse conjuguée des surfaces et des rendements ; les fortes chaleurs de juillet ont permis de combler le retard de développement des cultures dû à la fraîcheur du printemps. En revanche, la récolte de maïs diminue légèrement ; la hausse des superficies ne compense pas entièrement la perte de rendement due à la sécheresse du mois d'août. Pour l'orge, la production se réduit en raison d'une baisse des rendements, après avoir atteint un niveau record en 2012 ; elle devient inférieure de 6 % à la moyenne quinquennale. Après une progression en 2012, la récolte de blé dur chute en 2013 (-25 %) en raison d'un repli important des rendements et des superficies dû aux mauvaises conditions climatiques lors des semis, mais aussi à la réduction de l'écart de prix avec le blé tendre dont la production est moins coûteuse.

Le **prix** de la production de maïs chute en 2013, après la flambée de 2012. En effet, les bilans mondiaux sont excédentaires. Les stocks mondiaux de maïs se sont reconstitués ; la récolte américaine est abondante. La production mondiale de céréales est en hausse ; elle est meilleure que prévue au Canada, en Europe et dans les pays de la Mer Noire, la récolte de l'Inde atteint un niveau record. Le potentiel de baisse des cours devrait toutefois être limité par une demande mondiale en nette hausse, notamment de la part de la Chine.

Les cours des céréales sont volatils, ils chutent en juillet 2013, après avoir atteint des niveaux élevés lors de la campagne précédente. Ils diminuent encore en août et septembre, puis ils se redressent en octobre et novembre en raison des inquiétudes sur la récolte argentine et les retards de semis en Russie et en Ukraine. Ensuite, ils baissent à nouveau de décembre à février, du fait de la révision à la hausse de l'estimation de la production céréalière mondiale et du niveau des stocks de blé. Puis, à la suite des inquiétudes liées à la crise politique de l'Ukraine sur les exportations céréalières de ce pays ainsi qu'à des prévisions à la baisse pour la future récolte américaine de blé en raison de la sécheresse, les prix renchérissent sensiblement en mars et avril, tout en restant inférieurs à ceux de la campagne précédente. En France, le prix du blé tendre décroît de 21,5 % dans un contexte de hausse des disponibilités. Le prix du maïs recule de 26,3 % en lien avec une production mondiale record et une forte concurrence ukrainienne. Le prix de l'orge diminue de 21,5 % malgré la baisse de la récolte ; la demande mondiale décline et les stocks de fin de campagne sont importants. Les cours du blé dur se replient aussi (-12,5 %) malgré la chute de la récolte ; en effet, la baisse de qualité de l'offre française, due aux pluies printanières, limite la demande et freine les prix, et la concurrence canadienne est vive.

Les aides à la surface pour les grandes cultures ont disparu en 2010 suite au bilan de santé de la Pac.

2. Les plantes industrielles¹

Évolution 2013/2012 de la production

En %

	Volume	Prix	Valeur
Ensemble hors subventions	- 11,7	- 18,5	- 28,0
dont : oléagineux (65,3 %)*	- 14,6	- 24,8	- 35,8
protéagineux (4,4 %)*	- 10,8	- 18,0	- 26,9
betteraves industrielles (22,0 %)*	- 5,1	- 10,3	- 14,9
Subventions sur les produits	ns	ns	ns
Ensemble au prix de base	- 11,6	- 17,8	- 27,4

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de plantes industrielles de 2012.

La valeur de la production d'**oléagineux** chute de 35,8 % sous l'effet conjugué d'un repli des volumes et des prix.

Le **volume** décroît de 14,6 % par rapport à 2012 en raison d'une baisse conjointe des surfaces et des rendements, il devient inférieur de 13 % à la moyenne quinquennale. Ce recul est dû au colza dont la récolte se réduit de 20 % à cause des difficultés rencontrées lors des semis et de l'excès d'humidité. En revanche, la production de tournesol se redresse de 0,7 %, après une chute en 2012, en raison d'une hausse des surfaces, cette culture ayant bénéficié d'une partie de la baisse des surfaces de colza.

Les cours des oléagineux chutent en 2013. Les stocks mondiaux sont élevés. La récolte de canola au Canada et celles de soja aux États-Unis et en Amérique du Sud sont particulièrement abondantes, la production ukrainienne de colza atteint un niveau record. L'offre mondiale d'huile de colza est très importante. De plus, le Parlement européen a adopté un projet de loi visant à limiter à 5,5 %, au lieu des 10 % initiaux, l'incorporation de biocarburants de première génération d'ici 2020. Ce contexte de baisse est toutefois limité par l'accord sur le relèvement des droits anti-dumping sur les importations de biodiesel argentin et indonésien. De plus, la demande mondiale, et notamment chinoise, est importante. Les tensions politiques entre l'Ukraine et la Russie ont fait augmenter les cours de l'énergie, en raison des menaces de coupure de gaz russe, et par conséquent ceux du colza en milieu de campagne. Après la chute du début de campagne, le prix du colza s'est redressé à partir de février, tout en restant inférieur au niveau de la campagne précédente, et celui du tournesol s'est stabilisé à un niveau bas. En France, le prix du colza diminue de 23 % malgré la chute de la production et celui du tournesol se replie de 30 % en raison d'une production élevée en Europe et dans les pays de la Mer Noire. Les aides pour les oléagineux ont disparu en 2010.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **protéagineux** chute de 26,9 % en 2013 sous l'effet conjugué d'une nouvelle baisse des quantités et d'une chute des prix. Les récoltes diminuent de 10,8 % en raison d'un repli des surfaces et des rendements et sont ainsi inférieures de 28 % à la moyenne quinquennale. Pour les pois, les rendements sont stables, mais les surfaces poursuivent leur déclin. À l'inverse, pour les féveroles, les superficies augmentent tandis que les rendements sont en net recul par rapport à leur niveau record de 2012, suite aux fortes chaleurs de juillet.

Les prix des protéagineux baissent de 18 % dans le sillage du blé et des tourteaux de soja auxquels ils peuvent se substituer pour l'alimentation animale. De plus, la demande est réduite et la concurrence du Canada, doté d'une abondante récolte, est forte.

¹ Ce groupe de produits comprend les oléagineux, les protéagineux, les betteraves à sucre, le tabac brut et les "autres plantes industrielles" ; ce dernier poste regroupe plusieurs produits, dont les semences fourragères et potagères, la canne à sucre et les plantes textiles.

Les subventions ont légèrement diminué, malgré leur renchérissement, en lien avec la baisse de production. Au prix de base, la valeur de la production décroît de 23,1 %.

La valeur de la production de **betteraves industrielles** décroît à nouveau en 2013 (-14,9 %). Les tonnages récoltés sont en hausse en 2013, après une baisse en 2012, des niveaux records ayant été atteints en 2011. Pour les betteraves quota sucre, le volume est stable depuis trois ans, la variation de richesse compensant la variation des tonnages. La richesse en sucre est faible ; elle avait bien progressé en début de campagne grâce au temps doux et ensoleillé, mais les pluies d'octobre l'ont fait régresser. Le volume produit diminue ainsi de 5,1 %. Les prix des betteraves s'infléchissent en lien avec la baisse des cours mondiaux du sucre ; en effet, un excédent mondial de production est attendu en 2013/14 pour la quatrième campagne consécutive, même si la demande chinoise est prévue en hausse, et les stocks sont abondants. De plus, le prix de l'éthanol est aussi en baisse, il a atteint un plus bas historique en février 2014. Au total, le prix décroît de 10,3 % en 2013.

3. Les fruits et légumes

Évolution 2013/2012 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	+ 3,5	- 3,1	+ 0,3
dont : fruits (35,4 %)*	+ 4,2	+ 5,1	+ 9,5
légumes (37,9 %)*	- 0,3	- 3,4	- 3,8
pommes de terre (26,7 %)*	+ 8,0	- 13,2	- 6,3
Subventions sur les produits	- 14,7	+ 7,5	- 8,4
Ensemble au prix de base	+ 3,1	- 2,9	+ 0,1

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de fruits et légumes de 2012.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **fruits** s'accroît à nouveau en 2013 (+ 9,5 %) en raison d'une hausse conjuguée des volumes et des prix. Pour les abricots, la production baisse de 30 % par rapport au niveau élevé de 2012, de même que la récolte européenne, et les cours se sont nettement redressés après une chute en 2012. Pour les pêches, la récolte est à nouveau en recul sensible du fait de la poursuite de la baisse de surface du verger et aussi des épisodes de grêle ; les prix augmentent nettement, favorisés par une bonne demande due à la chaleur estivale. La campagne a été plus difficile pour les fraises et les cerises avec des prix en baisse face à une demande affaiblie par le temps froid du printemps. Pour les fraises, la production est stable ; la récolte de cerises s'est nettement redressée après la chute de production de 2012. Pour les poires et les pommes, la production s'accroît après le repli de 2012 et retrouve un niveau proche de la moyenne quinquennale, les stocks sont bien supérieurs à ceux de l'année précédente et les prix diminuent, notamment en raison d'une vive concurrence européenne. La valeur de la production de fruits au prix de base augmente de 8,5 %.

La valeur de la production de **légumes** se replie de 3,8 % ; en effet, les prix diminuent sensiblement. De plus, les volumes produits sont en recul pour la plupart des légumes, notamment pour les concombres et les courgettes en raison du climat défavorable du printemps et de la diminution des surfaces. Ils sont également en repli pour les asperges et les salades. Pour les salades et surtout pour les choux-fleurs, les prix baissent fortement malgré la moindre production. Pour les tomates, la récolte est stable et les prix reculent un peu en raison de la faiblesse de la demande et de la concurrence belge et néerlandaise. En revanche, pour les asperges, les concombres et les courgettes, les prix augmentent et compensent la baisse de production. Les prix des carottes renchérissent à nouveau en 2013 malgré la progression de la récolte.

La récolte de **pommes de terre** de conservation se redresse de 8,6 % en 2013 par rapport à celle de 2012, mais reste inférieure à la production moyenne des cinq dernières années. Les surfaces augmentent, stimulées par les cours élevés de la campagne précédente, et les rendements se redressent. Après une envolée en 2012, les prix reculent en 2013 (-16,4 %). En début de campagne, les prix sont restés fermes en raison d'un niveau de stocks très faible et d'une demande active, notamment à l'exportation vers l'Italie et les pays de l'Est. Puis les prix ont baissé en lien avec la hausse de l'offre européenne ; la demande intérieure a été moins forte que l'année précédente du fait du climat doux de l'hiver, défavorable à la consommation, et d'une importante production des jardins familiaux. La campagne de pommes de terre primeur est à nouveau satisfaisante avec des prix encore en hausse. Globalement, le volume de la production de pommes de terre s'accroît de 8 %. Le prix, après une envolée de 79,8 % en 2012, diminue de 13,2 %, ce qui entraîne une baisse de la valeur de la production de 6,3 %. L'aide compensatrice à la féculé a disparu en 2012.

4. Les vins

Évolution 2013/2012 de la production

En %

		<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble	(100,0 %)*	+ 1,9	+ 6,7	+ 8,7
Vins d'appellation d'origine	(78,4 %)	+ 2,0	+ 6,8	+ 9,0
Vins de champagne**	(22,5 %)	+ 25,5	+ 2,0	+ 28,0
Autres vins d'appellation	(55,8 %)	- 7,4	+ 9,5	+ 1,3
Autres vins	(21,6 %)	+ 1,5	+ 6,2	+ 7,7
Vins pour eaux de vie AOC	(9,0 %)	- 4,3	+ 6,5	+ 1,9
Autres vins de distillation	(0,2 %)	0,0	+ 2,7	+ 2,7
Vins de table et de pays	(12,5 %)	+ 5,7	+ 6,0	+ 12,0

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de vins de 2012.

** Vin calme et champagne produits par les récoltants manipulateurs (activité secondaire).

La valeur de la production de **vins** se redresse nettement en 2013 sous l'effet d'une hausse conjuguée des volumes produits et des prix.

Le **volume** de production se redresse en 2013 (+ 1,9 %). En effet, la récolte 2013 est légèrement supérieure à la récolte historiquement faible de 2012. Ainsi la production s'accroît pour les vins de table et de pays ; celle des vins de champagne retrouve un niveau légèrement au-dessus de la normale après une année 2012 extrêmement basse. En revanche, la production continue à se replier pour les autres vins d'appellation et devient bien inférieure à la moyenne des cinq années précédentes. Les conditions climatiques ont été particulièrement défavorables au printemps pendant la floraison, puis des orages violents pendant l'été ont endommagé les vignes, notamment en Bourgogne et dans le Bordelais. Les pluies d'octobre ont entraîné une dégradation sanitaire des vignobles, hormis en Champagne et en Languedoc-Roussillon.

Le **prix** de la production des vins continue sur une tendance à la hausse en 2013 (+ 6,7 %) dans un contexte de faiblesse des disponibilités. Les stocks à la production du début de campagne sont inférieurs à ceux, déjà peu élevés, de la campagne précédente. En France, les vins de table et de pays continuent à s'apprécier ainsi que le champagne ; la hausse des prix des autres vins d'appellation s'accélère encore en 2013. Après une hausse continue depuis trois ans, les exportations de vins se tassent en 2013 : elles diminuent en volume par rapport à 2012, tout en restant stables en valeur. Les volumes exportés vers l'Union européenne sont stables alors qu'ils sont en recul vers les pays tiers, et notamment vers l'Asie.

5. Le bétail

Évolution 2013/2012 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble hors subventions	- 1,5	+ 3,3	+ 1,7
dont : gros bovins (53,3 %)*	- 1,3	+ 4,2	+ 2,9
veaux (10,8 %)*	- 4,0	+ 0,8	- 3,2
porcins (29,8 %)*	- 0,7	+ 1,4	+ 0,7
ovins-caprins (5,8 %)*	- 4,5	+ 6,6	+ 1,8
Subventions sur les produits	- 1,8	+ 2,9	+ 1,0
Ensemble au prix de base	- 1,5	+ 3,3	+ 1,7

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de bétail de 2012. Outre les animaux mentionnés, le bétail comprend aussi les équidés.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production de **gros bovins** continue à progresser en 2013 (+ 2,9 %).

Le volume de la production de gros bovins baisse légèrement. Les abattages se réduisent sensiblement en 2013, comme en 2012, en raison d'une baisse des disponibilités dans les élevages, pour toutes les catégories de bovins sauf pour les taurillons. Les exportations de bovins mâles vivants faiblissent également en raison du recul, dû à la crise économique, des ventes françaises de brouards vers l'Italie. La diminution du cheptel bovin est toutefois moins forte qu'en 2012. Après cinq années de baisse continue, les effectifs de vaches laitières progressent légèrement tandis que ceux de vaches allaitantes continuent à se réduire.

Les cours des gros bovins continuent à s'accroître (+ 4,2 % en 2013 après + 14,7 % en 2012) en raison d'une offre très limitée.

Les aides sur la production sont revalorisées. La valeur de la production au prix de base s'accroît de 2,7 %.

La production des **veaux** de boucherie diminue de 3,2 % en valeur. Les abattages continuent à se replier. Les exportations chutent et les achats des ménages sont en baisse. De plus, les coûts de production augmentent avec la hausse des cours de la poudre de lait. Le volume de production poursuit donc son recul (- 4 %). Le prix des veaux continue à augmenter en 2013 (+ 0,8 % après + 2,6 % en 2012), l'offre restant adaptée à la demande. Partis d'un niveau élevé en début d'année, ils ont régressé à partir de mai, puis se sont redressés au dernier trimestre.

La prime à l'abattage des veaux a disparu en 2010.

La valeur de la production de **porcins** augmente légèrement en 2013 (+ 0,7 %). Le volume de production est en légère diminution (- 0,7 %). En effet, les abattages se replient. Les exportations d'animaux vivants s'accroissent tandis que celles de viande porcine continuent à se réduire. Le cheptel porcin est en baisse ; ce recul concerne surtout les truies, mais aussi les porcelets et les porcs à l'engraissement dont l'effectif se réduit suite à une hausse des exportations de porcelets en début d'année. Le prix du porc est en hausse modérée (+ 1,4 %). Les cours ont progressé en début d'année et surtout en été dans un contexte d'offre réduite et de consommation soutenue à la faveur d'un été ensoleillé, puis les prix ont diminué au dernier trimestre.

Hors subventions sur les produits, la valeur de la production **d'ovins et de caprins** s'accroît de 1,8 % en 2013 en raison de la hausse sensible des prix. Le volume de production décroît de 4,5 % par rapport à 2012. Les abattages augmentent pour les brebis, mais ils se replient fortement pour les agneaux en lien avec la diminution du cheptel reproducteur. Toutefois, le solde commercial d'animaux vivants cesse d'être déficitaire.

Les importations de viande ovine reculent pour la quatrième année consécutive. Le prix à la production continue à s'accroître sensiblement (+ 6,6 %), même si la demande reste peu dynamique, en raison de la faiblesse de l'offre conjuguée à une concurrence extérieure limitée. En effet, l'offre mondiale est modérée alors que la demande des pays tiers, et notamment de la Chine, se confirme.

Les subventions sont stables. La valeur de la production au prix de base augmente de 1,5 %.

Au total, la valeur de la production de **bétail** hors subventions augmente (+ 1,7 %) sous l'effet de la hausse des prix. Les subventions sur les produits sont revalorisées, elles se redressent de 1,0 % et la valeur de la production de bétail au prix de base s'accroît de 1,7 %.

6. Les produits avicoles

Évolution 2013/2012 de la production

En %

			Volume	Prix	Valeur
Ensemble			+ 2,2	- 4,7	- 2,6
dont :	volailles	(70,2 %)*	- 1,3	+ 5,3	+ 3,9
	œufs	(29,8 %)*	+ 10,5	- 25,9	- 18,1

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production de produits avicoles de 2012.

Pour les **volailles**, la valeur de la production s'accroît de 3,9 %, après une stabilité en 2012. Le volume de production diminue (- 1,3 %). Les abattages de canards se réduisent, ceux de dindes chutent après une reprise ponctuelle en 2012. En revanche, la production de poulets repart à la hausse. Les exportations de volailles se stabilisent : elles diminuent pour les dindes, mais elles progressent pour les poulets à destination de l'Union européenne et de l'Arabie Saoudite. Les importations se stabilisent et la demande intérieure est en hausse pour les poulets. Les prix continuent à s'accroître (+ 5,3 %). La hausse des prix est modérée pour les canards, mais plus soutenue pour les poulets et les dindes. En effet, les mises en place de dindes ont été réduites ; il en résulte une réduction des stocks et un meilleur équilibre entre l'offre et la demande depuis l'été. De plus, la production européenne ralentit.

Pour les **œufs**, la valeur de la production se réduit fortement (-18,1 %) après une envolée en 2012. Le volume de production s'accroît de 10,5 %, après un redressement modéré en 2012 qui suivait une forte baisse en 2011 pendant les travaux de mise aux normes européennes des cages de poules pondeuses. La France retrouve sa place de premier producteur européen. L'offre s'est donc étoffée ; elle devient supérieure à la demande, ce qui entraîne, après la flambée de 2012, une chute des cours (- 25,9 %) dans un contexte de surproduction française et européenne. Ils deviennent ainsi inférieurs à la moyenne quinquennale. Le prix des œufs baisse de janvier à août, puis il se redresse à partir de septembre à la faveur des mesures prises pour alléger le marché (abattages anticipés, dégagement important d'œufs à l'exportation vers le Moyen-Orient). Les coûts de production restent à des niveaux élevés.

7. Les autres produits animaux

Évolution 2013/2012 de la production

En %

	<i>Volume</i>	<i>Prix</i>	<i>Valeur</i>
Ensemble	- 1,3	+ 6,5	+ 5,1
dont :			
lait et produits laitiers** (93,3 %)*	- 1,4	+ 6,8	+ 5,3

* Les pourcentages indiqués entre parenthèses correspondent à la part de chaque produit dans la valeur de la production d'autres produits animaux de 2012.

** Produits laitiers transformés par les exploitations.

La **valeur** de la production des autres produits animaux augmente sensiblement (+ 5,1 %) sous l'effet de la hausse des prix du lait, après un recul en 2012.

La collecte laitière diminue en 2013, comme en 2012. Toutefois, après 12 mois consécutifs de baisse en glissement annuel, la collecte de lait de vache a progressé en juillet 2013 sous l'effet de conditions climatiques favorables à la repousse de l'herbe, mais aussi d'une réévaluation du prix du lait et d'une stabilisation du prix des aliments pour bétail. L'augmentation du cheptel de vaches laitières a aussi dynamisé cette reprise qui s'est poursuivie les mois suivants. La collecte de lait de brebis est également en baisse et celle de lait de chèvre continue à se replier sensiblement, comme en 2012 qui faisait suite à trois années de surproduction. Ainsi, le volume de production recule de 1,4 %.

Le **prix** à la production du lait de vache se redresse et augmente de 6,9 %, celui du lait de chèvre également. Le prix du lait de brebis est en légère hausse. Ainsi, le prix de la production du lait s'accroît de 6,8 % en 2013 par rapport à 2012 en raison d'un renchérissement des prix des produits laitiers industriels (poudres de lait, beurre,...) dû à une demande mondiale soutenue face à une pénurie de l'offre accentuée par la sécheresse en Nouvelle-Zélande qui a touché la production de ce pays qui est le premier exportateur laitier mondial.

Au total, la valeur de la production de lait et produits laitiers croît de 5,3 %.

LES COMPTES DE L'AGRICULTURE DE 2011 À 2013

Compte 2011 définitif

Compte 2012 semi-définitif

Compte 2013 provisoire

Tableau 1 – Production hors subventions

Tableau 2 – Subventions sur les produits

Tableau 3 – Production au prix de base

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

Tableau 5 – Le compte de production

Tableau 6 – Le compte d'exploitation

Tableau 7 – Le compte de revenu d'entreprise

Tableau 8 – Les indicateurs de revenu

Tableau 9 – Les indicateurs de revenu en termes réels

Compte de la branche agriculture en 2011(version définitive)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de volume	Volume 2011	Indice de prix	Valeur 2011	Indice de valeur
Blé dur.....	585,8	75,1	439,9	121,0	532,1	90,8
Blé tendre.....	6 477,0	95,8	6 205,1	103,4	6 413,6	99,0
Maïs.....	2 631,1	111,6	2 936,2	100,9	2 962,5	112,6
Orge.....	1 538,3	88,5	1 361,9	118,2	1 610,3	104,7
Autres céréales.....	472,5	96,3	455,0	111,9	509,0	107,7
CEREALES.....	11 704,7	97,4	11 398,1	105,5	12 027,5	102,8
Oléagineux.....	2 655,8	111,8	2 968,7	108,1	3 210,2	120,9
Protéagineux.....	299,5	65,0	194,7	118,3	230,3	76,9
Tabac.....	47,1	76,0	35,8	96,9	34,7	73,7
Betteraves industrielles.....	829,8	115,5	958,5	121,2	1 161,7	140,0
Autres plantes industrielles.....	452,6	89,2	403,9	92,0	371,7	82,1
PLANTES INDUSTRIELLES.....	4 284,8	106,5	4 561,6	109,8	5 008,6	116,9
Maïs fourrage.....	871,9	116,1	1 012,2	93,3	944,6	108,3
Autres fourrages.....	4 117,7	92,6	3 812,8	122,4	4 665,9	113,3
PLANTES FOURRAGERES.....	4 989,6	96,7	4 825,0	116,3	5 610,5	112,4
Légumes frais.....	2 987,9	100,1	2 990,3	89,4	2 673,2	89,5
Plantes et fleurs.....	2 254,8	105,7	2 383,2	102,4	2 440,6	108,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 242,7	102,5	5 373,5	95,2	5 113,8	97,5
POMMES DE TERRE.....	1 671,6	111,3	1 860,4	74,2	1 381,0	82,6
FRUITS.....	2 752,2	99,6	2 740,6	94,7	2 596,5	94,3
Vins de champagne.....	2 391,6	119,3	2 852,1	103,9	2 963,7	123,9
dont vins calmes.....	1 594,2	129,7	2 067,1	104,4	2 158,3	135,4
dont champagne.....	797,4	98,4	785,0	102,6	805,4	101,0
Autres vins d'appellation.....	5 163,7	105,7	5 456,0	105,8	5 772,1	111,8
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 555,3	110,0	8 308,1	105,1	8 735,8	115,6
Vins pour eaux de vie AOC.....	815,3	106,2	866,1	101,9	882,7	108,3
dont vins de distillation.....	167,1	97,0	162,1	108,5	175,9	105,3
dont cognac.....	648,2	108,6	704,0	100,4	706,8	109,0
Autres vins de distillation.....	15,1	141,7	21,4	102,3	21,9	145,0
Vins de table et de pays.....	1 201,4	121,3	1 456,7	101,7	1 481,9	123,3
AUTRES VINS.....	2 031,8	115,4	2 344,2	101,8	2 386,5	117,5
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	40 232,7	102,9	41 411,5	103,5	42 860,2	106,5
Gros bovins.....	5 120,9	100,9	5 164,8	107,4	5 547,1	108,3
Veaux.....	1 348,3	100,2	1 351,3	94,4	1 275,6	94,6
Ovins-caprins.....	651,7	99,1	645,9	104,7	676,2	103,8
Equidés.....	61,5	96,6	59,4	93,4	55,5	90,2
Porcins.....	2 846,5	98,8	2 812,9	112,9	3 175,7	111,6
BETAIL.....	10 028,9	100,1	10 034,3	106,9	10 730,1	107,0
Volailles.....	3 094,9	101,5	3 140,9	112,3	3 528,1	114,0
Œufs.....	1 023,4	94,3	964,7	112,4	1 084,4	106,0
PRODUITS AVICOLES.....	4 118,3	99,7	4 105,6	112,3	4 612,5	112,0
Lait et produits laitiers.....	8 126,8	105,0	8 532,9	107,3	9 154,5	112,6
dont lait.....	7 821,0	105,1	8 219,4	107,5	8 835,4	113,0
dont produits laitiers.....	305,8	102,5	313,5	101,8	319,1	104,3
Autres produits de l'élevage.....	616,9	103,6	639,3	104,9	670,6	108,7
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 743,7	104,9	9 172,2	107,1	9 825,1	112,4
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	22 890,9	101,8	23 312,1	108,0	25 167,7	109,9
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	63 123,6	102,5	64 723,6	105,1	68 027,9	107,8
Activités principales de travaux agricoles.....	3 848,5	101,6	3 909,3	101,3	3 961,7	102,9
Activités secondaires de services.....	210,9	98,5	207,7	102,6	213,2	101,1
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	4 059,4	101,4	4 117,0	101,4	4 174,9	102,8
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	67 183,0	102,5	68 840,6	104,9	72 202,8	107,5
dont production des activités secondaires.....	1 962,3	102,4	2 010,2	101,7	2 044,5	104,2

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2011 (version définitive)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de volume	Volume 2011	Indice de prix	Valeur 2011	Indice de valeur
Blé dur.....	7,7	75,3	5,8	125,9	7,3	94,8
Blé tendre.....	2,2	95,5	2,1	100,0	2,1	95,5
Maïs.....						
Orge.....						
Autres céréales.....	12,5	115,2	14,4	49,3	7,1	56,8
CEREALES.....	22,4	99,6	22,3	74,0	16,5	73,7
Oléagineux.....						
Protéagineux.....	73,7	65,0	47,9	116,9	56,0	76,0
Tabac.....						
Betteraves industrielles.....						
Autres plantes industrielles.....	84,4	100,0	84,4	107,6	90,8	107,6
PLANTES INDUSTRIELLES.....	158,1	83,7	132,3	111,0	146,8	92,9
Maïs fourrage.....						
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....						
Légumes frais.....	8,0	100,0	8,0	131,3	10,5	131,3
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	8,0	100,0	8,0	131,3	10,5	131,3
POMMES DE TERRE.....	16,0	100,0	16,0	93,8	15,0	93,8
FRUITS.....	171,9	78,1	134,2	123,3	165,5	96,3
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	376,4	83,1	312,8	113,3	354,3	94,1
Gros bovins.....	705,9	100,8	711,9	92,7	660,0	93,5
Veaux.....						
Ovins-caprins.....	124,2	99,1	123,1	99,8	122,9	99,0
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	830,1	100,6	835,0	93,8	782,9	94,3
Volailles.....	2,1	100,0	2,1	100,0	2,1	100,0
Œufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	2,1	100,0	2,1	100,0	2,1	100,0
Lait et produits laitiers.....	2,3	100,0	2,3	100,0	2,3	100,0
dont lait.....	2,3	100,0	2,3	100,0	2,3	100,0
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	2,3	100,0	2,3	100,0	2,3	100,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	834,5	100,6	839,4	93,8	787,3	94,3
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	1 210,9	95,2	1 152,2	99,1	1 141,6	94,3
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	1 210,9	95,2	1 152,2	99,1	1 141,6	94,3
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2011 (version définitive)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de volume	Volume 2011	Indice de prix	Valeur 2011	Indice de valeur
Blé dur.....	593,5	75,1	445,7	121,0	539,4	90,9
Blé tendre.....	6 479,2	95,8	6 207,2	103,4	6 415,7	99,0
Maïs.....	2 631,1	111,6	2 936,2	100,9	2 962,5	112,6
Orge.....	1 538,3	88,5	1 361,9	118,2	1 610,3	104,7
Autres céréales.....	485,0	96,8	469,4	109,9	516,1	106,4
CEREALES.....	11 727,1	97,4	11 420,4	105,5	12 044,0	102,7
Oléagineux.....	2 655,8	111,8	2 968,7	108,1	3 210,2	120,9
Protéagineux.....	373,2	65,0	242,6	118,0	286,3	76,7
Tabac.....	47,1	76,0	35,8	96,9	34,7	73,7
Betteraves industrielles.....	829,8	115,5	958,5	121,2	1 161,7	140,0
Autres plantes industrielles.....	537,0	90,9	488,3	94,7	462,5	86,1
PLANTES INDUSTRIELLES.....	4 442,9	105,6	4 693,9	109,8	5 155,4	116,0
Maïs fourrage.....	871,9	116,1	1 012,2	93,3	944,6	108,3
Autres fourrages.....	4 117,7	92,6	3 812,8	122,4	4 665,9	113,3
PLANTES FOURRAGERES.....	4 989,6	96,7	4 825,0	116,3	5 610,5	112,4
Légumes frais.....	2 995,9	100,1	2 998,3	89,5	2 683,7	89,6
Plantes et fleurs.....	2 254,8	105,7	2 383,2	102,4	2 440,6	108,2
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 250,7	102,5	5 381,5	95,2	5 124,3	97,6
POMMES DE TERRE.....	1 687,6	111,2	1 876,4	74,4	1 396,0	82,7
FRUITS.....	2 924,1	98,3	2 874,8	96,1	2 762,0	94,5
Vins de champagne.....	2 391,6	119,3	2 852,1	103,9	2 963,7	123,9
dont vins calmes.....	1 594,2	129,7	2 067,1	104,4	2 158,3	135,4
dont champagne.....	797,4	98,4	785,0	102,6	805,4	101,0
Autres vins d'appellation.....	5 163,7	105,7	5 456,0	105,8	5 772,1	111,8
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 555,3	110,0	8 308,1	105,1	8 735,8	115,6
Vins pour eaux de vie AOC.....	815,3	106,2	866,1	101,9	882,7	108,3
dont vins de distillation.....	167,1	97,0	162,1	108,5	175,9	105,3
dont cognac.....	648,2	108,6	704,0	100,4	706,8	109,0
Autres vins de distillation.....	15,1	141,7	21,4	102,3	21,9	145,0
Vins de table et de pays.....	1 201,4	121,3	1 456,7	101,7	1 481,9	123,3
AUTRES VINS.....	2 031,8	115,4	2 344,2	101,8	2 386,5	117,5
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	40 609,1	102,7	41 724,3	103,6	43 214,5	106,4
Gros bovins.....	5 826,8	100,9	5 876,7	105,6	6 207,1	106,5
Veaux.....	1 348,3	100,2	1 351,3	94,4	1 275,6	94,6
Ovins-caprins.....	775,9	99,1	769,0	103,9	799,1	103,0
Equidés.....	61,5	96,6	59,4	93,4	55,5	90,2
Porcins.....	2 846,5	98,8	2 812,9	112,9	3 175,7	111,6
BETAIL.....	10 859,0	100,1	10 869,3	105,9	11 513,0	106,0
Volailles.....	3 097,0	101,5	3 143,0	112,3	3 530,2	114,0
Œufs.....	1 023,4	94,3	964,7	112,4	1 084,4	106,0
PRODUITS AVICOLES.....	4 120,4	99,7	4 107,7	112,3	4 614,6	112,0
Lait et produits laitiers.....	8 129,1	105,0	8 535,2	107,3	9 156,8	112,6
dont lait.....	7 823,3	105,1	8 221,7	107,5	8 837,7	113,0
dont produits laitiers.....	305,8	102,5	313,5	101,8	319,1	104,3
Autres produits de l'élevage.....	616,9	103,6	639,3	104,9	670,6	108,7
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	8 746,0	104,9	9 174,5	107,1	9 827,4	112,4
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	23 725,4	101,8	24 151,5	107,5	25 955,0	109,4
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	64 334,5	102,4	65 875,8	105,0	69 169,5	107,5
Activités principales de travaux agricoles.....	3 848,5	101,6	3 909,3	101,3	3 961,7	102,9
Activités secondaires de services.....	210,9	98,5	207,7	102,6	213,2	101,1
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	4 059,4	101,4	4 117,0	101,4	4 174,9	102,8
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	68 393,9	102,3	69 992,8	104,8	73 344,4	107,2
dont production des activités secondaires.....	1 962,3	102,4	2 010,2	101,7	2 044,5	104,2

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2011 (version définitive)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de volume	Volume 2011	Indice de prix	Valeur 2011	Indice de valeur
Semences et plants	2 285,6	109,4	2 500,3	96,3	2 408,4	105,4
Energie et lubrifiants	3 448,5	99,6	3 433,2	118,2	4 057,3	117,7
Engrais et amendements	3 250,1	102,3	3 326,1	117,1	3 895,6	119,9
Produits de protection des cultures	2 755,6	100,0	2 754,5	99,6	2 743,1	99,5
Dépenses vétérinaires	1 537,9	95,7	1 471,2	102,7	1 510,2	98,2
Aliments pour animaux	13 336,0	97,6	13 021,4	117,6	15 307,6	114,8
<i>dont : intraconsommés</i>	6 081,9	96,7	5 878,8	118,3	6 951,8	114,3
<i>achetés en dehors de la branche</i>	7 254,1	98,5	7 142,6	117,0	8 355,8	115,2
Entretien du matériel	2 987,9	102,2	3 053,7	102,5	3 128,9	104,7
Entretien des bâtiments	309,5	101,9	315,5	103,3	326,0	105,3
Services de travaux agricoles	3 848,5	101,6	3 909,3	101,3	3 961,7	102,9
Autres biens et services	6 772,0	104,5	7 074,3	97,6	6 902,6	101,9
<i>dont : SIFIM</i>	1 043,6	101,8	1 062,3	74,3	788,8	75,6
Total	40 531,6	100,8	40 859,5	108,3	44 241,4	109,2

Source : Insee

Tableau 5
Compte de production

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de valeur	Valeur 2011
Production	68 393,9	107,2	73 344,4
(-) Consommations intermédiaires	40 531,6	109,2	44 241,4
(=) Valeur ajoutée brute	27 862,3	104,5	29 103,0
(-) Consommation de capital fixe	10 270,0	103,4	10 623,2
(=) Valeur ajoutée nette	17 592,3	105,0	18 479,8

Source : Insee

Tableau 6
Compte d'exploitation

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de valeur	Valeur 2011
Valeur ajoutée nette	17 592,3	105,0	18 479,8
(+) Subventions d'exploitation	8 545,2	101,5	8 677,2
<i>dont : bonifications d'intérêts</i>	79,5	58,5	46,5
(-) Autres impôts sur la production	1 468,1	97,6	1 432,8
<i>Impôts fonciers</i>	948,1	92,3	875,4
<i>Autres</i>	520,0	107,2	557,4
(=) Revenu des facteurs de la branche agricole	24 669,4	104,3	25 724,2
(-) Rémunération des salariés	6 957,6	105,4	7 331,5
<i>Salaires</i>	5 722,1	105,5	6 034,2
<i>Cotisations sociales à la charge des employeurs</i>	1 235,5	105,0	1 297,3
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	17 711,8	103,8	18 392,7

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2010	Indice de valeur	Valeur 2011
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	17 711,8	103,8	18 392,7
(-) Intérêts ¹	925,8	116,3	1 076,9
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 889,9	96,4	1 822,3
(-) Charges locatives nettes ²	2 247,7	103,0	2 314,1
(=) Revenu net de la branche agricole	14 538,2	103,2	15 001,7

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2011 / 2010
Revenu des facteurs de la branche agricole	4,3
par actif	5,6
Revenu net de la branche agricole	3,2
par actif non salarié	5,8
Evolution du nombre d'UTA ¹ totales	-1,2
Evolution du nombre d'UTA ¹ non salariées	-2,5

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2011 / 2010
Revenu des facteurs de la branche agricole	3,3
par actif	4,6
Revenu net de la branche agricole	2,2
par actif non salarié	4,9
Evolution du prix du PIB	0,9

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2012 (version semi-définitive)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2011	Indice de volume	Volume 2012	Indice de prix	Valeur 2012	Indice de valeur
Blé dur.....	532,1	121,3	645,5	89,3	576,5	108,3
Blé tendre.....	6 413,6	104,6	6 706,3	116,7	7 825,0	122,0
Maïs.....	2 962,5	99,1	2 937,3	114,9	3 374,3	113,9
Orge.....	1 610,3	128,9	2 076,3	107,6	2 234,0	138,7
Autres céréales.....	509,0	112,6	573,0	116,7	668,9	131,4
CEREALES.....	12 027,5	107,6	12 938,4	113,5	14 678,7	122,0
Oléagineux.....	3 210,2	97,2	3 121,4	111,5	3 481,8	108,5
Protéagineux.....	230,3	82,5	190,1	124,8	237,2	103,0
Tabac.....	34,7	87,9	30,5	97,0	29,6	85,3
Betteraves industrielles.....	1 161,7	96,0	1 115,1	105,4	1 175,3	101,2
Autres plantes industrielles.....	371,7	112,6	418,7	98,3	411,4	110,7
PLANTES INDUSTRIELLES.....	5 008,6	97,3	4 875,8	109,4	5 335,3	106,5
Maïs fourrage.....	944,6	95,9	905,5	104,0	941,4	99,7
Autres fourrages.....	4 665,9	123,4	5 755,5	81,9	4 715,9	101,1
PLANTES FOURRAGERES.....	5 610,5	118,7	6 661,0	84,9	5 657,3	100,8
Légumes frais.....	2 673,2	99,3	2 655,6	110,6	2 937,2	109,9
Plantes et fleurs.....	2 440,6	101,7	2 481,8	103,0	2 556,4	104,7
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 113,8	100,5	5 137,4	106,9	5 493,6	107,4
POMMES DE TERRE.....	1 381,0	83,3	1 150,2	179,8	2 067,7	149,7
FRUITS.....	2 596,5	92,0	2 389,9	114,9	2 746,7	105,8
Vins de champagne.....	2 963,7	72,2	2 139,3	103,2	2 207,7	74,5
dont vins calmes.....	2 158,3	63,6	1 373,4	103,5	1 421,8	65,9
dont champagne.....	805,4	95,1	765,9	102,6	785,9	97,6
Autres vins d'appellation.....	5 772,1	87,0	5 023,5	108,8	5 467,1	94,7
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	8 735,8	82,0	7 162,8	107,1	7 674,8	87,9
Vins pour eaux de vie AOC.....	882,7	91,2	804,6	109,3	879,2	99,6
dont vins de distillation.....	175,9	85,3	150,0	114,9	172,4	98,0
dont cognac.....	706,8	92,6	654,6	108,0	706,8	100,0
Autres vins de distillation.....	21,9	83,6	18,3	100,0	18,3	83,6
Vins de table et de pays.....	1 481,9	76,3	1 131,0	108,0	1 222,0	82,5
AUTRES VINS.....	2 386,5	81,9	1 953,9	108,5	2 119,5	88,8
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	42 860,2	98,6	42 269,4	108,3	45 773,6	106,8
Gros bovins.....	5 547,1	96,4	5 346,7	114,7	6 133,5	110,6
Veaux.....	1 275,6	94,8	1 209,6	102,6	1 241,3	97,3
Ovins-caprins.....	676,2	96,0	649,0	103,5	671,8	99,3
Equidés.....	55,5	78,0	43,3	69,1	29,9	53,9
Porcins.....	3 175,7	98,1	3 113,8	110,0	3 426,1	107,9
BETAIL.....	10 730,1	96,6	10 362,4	111,0	11 502,6	107,2
Volailles.....	3 528,1	98,6	3 479,4	101,7	3 537,0	100,3
Œufs.....	1 084,4	100,8	1 093,4	137,1	1 499,2	138,3
PRODUITS AVICOLES.....	4 612,5	99,1	4 572,8	110,1	5 036,2	109,2
Lait et produits laitiers.....	9 154,5	98,3	8 998,5	96,9	8 719,5	95,2
dont lait.....	8 835,4	98,2	8 675,9	96,9	8 403,5	95,1
dont produits laitiers.....	319,1	101,1	322,6	98,0	316,0	99,0
Autres produits de l'élevage.....	670,6	91,9	616,1	101,2	623,6	93,0
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	9 825,1	97,9	9 614,6	97,2	9 343,1	95,1
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	25 167,7	97,5	24 549,8	105,4	25 881,9	102,8
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	68 027,9	98,2	66 819,2	107,2	71 655,5	105,3
Activités principales de travaux agricoles.....	3 961,7	103,1	4 085,9	102,5	4 187,8	105,7
Activités secondaires de services.....	213,2	85,7	182,7	102,3	186,9	87,7
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	4 174,9	102,2	4 268,6	102,5	4 374,7	104,8
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	72 202,8	98,5	71 087,8	107,0	76 030,2	105,3
dont production des activités secondaires.....	2 044,5	94,2	1 925,8	103,6	1 995,6	97,6

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2012 (version semi-définitive)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2011	Indice de volume	Volume 2012	Indice de prix	Valeur 2012	Indice de valeur
Blé dur.....	7,3	120,5	8,8	78,4	6,9	94,5
Blé tendre.....	2,1	104,8	2,2	0,0	0,0	0,0
Maïs.....						
Orge.....						
Autres céréales.....	7,1	97,2	6,9	0,0	0,0	0,0
CEREALES.....	16,5	108,5	17,9	38,5	6,9	41,8
Oléagineux.....						
Protéagineux.....	56,0	82,5	46,2	89,2	41,2	73,6
Tabac.....						
Betteraves industrielles.....						
Autres plantes industrielles.....	90,8	91,0	82,6	105,1	86,8	95,6
PLANTES INDUSTRIELLES.....	146,8	87,7	128,8	105,6	136,0	92,6
Maïs fourrage.....						
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....						
Légumes frais.....	10,5	99,0	10,4	42,3	4,4	41,9
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	10,5	99,0	10,4	42,3	4,4	41,9
POMMES DE TERRE.....	15,0	98,7	14,8	0,0	0,0	0,0
FRUITS.....	165,5	84,2	139,3	121,1	168,7	101,9
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	354,3	87,8	311,2	101,5	316,0	89,2
Gros bovins.....	660,0	96,4	636,5	99,0	630,3	95,5
Veaux.....						
Ovins-caprins.....	122,9	95,9	117,9	103,9	122,5	99,7
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	782,9	96,4	754,4	99,8	752,8	96,2
Volailles.....	2,1	109,5	2,3	91,3	2,1	100,0
Œufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	2,1	109,5	2,3	91,3	2,1	100,0
Lait et produits laitiers.....	2,3	95,7	2,2	104,5	2,3	100,0
dont lait.....	2,3	95,7	2,2	104,5	2,3	100,0
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	2,3	95,7	2,2	104,5	2,3	100,0
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	787,3	96,4	758,9	99,8	757,2	96,2
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	1 141,6	93,7	1 070,1	100,3	1 073,2	94,0
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	1 141,6	93,7	1 070,1	100,3	1 073,2	94,0
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2012 (version semi-définitive)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2011	Indice de volume	Volume 2012	Indice de prix	Valeur 2012	Indice de valeur
Blé dur.....	539,4	121,3	654,3	89,2	583,4	108,2
Blé tendre.....	6 415,7	104,6	6 708,5	116,6	7 825,0	122,0
Maïs.....	2 962,5	99,1	2 937,3	114,9	3 374,3	113,9
Orge.....	1 610,3	128,9	2 076,3	107,6	2 234,0	138,7
Autres céréales.....	516,1	112,4	579,9	115,3	668,9	129,6
CEREALES.....	12 044,0	107,6	12 956,3	113,3	14 685,6	121,9
Oléagineux.....	3 210,2	97,2	3 121,4	111,5	3 481,8	108,5
Protéagineux.....	286,3	82,5	236,3	117,8	278,4	97,2
Tabac.....	34,7	87,9	30,5	123,3	37,6	108,4
Betteraves industrielles.....	1 161,7	96,0	1 115,1	105,4	1 175,3	101,2
Autres plantes industrielles.....	462,5	108,4	501,3	99,4	498,2	107,7
PLANTES INDUSTRIELLES.....	5 155,4	97,1	5 004,6	109,3	5 471,3	106,1
Maïs fourrage.....	944,6	95,9	905,5	104,0	941,4	99,7
Autres fourrages.....	4 665,9	123,4	5 755,5	81,9	4 715,9	101,1
PLANTES FOURRAGERES.....	5 610,5	118,7	6 661,0	84,9	5 657,3	100,8
Légumes frais.....	2 683,7	99,3	2 666,0	110,3	2 941,6	109,6
Plantes et fleurs.....	2 440,6	101,7	2 481,8	103,0	2 556,4	104,7
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 124,3	100,5	5 147,8	106,8	5 498,0	107,3
POMMES DE TERRE.....	1 396,0	83,5	1 165,0	177,5	2 067,7	148,1
FRUITS.....	2 762,0	91,6	2 529,2	115,3	2 915,4	105,6
Vins de champagne.....	2 963,7	72,2	2 139,3	103,2	2 207,7	74,5
dont vins calmes.....	2 158,3	63,6	1 373,4	103,5	1 421,8	65,9
dont champagne.....	805,4	95,1	765,9	102,6	785,9	97,6
Autres vins d'appellation.....	5 772,1	87,0	5 023,5	108,8	5 467,1	94,7
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	8 735,8	82,0	7 162,8	107,1	7 674,8	87,9
Vins pour eaux de vie AOC.....	882,7	91,2	804,6	109,3	879,2	99,6
dont vins de distillation.....	175,9	85,3	150,0	114,9	172,4	98,0
dont cognac.....	706,8	92,6	654,6	108,0	706,8	100,0
Autres vins de distillation.....	21,9	83,6	18,3	100,0	18,3	83,6
Vins de table et de pays.....	1 481,9	76,3	1 131,0	108,0	1 222,0	82,5
AUTRES VINS.....	2 386,5	81,9	1 953,9	108,5	2 119,5	88,8
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	43 214,5	98,5	42 580,6	108,2	46 089,6	106,7
Gros bovins.....	6 207,1	96,4	5 983,2	113,0	6 763,8	109,0
Veaux.....	1 275,6	94,8	1 209,6	102,6	1 241,3	97,3
Ovins-caprins.....	799,1	96,0	766,9	103,6	794,3	99,4
Equidés.....	55,5	78,0	43,3	69,1	29,9	53,9
Porcins.....	3 175,7	98,1	3 113,8	110,0	3 426,1	107,9
BETAIL.....	11 513,0	96,6	11 116,8	110,2	12 255,4	106,4
Volailles.....	3 530,2	98,6	3 481,7	101,6	3 539,1	100,3
Œufs.....	1 084,4	100,8	1 093,4	137,1	1 499,2	138,3
PRODUITS AVICOLES.....	4 614,6	99,1	4 575,1	110,1	5 038,3	109,2
Lait et produits laitiers.....	9 156,8	98,3	9 000,7	96,9	8 721,8	95,2
dont lait.....	8 837,7	98,2	8 678,1	96,9	8 405,8	95,1
dont produits laitiers.....	319,1	101,1	322,6	98,0	316,0	99,0
Autres produits de l'élevage.....	670,6	91,9	616,1	101,2	623,6	93,0
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	9 827,4	97,9	9 616,8	97,2	9 345,4	95,1
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	25 955,0	97,5	25 308,7	105,3	26 639,1	102,6
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	69 169,5	98,1	67 889,3	107,1	72 728,7	105,1
Activités principales de travaux agricoles.....	3 961,7	103,1	4 085,9	102,5	4 187,8	105,7
Activités secondaires de services.....	213,2	85,7	182,7	102,3	186,9	87,7
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	4 174,9	102,2	4 268,6	102,5	4 374,7	104,8
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	73 344,4	98,4	72 157,9	106,9	77 103,4	105,1
dont production des activités secondaires.....	2 044,5	94,2	1 925,8	103,6	1 995,6	97,6

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2012 (version semi-définitive)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2011	Indice de volume	Volume 2012	Indice de prix	Valeur 2012	Indice de valeur
Semences et plants	2 408,4	100,9	2 429,6	101,3	2 461,6	102,2
Energie et lubrifiants	4 057,3	100,3	4 068,6	112,3	4 567,2	112,6
Engrais et amendements	3 895,6	101,5	3 955,9	114,5	4 530,2	116,3
Produits de protection des cultures	2 743,1	107,2	2 939,6	100,2	2 945,8	107,4
Dépenses vétérinaires	1 510,2	95,3	1 438,6	103,0	1 481,2	98,1
Aliments pour animaux	15 307,6	106,7	16 329,8	98,4	16 065,2	104,9
<i>dont : intraconsommés</i>	6 951,8	115,4	8 020,7	89,6	7 184,5	103,3
<i>achetés en dehors de la branche</i>	8 355,8	99,4	8 309,1	106,9	8 880,7	106,3
Entretien du matériel	3 128,9	102,0	3 192,5	103,0	3 287,8	105,1
Entretien des bâtiments	326,0	102,6	334,6	102,3	342,3	105,0
Services de travaux agricoles	3 961,7	103,1	4 086,0	102,5	4 187,8	105,7
Autres biens et services	6 902,6	99,8	6 886,7	103,1	7 098,2	102,8
<i>dont : SIFIM</i>	788,8	102,6	809,3	117,9	954,4	121,0
Total	44 241,4	103,2	45 661,9	102,9	46 967,3	106,2

Source : Insee

Tableau 5
Compte de production

En millions d'euros

	Valeur 2011	Indice de valeur	Valeur 2012
Production	73 344,4	105,1	77 103,4
(-) Consommations intermédiaires	44 241,4	106,2	46 967,3
(=) Valeur ajoutée brute	29 103,0	103,5	30 136,1
(-) Consommation de capital fixe	10 623,2	103,3	10 976,0
(=) Valeur ajoutée nette	18 479,8	103,7	19 160,1

Source : Insee

Tableau 6
Compte d'exploitation

En millions d'euros

	Valeur 2011	Indice de valeur	Valeur 2012
Valeur ajoutée nette	18 479,8	103,7	19 160,1
(+) Subventions d'exploitation	8 677,2	96,7	8 388,0
<i>dont : bonifications d'intérêts</i>	46,5	234,2	108,9
(-) Autres impôts sur la production	1 432,8	109,9	1 574,2
Impôts fonciers	875,4	112,6	985,5
Autres	557,4	105,6	588,7
(=) Revenu des facteurs de la branche agricole	25 724,2	101,0	25 973,9
(-) Rémunération des salariés	7 331,5	104,0	7 621,6
Salaires	6 034,2	103,3	6 236,2
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 297,3	106,8	1 385,4
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	18 392,7	99,8	18 352,3

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2011	Indice de valeur	Valeur 2012
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	18 392,7	99,8	18 352,3
(-) Intérêts ¹	1 076,9	93,2	1 003,5
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 822,3	101,5	1 849,0
(-) Charges locatives nettes ²	2 314,1	105,4	2 439,2
(=) Revenu net de la branche agricole	15 001,7	99,4	14 909,6

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2012 / 2011
Revenu des facteurs de la branche agricole	1,0
par actif	2,4
Revenu net de la branche agricole	-0,6
par actif non salarié	1,4
Evolution du nombre d'UTA ¹ totales	-1,4
Evolution du nombre d'UTA ¹ non salariées	-2,0

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2012 / 2011
Revenu des facteurs de la branche agricole	-0,2
par actif	1,2
Revenu net de la branche agricole	-1,8
par actif non salarié	0,2
Evolution du prix du PIB	1,2

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2013 (version provisoire)

Tableau 1 - Production hors subventions

En millions d'euros

	Valeur 2012	Indice de volume	Volume 2013	Indice de prix	Valeur 2013	Indice de valeur
Blé dur.....	576,5	74,1	427,1	87,5	373,9	64,9
Blé tendre.....	7 825,0	103,8	8 125,8	78,5	6 379,8	81,5
Maïs.....	3 374,3	99,2	3 348,4	73,7	2 467,6	73,1
Orge.....	2 234,0	91,0	2 032,5	78,5	1 595,8	71,4
Autres céréales.....	668,9	91,4	611,3	76,2	465,9	69,7
CEREALES.....	14 678,7	99,1	14 545,1	77,6	11 283,0	76,9
Oléagineux.....	3 481,8	85,4	2 972,0	75,2	2 235,5	64,2
Protéagineux.....	237,2	89,2	211,5	82,0	173,4	73,1
Tabac.....	29,6	78,4	23,2	117,7	27,3	92,2
Betteraves industrielles.....	1 175,3	94,9	1 115,8	89,7	1 000,4	85,1
Autres plantes industrielles.....	411,4	95,1	391,2	103,6	405,3	98,5
PLANTES INDUSTRIELLES.....	5 335,3	88,3	4 713,7	81,5	3 841,9	72,0
Maïs fourrage.....	941,4	102,7	966,6	108,3	1 046,9	111,2
Autres fourrages.....	4 715,9	98,1	4 625,0	105,7	4 890,5	103,7
PLANTES FOURRAGERES.....	5 657,3	98,8	5 591,6	106,2	5 937,4	105,0
Légumes frais.....	2 937,2	99,7	2 927,0	96,6	2 826,8	96,2
Plantes et fleurs.....	2 556,4	94,6	2 417,3	101,9	2 463,0	96,3
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 493,6	97,3	5 344,3	99,0	5 289,8	96,3
POMMES DE TERRE.....	2 067,7	108,0	2 232,7	86,8	1 937,8	93,7
FRUITS.....	2 746,7	104,2	2 862,2	105,1	3 008,2	109,5
Vins de champagne.....	2 207,7	125,5	2 769,9	102,0	2 825,3	128,0
dont vins calmes.....	1 421,8	141,3	2 009,2	101,9	2 047,9	144,0
dont champagne.....	785,9	96,8	760,7	102,2	777,4	98,9
Autres vins d'appellation.....	5 467,1	92,6	5 060,5	109,5	5 539,6	101,3
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 674,8	102,0	7 830,4	106,8	8 364,9	109,0
Vins pour eaux de vie AOC.....	879,2	95,7	841,4	106,5	895,7	101,9
dont vins de distillation.....	172,4	72,2	124,5	106,3	132,4	76,8
dont cognac.....	706,8	101,4	716,9	106,5	763,3	108,0
Autres vins de distillation.....	18,3	100,0	18,3	102,7	18,8	102,7
Vins de table et de pays.....	1 222,0	105,7	1 291,2	106,0	1 369,2	112,0
AUTRES VINS.....	2 119,5	101,5	2 150,9	106,2	2 283,7	107,7
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	45 773,6	98,9	45 270,9	92,7	41 946,7	91,6
Gros bovins.....	6 133,5	98,7	6 055,1	104,2	6 310,4	102,9
Veaux.....	1 241,3	96,0	1 192,0	100,8	1 201,0	96,8
Ovins-caprins.....	671,8	95,5	641,8	106,6	683,9	101,8
Equidés.....	29,9	129,4	38,7	150,4	58,2	194,6
Porcins.....	3 426,1	99,3	3 401,9	101,4	3 450,2	100,7
BETAIL.....	11 502,6	98,5	11 329,5	103,3	11 703,7	101,7
Volailles.....	3 537,0	98,7	3 489,9	105,3	3 676,2	103,9
Œufs.....	1 499,2	110,5	1 656,6	74,1	1 227,2	81,9
PRODUITS AVICOLES.....	5 036,2	102,2	5 146,5	95,3	4 903,4	97,4
Lait et produits laitiers.....	8 719,5	98,6	8 594,0	106,8	9 182,3	105,3
dont lait.....	8 403,5	98,5	8 277,8	106,8	8 841,7	105,2
dont produits laitiers.....	316,0	100,1	316,2	107,7	340,6	107,8
Autres produits de l'élevage.....	623,6	100,3	625,5	101,7	636,0	102,0
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	9 343,1	98,7	9 219,5	106,5	9 818,3	105,1
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	25 881,9	99,3	25 695,5	102,8	26 425,4	102,1
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	71 655,5	99,0	70 966,4	96,3	68 372,1	95,4
Activités principales de travaux agricoles.....	4 187,8	100,1	4 192,1	102,4	4 293,6	102,5
Activités secondaires de services.....	186,9	100,0	186,9	102,6	191,8	102,6
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	4 374,7	100,1	4 379,0	102,4	4 485,4	102,5
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	76 030,2	99,1	75 345,4	96,7	72 857,5	95,8
dont production des activités secondaires.....	1 995,6	99,3	1 980,7	104,7	2 073,1	103,9

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2013 (version provisoire)

Tableau 2 - Subventions sur les produits

En millions d'euros

	Valeur 2012	Indice de volume	Volume 2013	Indice de prix	Valeur 2013	Indice de valeur
Blé dur.....	6,9	73,9	5,1	135,3	6,9	100,0
Blé tendre.....						
Maïs.....						
Orge.....						
Autres céréales.....						
CEREALES.....	6,9	73,9	5,1	135,3	6,9	100,0
Oléagineux.....						
Protéagineux.....	41,2	89,1	36,7	110,6	40,6	98,5
Tabac.....	8,0	77,5	6,2	127,4	7,9	
Betteraves industrielles.....						
Autres plantes industrielles.....	86,8	90,0	78,1	106,5	83,2	95,9
PLANTES INDUSTRIELLES.....	136,0	89,0	121,0	108,8	131,7	96,8
Maïs fourrage.....						
Autres fourrages.....						
PLANTES FOURRAGERES.....						
Légumes frais.....	4,4	100,0	4,4	100,0	4,4	100,0
Plantes et fleurs.....						
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	4,4	100,0	4,4	100,0	4,4	100,0
POMMES DE TERRE.....						
FRUITS.....	168,7	84,9	143,2	107,7	154,2	91,4
Vins de champagne.....						
dont vins calmes.....						
dont champagne.....						
Autres vins d'appellation.....						
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....						
Vins pour eaux de vie AOC.....						
dont vins de distillation.....						
dont cognac.....						
Autres vins de distillation.....						
Vins de table et de pays.....						
AUTRES VINS.....						
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	316,0	86,6	273,7	108,6	297,2	94,1
Gros bovins.....	630,3	98,7	622,0	102,6	637,9	101,2
Veaux.....						
Ovins-caprins.....	122,5	95,5	117,0	104,5	122,3	99,8
Equidés.....						
Porcins.....						
BETAIL.....	752,8	98,2	739,0	102,9	760,2	101,0
Volailles.....	2,1	109,5	2,3	91,3	2,1	100,0
Œufs.....						
PRODUITS AVICOLES.....	2,1	109,5	2,3	91,3	2,1	100,0
Lait et produits laitiers.....	2,3	100,0	2,3	95,7	2,2	95,7
dont lait.....	2,3	100,0	2,3	95,7	2,2	95,7
dont produits laitiers.....						
Autres produits de l'élevage.....						
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	2,3	100,0	2,3	95,7	2,2	95,7
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	757,2	98,2	743,6	102,8	764,5	101,0
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	1073,2	94,8	1017,3	104,4	1061,7	98,9
Activités principales de travaux agricoles.....						
Activités secondaires de services.....						
PRODUCTION DE SERVICES (4).....						
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	1073,2	94,8	1017,3	104,4	1061,7	98,9
dont production des activités secondaires.....						

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2013 (version provisoire)

Tableau 3 - Production au prix de base

En millions d'euros

	Valeur 2012	Indice de volume	Volume 2013	Indice de prix	Valeur 2013	Indice de valeur
Blé dur.....	583,4	74,1	432,2	88,1	380,8	65,3
Blé tendre.....	7 825,0	103,8	8 125,8	78,5	6 379,8	81,5
Maïs.....	3 374,3	99,2	3 348,4	73,7	2 467,6	73,1
Orge.....	2 234,0	91,0	2 032,5	78,5	1 595,8	71,4
Autres céréales.....	668,9	91,4	611,3	76,2	465,9	69,7
CEREALES.....	14 685,6	99,1	14 550,2	77,6	11 289,9	76,9
Oléagineux.....	3 481,8	85,4	2 972,0	75,2	2 235,5	64,2
Protéagineux.....	278,4	89,2	248,2	86,2	214,0	76,9
Tabac.....	37,6	78,2	29,4	119,7	35,2	93,6
Betteraves industrielles.....	1 175,3	94,9	1 115,8	89,7	1 000,4	85,1
Autres plantes industrielles.....	498,2	94,2	469,3	104,1	488,5	98,1
PLANTES INDUSTRIELLES.....	5 471,3	88,4	4 834,7	82,2	3 973,6	72,6
Maïs fourrage.....	941,4	102,7	966,6	108,3	1 046,9	111,2
Autres fourrages.....	4 715,9	98,1	4 625,0	105,7	4 890,5	103,7
PLANTES FOURRAGERES.....	5 657,3	98,8	5 591,6	106,2	5 937,4	105,0
Légumes frais.....	2 941,6	99,7	2 931,4	96,6	2 831,2	96,2
Plantes et fleurs.....	2 556,4	94,6	2 417,3	101,9	2 463,0	96,3
PRODUITS MARAICHERS ET HORTICOLES.....	5 498,0	97,3	5 348,7	99,0	5 294,2	96,3
POMMES DE TERRE.....	2 067,7	108,0	2 232,7	86,8	1 937,8	93,7
FRUITS.....	2 915,4	103,1	3 005,4	105,2	3 162,4	108,5
Vins de champagne.....	2 207,7	125,5	2 769,9	102,0	2 825,3	128,0
dont vins calmes.....	1 421,8	141,3	2 009,2	101,9	2 047,9	144,0
dont champagne.....	785,9	96,8	760,7	102,2	777,4	98,9
Autres vins d'appellation.....	5 467,1	92,6	5 060,5	109,5	5 539,6	101,3
VINS D'APPELLATION D'ORIGINE.....	7 674,8	102,0	7 830,4	106,8	8 364,9	109,0
Vins pour eaux de vie AOC.....	879,2	95,7	841,4	106,5	895,7	101,9
dont vins de distillation.....	172,4	72,2	124,5	106,3	132,4	76,8
dont cognac.....	706,8	101,4	716,9	106,5	763,3	108,0
Autres vins de distillation.....	18,3	100,0	18,3	102,7	18,8	102,7
Vins de table et de pays.....	1 222,0	105,7	1 291,2	106,0	1 369,2	112,0
AUTRES VINS.....	2 119,5	101,5	2 150,9	106,2	2 283,7	107,7
PRODUITS VEGETAUX BRUTS ET TRANSFORMES (1).....	46 089,6	98,8	45 544,6	92,8	42 243,9	91,7
Gros bovins.....	6 763,8	98,7	6 677,1	104,1	6 948,3	102,7
Veaux.....	1 241,3	96,0	1 192,0	100,8	1 201,0	96,8
Ovins-caprins.....	794,3	95,5	758,8	106,2	806,2	101,5
Equidés.....	29,9	129,4	38,7	150,4	58,2	194,6
Porcins.....	3 426,1	99,3	3 401,9	101,4	3 450,2	100,7
BETAIL.....	12 255,4	98,5	12 068,5	103,3	12 463,9	101,7
Volailles.....	3 539,1	98,7	3 492,2	105,3	3 678,3	103,9
Œufs.....	1 499,2	110,5	1 656,6	74,1	1 227,2	81,9
PRODUITS AVICOLES.....	5 038,3	102,2	5 148,8	95,3	4 905,5	97,4
Lait et produits laitiers.....	8 721,8	98,6	8 596,3	106,8	9 184,5	105,3
dont lait.....	8 405,8	98,5	8 280,1	106,8	8 843,9	105,2
dont produits laitiers.....	316,0	100,1	316,2	107,7	340,6	107,8
Autres produits de l'élevage.....	623,6	100,3	625,5	101,7	636,0	102,0
AUTRES PRODUITS ANIMAUX.....	9 345,4	98,7	9 221,8	106,5	9 820,5	105,1
PRODUITS ANIMAUX BRUTS ET TRANSFORMES (2).....	26 639,1	99,2	26 439,1	102,8	27 189,9	102,1
TOTAL DES BIENS AGRICOLES (3)=(1)+(2).....	72 728,7	99,0	71 983,7	96,5	69 433,8	95,5
Activités principales de travaux agricoles.....	4 187,8	100,1	4 192,1	102,4	4 293,6	102,5
Activités secondaires de services.....	186,9	100,0	186,9	102,6	191,8	102,6
PRODUCTION DE SERVICES (4).....	4 374,7	100,1	4 379,0	102,4	4 485,4	102,5
TOTAL PRODUCTION DE LA BRANCHE (5)=(3)+(4).....	77 103,4	99,0	76 362,7	96,8	73 919,2	95,9
dont production des activités secondaires.....	1 995,6	99,3	1 980,7	104,7	2 073,1	103,9

Source : Insee

Compte de la branche agriculture en 2013 (version provisoire)

Tableau 4 – Consommations intermédiaires

En millions d'euros

	Valeur 2012	Indice de volume	Volume 2013	Indice de prix	Valeur 2013	Indice de valeur
Semences et plants	2 461,6	102,2	2 515,5	102,9	2 588,4	105,2
Energie et lubrifiants	4 567,2	100,5	4 590,5	97,9	4 493,0	98,4
Engrais et amendements	4 530,2	107,5	4 869,4	101,0	4 919,0	108,6
Produits de protection des cultures	2 945,8	101,0	2 975,4	100,7	2 994,8	101,7
Dépenses vétérinaires	1 481,2	95,2	1 410,0	103,1	1 454,1	98,2
Aliments pour animaux	16 065,2	99,8	16 029,9	104,5	16 744,5	104,2
<i>dont : intraconsommés</i>	<i>7 184,5</i>	<i>101,1</i>	<i>7 260,7</i>	<i>103,5</i>	<i>7 512,4</i>	<i>104,6</i>
<i> achetés en dehors de la branche</i>	<i>8 880,7</i>	<i>98,7</i>	<i>8 769,2</i>	<i>105,3</i>	<i>9 232,1</i>	<i>104,0</i>
Entretien du matériel	3 287,8	100,5	3 302,8	103,0	3 403,0	103,5
Entretien des bâtiments	342,3	100,0	342,3	101,1	346,0	101,1
Services de travaux agricoles	4 187,8	100,1	4 192,1	102,4	4 293,6	102,5
Autres biens et services	7 098,2	99,9	7 092,7	101,1	7 171,8	101,0
<i>dont : SIFIM</i>	<i>954,4</i>	<i>101,0</i>	<i>964,0</i>	<i>99,2</i>	<i>956,7</i>	<i>100,2</i>
Total	46 967,3	100,8	47 320,6	102,3	48 408,2	103,1

Source : Insee

**Tableau 5
Compte de production**

En millions d'euros

	Valeur 2012	Indice de valeur	Valeur 2013
Production	77 103,4	95,9	73 919,2
(-) Consommations intermédiaires	46 967,3	103,1	48 408,2
(=) Valeur ajoutée brute	30 136,1	84,7	25 511,0
(-) Consommation de capital fixe	10 976,0	101,8	11 169,5
(=) Valeur ajoutée nette	19 160,1	74,9	14 341,5

Source : Insee

**Tableau 6
Compte d'exploitation**

En millions d'euros

	Valeur 2012	Indice de valeur	Valeur 2013
Valeur ajoutée nette	19 160,1	74,9	14 341,5
(+) Subventions d'exploitation	8 388,0	96,2	8 067,9
<i>dont : bonifications d'intérêts</i>	<i>108,9</i>	<i>27,5</i>	<i>29,9</i>
(-) Autres impôts sur la production	1 574,2	102,1	1 607,1
Impôts fonciers	985,5	101,1	996,7
Autres	588,7	103,7	610,4
(=) Revenu des facteurs de la branche agricole	25 973,9	80,1	20 802,3
(-) Rémunération des salariés	7 621,6	102,8	7 834,3
Salaires	6 236,2	102,8	6 410,2
Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 385,4	102,8	1 424,1
(=) Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	18 352,3	70,7	12 968,0

Source : Insee

Tableau 7
Compte de revenu d'entreprise

En millions d'euros

	Valeur 2012	Indice de valeur	Valeur 2013
Revenu mixte net ou excédent net d'exploitation	18 352,3	70,7	12 968,0
(-) Intérêts ¹	1 003,5	87,9	882,1
(pour mémoire : intérêts dus par la branche)	1 849,0	98,2	1 815,1
(-) Charges locatives nettes ²	2 439,2	103,9	2 534,7
(=) Revenu net de la branche agricole	14 909,6	64,1	9 551,2

1. Intérêts (y compris bonifications) hors SIFIM.

2. Hors impôts fonciers sur les terres en fermage.

Source : Insee

Tableau 8
Indicateurs de revenu

Evolution annuelle en %

	2013 / 2012
Revenu des facteurs de la branche agricole	-19,9
par actif	-19,2
Revenu net de la branche agricole	-35,9
par actif non salarié	-34,5
Evolution du nombre d'UTA ¹ totales	-0,9
Evolution du nombre d'UTA ¹ non salariées	-2,2

1. UTA : unité de travail annuel (équivalent temps complet de l'agriculture).

Source : Insee

Tableau 9
Indicateurs de revenu en termes réels¹

Evolution annuelle en %

	2013 / 2012
Revenu des facteurs de la branche agricole	-20,5
par actif	-19,8
Revenu net de la branche agricole	-36,4
par actif non salarié	-35,0
Evolution du prix du PIB	0,8

1. Déflaté de l'indice de prix du PIB.

Source : Insee

ÉLÉMENTS DU COMPTE DE CAPITAL, INVESTISSEMENT AGRICOLE

Tableau 1 - Éléments du compte de capital

Tableau 2 - Variations de stocks producteurs et FBCF : ventilation par produits

Tableau 1 – Formation brute de capital fixe à prix courants

Tableau 2 – Formation brute de capital fixe à prix constants 2010

Tableau 3 – Consommation de capital fixe à prix courants

Tableau 4 – Consommation de capital fixe à prix constants 2010

Le cadre comptable du compte spécifique de la branche agriculture est présenté selon une séquence de trois comptes : le compte de production, le compte d'exploitation et le compte de revenu d'entreprise.

Par ailleurs, un certain nombre d'éléments du compte de capital sont évalués. Il s'agit des postes suivants :

- la formation brute de capital fixe (FBCF) de la branche agriculture en produits agricoles (bétail et plantations) et en produits non agricoles (matériels, bâtiments et autres produits).
- la consommation de capital fixe (CCF) de la branche agriculture qui concerne les plantations, les matériels, les bâtiments et les autres produits du capital fixe.
- les variations de stocks, qui comprennent les variations de stocks *producteurs* et les variations de stocks *utilisateurs* de la branche agriculture. Ces derniers concernent deux produits : d'une part, les semences et d'autre part les engrais, pour lesquels

on mesure la différence entre les achats et la consommation effective au cours de l'exercice.

- les transferts en capital, qui comprennent les aides à l'investissement et les autres transferts en capital. Les aides à l'investissement concernent principalement l'aide à la restructuration du vignoble, des aides liées à l'acquisition de bâtiments agricoles, des aides aux bâtiments d'élevage ainsi que des aides diverses versées par les collectivités territoriales. Les aides à l'investissement comprennent également les contrats territoriaux d'exploitation (CTE) conclus dans le cadre des actions liées à l'installation et à la modernisation des exploitations et, à partir de 2003, les contrats d'agriculture durable (CAD) qui se substituent aux CTE. Les autres transferts en capital sont constitués des aides à la cessation de l'activité laitière, de l'aide à la reconversion du vignoble, de la dotation aux jeunes agriculteurs et d'aides diverses versées par les collectivités territoriales.

Tableau 1
Éléments du compte de capital de 1990 à 2013

En millions d'euros

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Variations des actifs										
Formation brute de capital fixe	7 720	7 183	6 787	6 258	6 737	7 341	7 825	8 032	8 505	8 927
Consommation de capital fixe	6 718	6 952	6 987	6 877	6 892	6 835	6 941	7 064	7 193	7 374
Variations de stocks ¹	439	-1 881	-138	-883	658	235	632	-98	-324	-563
Variations des passifs et de la valeur nette										
Aides à l'investissement	319	366	306	323	241	251	238	198	220	249
Autres transferts en capital	648	556	517	387	422	409	355	194	201	157

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Variations des actifs										
Formation brute de capital fixe	9 066	9 097	8 620	8 465	9 175	9 029	9 404	10 664	11 523	10 185
Consommation de capital fixe	7 790	8 164	8 320	8 526	8 912	9 304	9 509	9 718	10 521	10 263
Variations de stocks ¹	569	-25	-993	-1 033	653	-856	257	959	-710	-1 430
Variations des passifs et de la valeur nette										
Aides à l'investissement	260	288	344	399	361	355	385	281	336	284
Autres transferts en capital	222	238	232	193	171	224	248	276	214	188

	2010	2011	2012	2013
Variations des actifs				
Formation brute de capital fixe	9 969	11 228	12 250	12 567
Consommation de capital fixe	10 270	10 623	10 976	11 170
Variations de stocks ¹	-1 748	-31	-2 690	-5 621
Variations des passifs et de la valeur nette				
Aides à l'investissement	394	353	358	433
Autres transferts en capital	152	136	90	93

1. Variations de stocks producteur et utilisateur.

Source : Insee

Tableau 2

Variations de stocks producteurs et FBCF de 1990 à 2013 : ventilation par produits

En millions d'euros

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Variations de stocks producteurs										
Céréales	-267	231	-127	-510	171	43	212	-122	-101	-139
Plantes industrielles	150	-149	-90	32	37	-28	-18	17	69	-123
Fruits et légumes, pdterre	-56	13	-84	52	239	-58	-18	10	110	-144
Vins	487	-1 821	411	-406	114	147	423	-41	-395	-126
Autres produits végétaux	26	-37	-19	-14	16	15	14	65	19	8
Bétail	82	-79	-165	-16	18	19	10	-76	-10	-26
Total	423	-1 842	-74	-862	595	138	622	-148	-307	-551
FBCF en produits agricoles										
Plantations	848	692	625	541	414	463	432	473	565	629
Bétail	546	308	444	386	544	605	507	387	378	454
Total	1 394	999	1 069	926	958	1 068	939	860	943	1 083

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Variations de stocks producteurs										
Céréales	-21	-106	45	-294	351	-269	358	1 101	-22	-814
Plantes industrielles	-11	-54	24	43	70	-57	-51	98	164	-35
Fruits et légumes, pdterre	9	104	-58	98	-61	46	163	-121	0	-49
Vins	401	143	-628	-628	273	-471	-446	-494	-1 261	-196
Autres produits végétaux	18	-33	24	-11	-9	-72	-14	5	2	-8
Bétail	208	-22	-296	-253	-13	-19	71	150	178	-104
Total	605	32	-889	-1 045	612	-843	81	739	-939	-1 206
FBCF en produits agricoles										
Plantations	581	592	572	514	520	588	449	440	441	407
Bétail	619	475	173	119	254	373	481	618	396	423
Total	1 199	1 067	745	633	774	961	930	1 058	837	830

	2010	2011	2012	2013
Variations de stocks producteurs				
Céréales	620	548	252	-549
Plantes industrielles	56	76	8	-79
Fruits et légumes, pdterre	313	-194	422	-97
Vins	-2 938	-493	-3 535	-4 528
Autres produits végétaux	0	33	0	0
Bétail	-125	-176	-52	-142
Total	-2 073	-208	-2 906	-5 394
FBCF en produits agricoles				
Plantations	509	618	684	561
Bétail	335	201	343	679
Total	843	819	1 027	1 240

Source : Insee

Tableau 3
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture
à prix courants

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	315	260	575	2 714	944	114	3 772	4 348
1981	465	317	781	3 010	1 005	128	4 142	4 923
1982	573	347	920	3 610	1 084	155	4 848	5 769
1983	562	390	953	3 688	1 113	161	4 962	5 915
1984	247	427	674	3 746	1 152	172	5 070	5 743
1985	454	433	887	3 666	1 220	178	5 063	5 951
1986	201	483	684	3 495	1 266	179	4 941	5 625
1987	84	580	664	3 659	1 318	178	5 156	5 820
1988	311	491	803	4 231	1 471	183	5 885	6 688
1989	208	591	799	4 679	1 528	201	6 408	7 207
1990	546	847	1 393	4 469	1 653	204	6 327	7 719
1991	308	691	999	4 182	1 804	197	6 183	7 182
1992	444	624	1 068	3 783	1 745	190	5 718	6 786
1993	386	541	926	3 589	1 553	190	5 332	6 258
1994	544	414	958	4 030	1 556	192	5 779	6 737
1995	605	463	1 068	4 350	1 711	211	6 273	7 341
1996	507	432	939	4 774	1 892	220	6 887	7 825
1997	387	473	860	5 000	1 937	234	7 172	8 032
1998	378	565	943	5 276	2 028	259	7 563	8 505
1999	454	629	1 083	5 389	2 187	268	7 844	8 927
2000	619	580	1 199	5 322	2 274	271	7 867	9 066
2001	475	592	1 067	5 057	2 700	272	8 030	9 097
2002	173	572	745	5 065	2 510	299	7 875	8 620
2003	119	514	633	5 228	2 285	319	7 832	8 465
2004	254	520	774	5 945	2 128	328	8 400	9 175
2005	373	588	961	5 611	2 118	338	8 067	9 029
2006	473	449	922	5 740	2 370	364	8 475	9 396
2007	541	440	981	6 577	2 639	390	9 605	10 587
2008	554	441	995	7 571	2 696	420	10 687	11 682
2009	423	407	830	6 498	2 466	391	9 354	10 184
2010	335	509	843	6 389	2 332	405	9 126	9 969
2011	201	618	819	7 492	2 487	430	10 409	11 228
2012	343	684	1 027	8 225	2 549	449	11 223	12 250
2013	679	561	1 240	8 533	2 340	453	11 327	12 567

Source : Insee

Tableau 4
Formation brute de capital fixe de la branche agriculture
à prix constants 2010

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	484	763	1 247	6 834	2 777	323	9 934	11 181
1981	417	813	1 230	6 659	2 673	323	9 655	10 885
1982	483	782	1 265	7 123	2 556	355	10 035	11 300
1983	467	826	1 292	6 636	2 445	343	9 424	10 716
1984	199	804	1 004	6 363	2 376	357	9 097	10 100
1985	349	772	1 121	5 999	2 545	360	8 903	10 024
1986	147	779	926	5 454	2 465	362	8 282	9 207
1987	61	983	1 044	5 520	2 521	369	8 409	9 454
1988	256	798	1 054	6 157	2 736	371	9 264	10 318
1989	146	928	1 074	6 601	2 782	381	9 764	10 838
1990	400	1 355	1 755	6 202	2 928	391	9 521	11 276
1991	302	1 094	1 396	5 523	3 063	380	8 967	10 363
1992	405	994	1 399	4 868	2 908	377	8 153	9 552
1993	357	870	1 227	4 649	2 545	391	7 584	8 811
1994	482	660	1 142	5 150	2 532	396	8 079	9 221
1995	590	708	1 298	5 657	2 768	430	8 855	10 153
1996	537	643	1 180	6 145	3 029	440	9 613	10 793
1997	387	691	1 078	6 395	3 035	445	9 874	10 952
1998	375	807	1 182	6 805	3 055	444	10 304	11 486
1999	469	882	1 351	6 880	3 243	443	10 566	11 917
2000	615	786	1 401	6 429	3 255	416	10 100	11 501
2001	513	779	1 292	5 874	3 654	391	9 919	11 211
2002	168	738	906	5 868	3 326	395	9 589	10 495
2003	102	643	745	5 998	2 933	406	9 337	10 082
2004	202	622	824	6 696	2 612	385	9 693	10 517
2005	347	664	1 011	5 998	2 527	383	8 908	9 919
2006	461	490	951	6 103	2 653	399	9 154	10 105
2007	618	468	1 086	6 882	2 834	407	10 122	11 208
2008	404	438	842	7 332	2 714	409	10 455	11 297
2009	420	410	830	6 475	2 509	405	9 389	10 219
2010	335	509	843	6 389	2 332	405	9 126	9 969
2011	170	596	767	7 348	2 382	408	10 139	10 906
2012	256	636	892	8 056	2 375	412	10 844	11 736
2013	564	519	1 083	8 086	2 192	413	10 690	11 773

Source : Insee

Tableau 5
Consommation de capital fixe de la branche agriculture
à prix courants

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	0	251	251	2 589	751	114	3 454	3 706
1981	0	292	292	2 970	853	128	3 951	4 243
1982	0	331	331	3 371	984	155	4 509	4 840
1983	0	359	359	3 717	1 071	161	4 949	5 309
1984	0	405	405	3 927	1 151	172	5 250	5 654
1985	0	434	434	4 038	1 150	177	5 366	5 800
1986	0	494	494	4 180	1 243	179	5 602	6 096
1987	0	483	483	4 259	1 278	178	5 716	6 199
1988	0	489	489	4 383	1 333	182	5 899	6 387
1989	0	518	518	4 523	1 379	200	6 102	6 620
1990	0	510	510	4 566	1 438	204	6 208	6 718
1991	0	527	527	4 702	1 526	196	6 424	6 952
1992	0	529	529	4 695	1 575	189	6 459	6 987
1993	0	527	527	4 557	1 606	187	6 350	6 877
1994	0	531	531	4 550	1 621	190	6 361	6 892
1995	0	551	551	4 436	1 643	205	6 284	6 835
1996	0	561	561	4 484	1 682	214	6 380	6 941
1997	0	570	570	4 529	1 739	227	6 494	7 064
1998	0	581	581	4 527	1 828	256	6 612	7 193
1999	0	595	595	4 635	1 880	264	6 779	7 374
2000	0	612	612	4 935	1 975	268	7 178	7 790
2001	0	626	626	5 130	2 139	269	7 537	8 164
2002	0	634	634	5 175	2 214	297	7 686	8 320
2003	0	646	646	5 239	2 325	317	7 881	8 526
2004	0	667	667	5 395	2 526	324	8 245	8 912
2005	0	698	698	5 676	2 593	336	8 606	9 304
2006	0	704	704	5 719	2 723	363	8 805	9 509
2007	0	703	703	5 880	2 749	386	9 015	9 718
2008	0	731	731	6 474	2 900	416	9 790	10 521
2009	0	701	701	6 328	2 844	390	9 562	10 263
2010	0	690	690	6 335	2 840	405	9 580	10 270
2011	0	705	705	6 567	2 924	427	9 918	10 623
2012	0	723	723	6 858	2 950	445	10 253	10 976
2013	0	713	713	7 116	2 892	449	10 457	11 170

Source : Insee

Tableau 6
Consommation de capital fixe de la branche agriculture
à prix constants 2010

En millions d'euros

	Bétail	Plantations	Produits agricoles	Matériels	Bâtiments	Autres produits	Produits non agricoles	TOTAL
1980	0	700	700	6 502	2 209	323	9 034	9 735
1981	0	714	714	6 559	2 272	323	9 154	9 868
1982	0	725	725	6 643	2 321	355	9 319	10 044
1983	0	738	738	6 676	2 355	343	9 374	10 112
1984	0	747	747	6 677	2 377	357	9 411	10 159
1985	0	755	755	6 637	2 403	359	9 399	10 154
1986	0	762	762	6 544	2 422	362	9 328	10 090
1987	0	776	776	6 451	2 442	368	9 262	10 037
1988	0	782	782	6 406	2 475	371	9 252	10 034
1989	0	793	793	6 396	2 508	381	9 285	10 078
1990	0	819	819	6 355	2 545	391	9 291	10 110
1991	0	836	836	6 262	2 590	379	9 231	10 067
1992	0	847	847	6 121	2 624	376	9 120	9 968
1993	0	853	853	5 969	2 632	387	8 989	9 841
1994	0	849	849	5 864	2 638	393	8 895	9 744
1995	0	844	844	5 806	2 658	424	8 887	9 730
1996	0	836	836	5 793	2 691	433	8 918	9 754
1997	0	832	832	5 809	2 723	437	8 969	9 801
1998	0	830	830	5 867	2 754	441	9 062	9 892
1999	0	833	833	5 942	2 787	439	9 168	10 001
2000	0	828	828	5 987	2 828	413	9 228	10 056
2001	0	824	824	5 993	2 892	388	9 273	10 097
2002	0	818	818	6 001	2 933	393	9 327	10 145
2003	0	808	808	6 017	2 949	404	9 371	10 178
2004	0	797	797	6 087	2 944	382	9 413	10 210
2005	0	788	788	6 093	2 931	381	9 405	10 193
2006	0	769	769	6 102	2 924	397	9 423	10 191
2007	0	748	748	6 173	2 923	403	9 499	10 247
2008	0	727	727	6 279	2 911	404	9 595	10 322
2009	0	706	706	6 314	2 881	405	9 600	10 306
2010	0	690	690	6 334	2 840	405	9 579	10 270
2011	0	680	680	6 438	2 801	406	9 644	10 325
2012	0	672	672	6 584	2 761	407	9 752	10 424
2013	0	660	660	6 742	2 710	408	9 860	10 519

Source : Insee

LES ÉCHANGES EXTÉRIEURS AGROALIMENTAIRES

Graphique 1 – Échanges extérieurs en produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2013

Graphique 2 – Échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires en 2013

Tableau 1 – Détail du commerce extérieur en produits agricoles

Tableau 2 – Détail du commerce extérieur en produits des industries agroalimentaires

Tableau 3 - Exportations, importations et soldes agroalimentaires par zones géographiques, en 2013

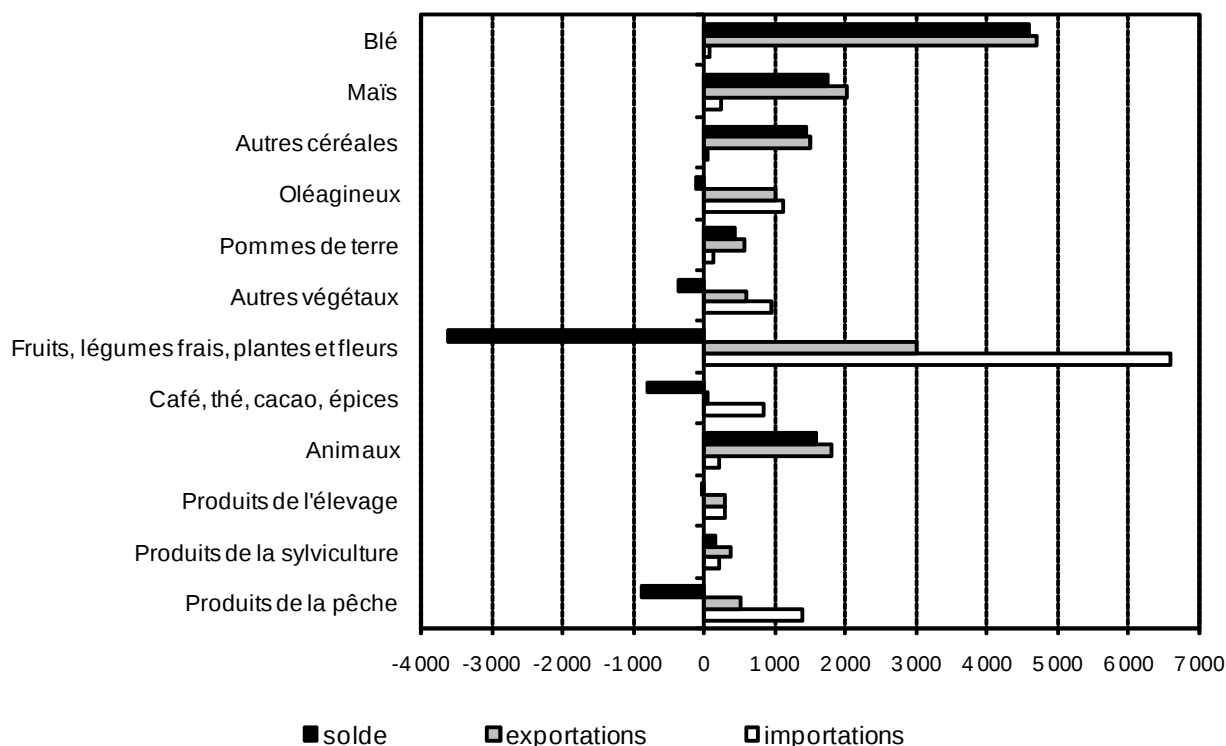
Tableau 4 - Exportations, importations et soldes agroalimentaires avec les pays de l'Union Européenne, en 2013

Tableau 5 - Principaux soldes excédentaires et déficitaires avec les pays tiers en 2013

Graphique 1

Échanges extérieurs en produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en 2013

En millions d'euros



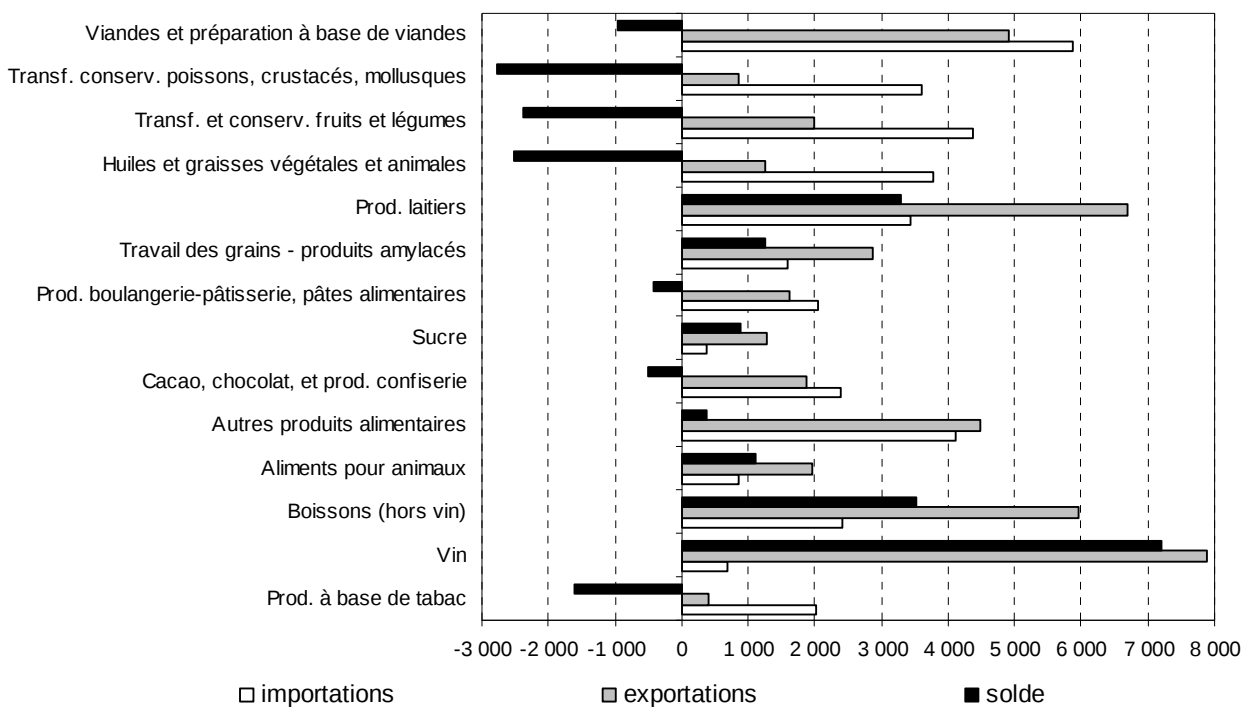
Autres végétaux : protéagineux, tabac, plantes à sucre, autres plantes industrielles, plantes fourragères.

Source : comptes nationaux, Insee

Graphique 2

Échanges extérieurs en produits des industries agroalimentaires en 2013

En millions d'euros



Source : comptes nationaux, Insee

Tableau 1
Détail du commerce extérieur en produits agricoles

Valeurs en millions d'euros, évolutions annuelles en %

Produits de l'agriculture	Exportations 2013		Importations 2013		Solde		
	Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	2012	2013	Écart
Agriculture, sylviculture, pêche (y compris négoce international)	17 238	10,5%	12 278	6,7%	4 094	4 960	866
Agriculture, sylviculture, pêche (hors négoce international), dont	16 571	9,1%	12 278	6,7%	3 683	4 293	610
Agriculture, chasse, services annexes	15 648	9,4%	10 636	6,5%	4 312	5 012	700
Blé dur	443	0,5%	21	31,3%	425	422	-3
Blé tendre	4 259	21,0%	67	8,1%	3 457	4 192	735
Maïs	2 026	6,9%	266	22,0%	1 677	1 760	83
Orge	1 432	36,6%	8	-65,2%	1 025	1 424	399
Autres céréales	81	-9,0%	44	10,0%	49	37	-12
Pommes de terre	583	43,2%	134	47,3%	316	449	133
Oléagineux	1 011	-8,9%	1 122	45,0%	336	-111	-447
Tabac	72	12,5%	129	26,5%	-38	-57	-19
Plantes à sucre	0	—	0	—	0	0	0
Plantes fourragères	51	4,1%	10	-33,3%	34	41	7
Autres plantes industrielles	494	-3,9%	833	-11,6%	-428	-339	89
Légumes frais	1 157	10,8%	2 087	9,4%	-863	-930	-67
Plantes et fleurs	473	6,1%	1 096	1,9%	-630	-623	7
Fruits	1 389	-2,8%	3 429	10,5%	-1 673	-2 040	-367
Café, thé, cacao, épices	70	4,5%	858	-20,3%	-1 010	-788	222
Gros bovins	1 044	-13,2%	36	28,6%	1 175	1 008	-167
Veaux	253	2,0%	25	-28,6%	213	228	15
Ovins, caprins	37	-5,1%	33	3,1%	7	4	-3
Équidés	127	51,2%	80	21,2%	18	47	29
Porcins	123	-3,1%	17	-26,1%	104	106	2
Volailles	224	6,7%	22	-4,3%	187	202	15
Œufs	126	-0,8%	65	-43,0%	13	61	48
Autres produits d'élevage	173	25,4%	254	15,5%	-82	-81	1
Sylviculture, exploitation forestière, services annexes	390	2,9%	231	-0,4%	147	159	12
Pêche, aquaculture	533	3,5%	1 411	9,3%	-776	-878	-102

Source : Douanes, comptes nationaux Insee (données provisoires)

Tableau 2
Détail du commerce extérieur en produits des industries agroalimentaires

Valeurs en millions d'euros, évolutions en %

Produits des industries agroalimentaires	Exportations 2013		Importations 2013		Solde		
	Valeur	Évolution	Valeur	Évolution	2012	2013	Écart
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (y compris négoce International)	44 305	2,0%	37 562	4,1%	7 353	6 743	-610
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (hors négoce International), dont	44 002	1,9%	37 562	4,1%	7 109	6 440	-669
Viande et prod. à base de viande	4 899	0,5%	5 871	2,9%	-831	-972	-141
Viandes de boucherie et d'abattages	2 897	-2,0%	3 742	2,0%	-713	-845	-132
Viandes de volailles sauf lapins et gibiers	1 200	2,8%	1 036	3,2%	163	164	1
Charcuterie et préparations à base de viande	802	7,1%	1 093	6,1%	-281	-291	-10
Prod. transf. poisson, crustacés, mollusques	853	2,3%	3 615	4,3%	-2 633	-2 762	-129
Transf. et conserv. de fruits et légumes	1 983	5,6%	4 360	3,4%	-2 338	-2 377	-39
Transf. et conserv. de pommes de terre	326	4,5%	638	11,3%	-261	-312	-51
Jus de fruits et de légumes	185	0,5%	1 002	0,5%	-813	-817	-4
Transf. et conserv. de fruits et de légumes	1 472	6,6%	2 720	2,8%	-1 264	-1 248	16
Huiles et graisses végétales et animales	1 239	-11,3%	3 765	0,3%	-2 357	-2 526	-169
Huiles raffinées	1 193	-11,7%	3 419	0,9%	-2 038	-2 226	-188
Fab. de margarine et graisses comestibles	46	0,0%	346	-5,2%	-319	-300	19
Fab. de prod. laitiers	6 706	4,4%	3 425	13,1%	3 395	3 281	-114
Exploitation de laiteries et fab. fromages	6 346	4,4%	3 212	14,7%	3 277	3 134	-143
Fab. de glaces et sorbets	360	4,7%	213	-5,8%	118	147	29
Travail des grains - fab. de prod. amylacés	2 858	3,0%	1 603	4,8%	1 247	1 255	8
Travail des grains	1 311	1,4%	1 056	6,6%	302	255	-47
Fab. de prod. amylacés	1 547	4,3%	547	1,7%	945	1 000	55
Boulangerie-pâtisserie et pâtes alimentaires	1 632	7,8%	2 058	5,4%	-438	-426	12
Fab. de pain et pâtisserie fraîche	661	9,8%	346	12,3%	294	315	21
Fab. biscuits, biscottes, pâtisseries cons.	897	6,9%	1 400	4,6%	-500	-503	-3
Fab. de pâtes alimentaires	74	1,4%	312	2,3%	-232	-238	-6
Fab. d'autres prod. alimentaires	7 619	2,4%	6 879	6,4%	976	740	-236
Fab. de sucre	1 267	-16,1%	380	8,0%	1 158	887	-271
Fab. cacao, chocolat et prod. de confiserie	1 873	0,7%	2 383	3,8%	-436	-510	-74
Transf. du thé et du café	739	30,8%	1 707	13,5%	-939	-968	-29
Fab. condiments et assaisonnements	365	-1,9%	631	6,6%	-220	-266	-46
Fab. de plats préparés	852	10,1%	570	5,0%	231	282	51
Fab. aliments homogénéisés et diététiques	718	17,7%	194	12,8%	438	524	86
Fab. d'autres prod. alimentaires n c a	1 805	3,3%	1 014	1,0%	744	791	47
Fab. d'aliments pour animaux	1 955	3,8%	846	2,5%	1 058	1 109	51
Fab. d'aliments pour animaux de ferme	787	8,7%	433	4,3%	309	354	45
Fab. d'aliments pour animaux de compagnie	1 168	0,8%	413	0,7%	749	755	6
Fab. de boissons	13 844	0,8%	3 113	1,9%	10 676	10 731	55
Prod. boissons alcooliques distillées	3 680	-0,2%	1 074	6,4%	2 678	2 606	-72
Prod. de vin (de raisin)	7 893	-0,1%	691	3,6%	7 235	7 202	-33
Fab. de cidre et de vins de fruits	40	-7,0%	22	37,5%	27	18	-9
Autres boissons fermentées non distillées	37	12,1%	46	15,0%	-7	-9	-2
Fab. de bière	352	-4,9%	522	-10,9%	-216	-170	46
Fab. de malt	500	9,2%	13	-23,5%	441	487	46
Eaux et boissons rafraîchissantes	1 342	8,3%	745	3,3%	518	597	79
Fab. de prod. à base de tabac	414	-5,0%	2 027	-2,6%	-1 646	-1 613	33

Source : comptes nationaux, Insee (données provisoires)

Tableau 3
Exportations, importations et soldes agroalimentaires par zones géographiques, en 2013

En milliards d'euros

Zones	Solde 2012	Exportations 2013	Importations 2013	Solde 2013
Monde	11,5	60,0	48,4	11,5
Union Européenne à 28	5,8	39,1	33,7	5,4
dont Zone Euro	2,6	31,1	28,7	2,3
Pays Tiers	5,7	20,9	14,7	6,1
OCDE hors membres de l'UE	3,2	7,5	4,8	2,7
dont ALENA (EU, Canada, Mexique)	2,3	3,6	1,2	2,4
Japon	1,1	1,1	0,0	1,1
Amérique Centrale et Amérique du Sud (hors Mexique)	-2,8	0,6	3,4	-2,7
dont Brésil	-1,4	0,2	1,2	-1,1
Afrique du Nord	1,7	2,8	1,0	1,9
Afrique subsaharienne	0,3	1,8	1,4	0,4
PECO ¹ non membres de l'UE	0,0	0,1	0,1	0,0
CEI ²	0,4	1,1	0,7	0,4
Proche et Moyen-Orient	1,4	2,0	0,2	1,7
Asie et Océanie hors Pays de l'OCDE	1,5	4,4	2,7	1,7
Reste du Monde	-0,1	0,6	0,5	0,1

1. Pays d'Europe Centrale et Orientale concernés ici : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine, Kosovo, Serbie

2. Communauté des Etats Indépendants

Sources : Douanes

Tableau 4
Exportations, importations et soldes agroalimentaires avec les pays de l'Union Européenne,
en 2013

En millions d'euros

Pays	Solde 2012	Exportations 2013	Importations 2013	Solde 2013
Union Européenne	5 813	39 095	33 712	5 382
Royaume-Uni ¹	3 209	5 521	2 307	3 214
Italie	2 194	5 824	3 586	2 238
Allemagne	1 275	6 811	5 623	1 189
Belgique	1 006	6 543	5 581	963
Grèce	494	640	149	491
Luxembourg	316	467	118	349
Suède ¹	323	507	183	325
Portugal	277	778	467	311
Finlande	232	253	15	237
République Tchèque ¹	118	289	151	138
Autriche	103	360	252	108
Lettonie ¹	73	99	22	78
Chypre	76	80	14	66
Roumanie ¹	80	196	146	50
Estonie	44	58	9	49
Croatie ¹	35	46	4	42
Danemark ¹	10	504	464	40
Slovaquie	35	64	28	37
Malte	27	42	9	33
Slovénie	28	37	9	28
Lituanie ¹	23	117	100	18
Hongrie ¹	2	189	189	0
Bulgarie ¹	-11	122	237	-116
Irlande	-285	495	783	-289
Pologne ¹	-602	546	1 209	-663
Espagne	-1 064	4 882	6 277	-1 395
Pays-Bas	-2 204	3 625	5 782	-2 157

1. Pays en dehors de la zone euro en 2013

Source : Douanes

Tableau 5
Principaux soldes excédentaires et déficitaires avec les pays tiers en 2013

a) Excédents

En millions d'euros

Pays	Solde 2012	Exportations 2013	Importations 2013	Soldes 2013
Etats-Unis <i>Alcools, champagne, vins</i>	1 949	2 818 1 981	924	1 894
Algérie <i>Blé</i>	1 376	1 696 1 082	19	1 678
Chine <i>Alcools, champagne, vins</i>	1 084	1 716 836	565	1 152
Japon <i>Alcools, champagne, vins, eaux</i>	1 128	1 115 587	46	1 069
Singapour <i>Alcools, champagne, vins</i>	920	994 868	13	981
Arabie Saoudite <i>Viandes (volailles)</i> <i>Orge</i>	609	709 228 173	1	708
Russie <i>Alcools, champagne, vins</i> <i>Viandes</i> <i>Aliments pour animaux</i>	577	761 144 125 82	156	605
Hong Kong <i>Alcools, champagne, vins</i>	583	601 415	10	591
Canada <i>Alcools, champagne, vins</i>	331	616 410	217	398
Emirats arabes unis <i>Alcools, champagne, vins</i>	241	349 113	4	345
Corée du Sud <i>Maïs</i> <i>Alcools, champagne, vins</i>	284	320 71 51	25	296
Egypte <i>Blé</i>	357	285 120	46	239
Taïwan <i>Alcools, champagne, vins</i>	197	222 93	16	207

Source : Douanes

b) Déficits

En millions d'euros				
Pays	Solde 2012	Exportations 2013	Importations 2013	Soldes 2013
Brésil	-1 399	155	1 208	-1 052
<i>Tourteaux de soja</i>			685	
<i>Jus d'orange</i>			167	
<i>Café</i>			106	
Inde	-393	50	514	-465
<i>Tourteaux de soja</i>			119	
<i>Huiles (soja, arachide, tournesol)</i>			103	
<i>Produits de la pêche</i>			77	
Norvège	-354	231	633	-401
<i>Produits de la pêche</i>			619	
Argentine	-414	19	372	-352
<i>Tourteaux de soja</i>			116	
<i>Produits de la pêche</i>			47	
<i>Huiles (soja, arachide, tournesol)</i>			27	
Equateur	-268	4	318	-314
<i>Produits de la pêche</i>			174	
<i>Conserves (poissons, crustacés)</i>			73	
Chili	-238	47	320	-273
<i>Produits de la pêche</i>			85	
<i>Fruits</i>			65	
Ukraine	-209	172	432	-260
<i>Graines de colza</i>			194	
<i>Tourteaux de tournesol</i>			135	
<i>Huile de tournesol</i>			50	
Côte-d'Ivoire	-204	335	588	-253
<i>Cacao</i>			334	
<i>Fruits</i>			108	
<i>Conserves et préparations (thon)</i>			92	
Maroc	-172	537	787	-250
<i>Légumes frais</i>			394	
<i>Fruits</i>			89	
Thaïlande	-306	140	380	-240
<i>Caoutchouc</i>			70	
<i>Riz</i>			58	

Source : Douanes

Le passage à la base 2010

Depuis le 15 mai 2014, les comptes nationaux ont en effet changé de « base » pour mettre en œuvre la nouvelle version du Système européen de comptes, le SEC 2010. Ce règlement introduit d'importantes innovations conceptuelles portant principalement sur le périmètre de l'investissement (notamment immatériel), la comptabilisation des échanges extérieurs ou la description de l'activité des entreprises d'assurance. Il s'applique à l'ensemble des pays européens à partir de septembre 2014.

Ces changements n'affectent le compte spécifique de l'Agriculture que de façon marginale : l'estimation des services d'assurance a été revue ; les totaux du commerce extérieur tiennent compte du négoce international et du travail à façon.

Un changement de base, c'est aussi l'occasion de revoir les méthodes et les sources statistiques utilisées. Le compte de l'Agriculture est affecté par ces deux types de révisions.

Tout d'abord, après consultation du groupe technique de la CCAN, le vocabulaire du Compte de l'Agriculture a été modifié de façon à éviter autant que possible les confusions avec celui du Rica. Le Résultat agricole net (RAN) laisse la place au **Revenu des facteurs de la branche agricole (RFBA)** et le Revenu net d'entreprise agricole devient le **Revenu net de la branche agricole (RNBA)**.

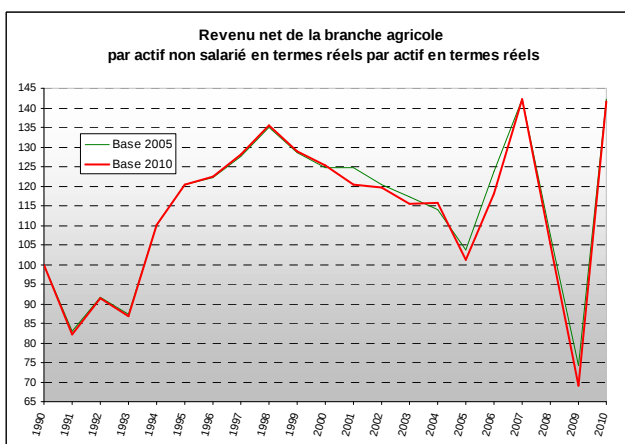
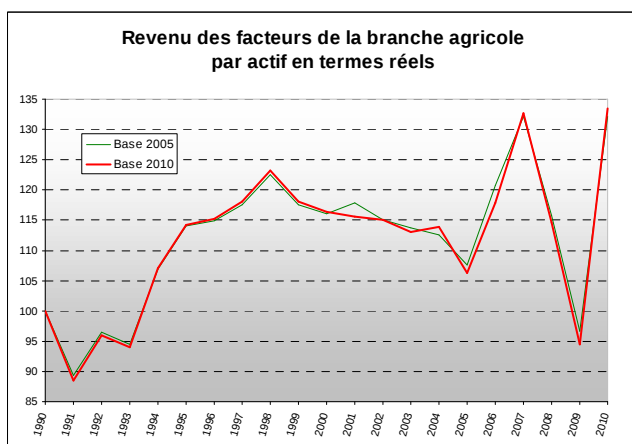
Après le Recensement de l'Agriculture de 2010, les séries de la statistique agricole annuelle (SAA) et du Réseau d'information comptable agricole (Rica) avaient été revues depuis 2000 sans que le compte puisse enregistrer leurs modifications.

D'autres indicateurs ont disparu ou ont vu leur contenu trop modifié pour continuer à être utilisés. Les méthodes pour estimer la production de services agricoles et l'investissement ont donc été revues.

Pour se rapprocher du Rica, le traitement des fourrages a été changé : ils sont désormais « consommés » l'année même de leur production alors que dans la base précédente une partie était stockée pour être utilisée l'année suivante. Le nouveau traitement ne génère pas de valeur ajoutée alors que le décalage temporel en induisait une.

Le traitement de la consommation intermédiaire d'engrais du Compte de l'Agriculture n'était pas cohérent avec l'équilibre ressources-emplois de la chimie dans le cadre central de la comptabilité nationale. Les méthodes ont donc été rapprochées.

Enfin, les séries en « termes réels » ont été calculées avec la nouvelle série de prix du PIB.



Les trois dernières années

En dehors des changements de base, les comptes d'une même année font l'objet de quatre estimations, en fonction des sources disponibles. La version prévisionnelle est présentée en décembre de l'année en cours, la version provisoire est présentée en juin de l'année $n+1$, la version semi-définitive en juin $n+2$ et la version définitive en juin $n+3$. Sont retracées ici les révisions des comptes publiés dans ce volume par rapport à la version de la campagne de comptes précédente.

Cette année, les modifications liées au changement de base sont ajoutées aux révisions habituelles.

Les indicateurs de revenu de l'agriculture présentés sont le revenu des facteurs de la branche agricole et le revenu net de la branche agricole.

Le revenu des facteurs de la branche agricole, encore appelé valeur ajoutée nette au coût des facteurs, est égal à :
valeur ajoutée nette + subventions d'exploitation - autres impôts sur la production.

Le revenu net de la branche agricole est le solde du compte de revenu. Il est égal à :
revenu des facteurs de la branche agricole - rémunération des salariés - intérêts - charge locative nette.

Le revenu des facteurs de la branche agricole est exprimé par UTA (unité de travail annuel, équivalent temps plein de l'agriculture) et le revenu net de la branche agricole est exprimé en UTANS (unité de travail annuel non salarié). Ces indicateurs sont présentés en termes réels, c'est-à-dire déflatés par l'évolution du prix du PIB.

Le compte 2011 définitif

Dans le compte définitif 2011, l'évolution de la production hors subventions est révisée de -0,3 point par rapport à la version semi-définitive du compte. La révision de 161 millions d'euros, sur un total de 72 milliards, résulte de révisions de prix à la hausse pour les céréales et à la baisse pour les fruits et les veaux et de révisions de volumes à la hausse pour les betteraves et à la baisse pour les fruits et les gros bovins.

Compte tenu d'une révision à la hausse (+ 1,3 point) sur les consommations intermédiaires, l'évolution du revenu des facteurs de la branche agricole est révisée de -2,8 points et le revenu net de la branche agricole de -6,0 points.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) passe de -2,1 % à -1,2 % et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) de -2,7 % à -2,5 %.

L'évolution du prix du PIB passe de 1,3 % à 0,9 %.

Dans le compte définitif 2011, l'évolution du revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels est évaluée à + 4,6 % au lieu de + 8,0 % dans la version semi-définitive (**révision -3,4 points**). L'évolution du revenu net de la branche agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à + 4,9 % au lieu de + 10,8 % (**révision -5,9 points**).

Le compte 2012 semi-définitif

Dans le compte semi-définitif 2012, l'évolution de la production hors subventions est révisée de -1,2 point par rapport à la version provisoire du compte. La révision de 0,82 milliard d'euros, sur un total de 76 milliards, provient essentiellement d'une révision à la baisse des prix des céréales et des œufs ainsi que du volume de production des gros bovins et des ovins.

Compte tenu des autres révisions —hausse des consommations intermédiaires et de la rémunération des salariés, mais baisse de la consommation de capital fixe—, le revenu des facteurs de la branche agricole est révisé de -3,8 points et le revenu net de la branche agricole de -7,5 points.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) passe de -2,0 % à -1,4 % et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) de -2,7 % à -2,0 %.

L'évolution du prix du PIB passe de 1,5 % à 1,2 %.

Dans le compte semi-définitif 2012, l'évolution du revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels est évaluée à + 1,2 % au lieu de + 5,4 % dans la version provisoire (**révision -4,2 points**). L'évolution du revenu net de la branche agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à + 0,2 % au lieu de + 8,2 % (**révision -8,0 points**).

Le compte 2013 provisoire

Dans la version provisoire du compte 2013, l'évolution en valeur de la production hors subventions est passée de -3,8 % à -4,2 % par rapport à la version prévisionnelle, soit une révision de -0,4 point.

La révision des prix est faible (+ 0,2 point) : les corrections à la hausse apportées aux fourrages, vins et œufs, sont compensées par la correction à la baisse apportée aux betteraves, oléagineux, légumes, pommes de terre et bovins. Côté volumes, la révision à la baisse (-0,7°point) provient essentiellement des plantes et fleurs, fourrages, vins, œufs et lait, malgré le relèvement des légumes.

L'évolution des consommations intermédiaires est revue de + 0,5 point en valeur, dont + 0,4 sur les prix. Cette révision résulte de révisions à la baisse sur les semences, produits énergétiques, aliments pour animaux achetés et sifim et à la hausse sur les aliments intraconsommés. En volume, l'augmentation des semences équilibre la baisse des aliments intraconsommés et des dépenses vétérinaires.

Compte tenu des corrections apportées à la production et aux consommations intermédiaires, la valeur ajoutée brute est corrigée de 2,6 point.

Comme la consommation de capital fixe a été révisée de -1,4 point, la valeur ajoutée nette est révisée de -3,8 points.

Après prise en compte des subventions d'exploitation et des impôts sur la production, le revenu des facteurs de la branche agricole est révisé de -2,8 points. La rémunération des salariés, les intérêts et les charges locatives ont été revues à la hausse. Le revenu net de la branche agricole est donc révisé de -7,5 points à la baisse.

L'évolution de l'emploi agricole total (exprimé en UTA) passe de -2,0 % à -0,9% et celle de l'emploi agricole non salarié (exprimé en UTANS) de -2,7 % à -2,2 %.

L'évolution du prix du PIB est passée de 1,2 % à 0,8 %, soit -0,4 point.

Dans le compte provisoire 2013, l'évolution du revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels est évaluée à -19,8 % au lieu de -16,4 % dans la version prévisionnelle (**révision -3,4 points**). L'évolution du revenu net de la branche agricole par actif non salarié en termes réels est évaluée à -35,0 % au lieu de -27,3 % (**révision -7,7 points**).

Bilan des révisions des comptes¹

a) revenu des facteurs de la branche agricole par actif en termes réels

	2009	2010	2011	2012	2013
Prévisionnel	-19,9	+ 31,4	-2,6	+ 4,3	-16,4
Provisoire	-18,5	+ 37,2	+ 5,1	+ 5,4	-19,8
Semi-définitif	-19,2	+ 39,0	+ 8,0	+ 1,2	
Définitif	-16,5	+ 36,9			
Définitif en base 2010	-17,5	+ 41,2	+ 4,6		
Révision (en point) ¹	+ 2,4	+ 9,8	+ 7,2	-3,1	-3,4

b) Revenu net de la branche agricole par actif non salarié en termes réels

	2009	2010	2011	2012	2013
Prévisionnel	-34,4	+ 84,9	-6,8	+ 6,2	-27,3
Provisoire	-34,0	+ 96,2	+ 7,3	+ 8,2	-35,0
Semi-définitif	-36,6	+ 99,0	+ 10,8	+ 0,2	
Définitif	-30,9	+ 91,4			
Définitif en base 2010	-34,2	+ 104,9	+ 4,9		
Révision (en point) ¹	+ 0,2	+ 20,0	+11,7	- 6,0	-7,7

1. Entre le premier et le dernier compte connu.
Les cases grisées correspondent à la base 2005.

NB. Le traitement des Sifim a un impact sur le revenu des facteurs de la branche agricole ; mais, par construction, il est neutre sur le revenu net de la branche agricole.

LIENS VERS INTERNET

Le contexte européen

<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/agriculture/data/database>

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/5-13122013-BP/FR/5-13122013-BP-FR.PDF

Compte national et tableau de bord

http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=5.6.1

La base 2010

http://www.insee.fr/fr/themes/comptes-nationaux/default.asp?page=base_2010/methodologie/methodo-b2010.htm